

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION**U.01****INSTANCE RESPONSABLE**

Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES

Tous les services concernés

Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy, Saignelégier

URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux

URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population

ECO.1 S'appuyer sur les savoir-faire spécifiques (horlogerie, microtechnique) pour déployer de nouveaux segments d'activités innovants et diversifier le tissu économique

ECO.2 Renforcer les réseaux, les structures de l'économie touristique et appuyer ses acteurs

GOUV.3 Renforcer la planification régionale

OBJECTIFS

- Accueillir 80'000 habitants et 40'000 équivalents plein-temps en 2030 ;
- Accueillir 83'000 habitants et 41'500 équivalents plein-temps en 2040 ;
- Développer prioritairement l'urbanisation au sein des pôles régionaux afin d'accroître leur visibilité et d'ancrer Delémont et son agglomération dans le réseau des métropoles et agglomérations suisses et françaises ;
- Maîtriser le développement résidentiel en privilégiant une urbanisation de qualité dirigée vers l'intérieur du tissu bâti.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Cette fiche, de portée générale, fait le lien avec l'ensemble des lignes directrices et des principes de la conception directrice du développement territorial (CDDT). Les principes généraux qu'elle comporte sont développés dans les fiches thématiques spécifiques.
2. Le développement de l'urbanisation est coordonné au niveau régional de manière étroite avec l'offre en transports publics afin d'optimiser leur utilisation et leur efficacité.
3. Le développement d'une urbanisation compacte vers l'intérieur s'appuie sur la densification des secteurs stratégiques, des périmètres de centre et du tissu bâti de manière générale. Il s'agit également de valoriser les réserves à bâtir et les friches urbaines, industrielles ou artisanales localisées dans le tissu bâti en préservant la qualité des espaces publics (espaces verts, places, espaces de détente, etc.).
4. Le plan directeur définit quatre types d'entités pour l'urbanisation du territoire jurassien : les cœurs de pôle et les communes satellites qui forment ensembles les pôles régionaux, les pôles industriels relais et les villages.
5. Le pôle régional de Delémont, en particulier la ville de Delémont comme capitale cantonale, constitue le point d'ancrage du canton au réseau des métropoles et agglomérations suisses et françaises. Le pôle régional de Porrentruy avec l'Aire urbaine de Belfort-Montbéliard et le pôle régional de Saignelégier avec La Chaux-

**VOIR
AUSSI**

U.01.1
U.10

U.01.2
U.02
U.06

U.10

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION**U.01**

de-Fonds et les montagnes neuchâteloises en général, forment des espaces de collaboration.

6. Le développement résidentiel est concentré dans les trois pôles régionaux. Il est prévu d'accueillir d'ici 2030 :
 - 60 % de la croissance démographique, soit + 4'500 habitants à compter du 1^{er} janvier 2015, dans le pôle régional de Delémont ;
 - 23 % de la croissance démographique, soit + 1'750 habitants à compter du 1^{er} janvier 2015, dans le pôle régional de Porrentruy ;
 - 10 % de la croissance démographique, soit + 750 habitants à compter du 1^{er} janvier 2015, dans le pôle régional de Saignelégier.
7. Le développement des pôles industriels relais est modéré et maîtrisé. Il est prévu d'accueillir 7 % de la croissance démographique d'ici 2030, soit + 550 habitants à compter du 1^{er} janvier 2015 répartis de la manière suivante :
 - + 400 habitants à Haute-Sorne (Bassecourt, Courfaivre, Glovelier) ;
 - + 80 habitants aux Bois ;
 - + 50 habitants à Boécourt ;
 - + 20 habitants à Boncourt.
8. Dans les villages, l'objectif est le maintien de la population existante. Le maintien de l'attractivité des villages est favorisé par le soutien aux commerces et services à la population et l'amélioration qualitative de l'urbanisation, notamment en encourageant la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens et l'utilisation judicieuse des surfaces libres situées au milieu du tissu bâti.
9. La croissance prévue des emplois, exprimés en équivalent plein-temps (EPT), se répartit comme suit :
 - Pôles régionaux : 80 %
 - Pôles industriels relais : 15 %
 - Villages : 5 %
10. La croissance des emplois, exprimés en équivalents plein-temps (EPT), en zone centre, mixte et d'habitation (CMH) est concentrée dans les pôles régionaux et se répartit comme suit :
 - Pôle régional de Delémont : 50 % (49.6 %), soit + 1'060 EPT à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
 - Pôle régional de Porrentruy : 28 % (27.6 %), soit + 590 EPT à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
 - Pôle régional de Saignelégier : 10 % (10.2 %), soit + 220 EPT à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
 - Pôles industriels relais : 8 % (7.6 %), soit + 165 EPT à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
 - Villages : 5 % (5.0 %), soit + 105 EPT à compter du 1^{er} janvier 2015.
11. Entre 2030 et 2040, la répartition de la croissance des habitants et des EPT est identique à la répartition prévue entre 2015 et 2030.
12. Les surfaces affectées à l'urbanisation, ou territoire d'urbanisation, représentent 4'145 ha au 1^{er} janvier 2015. A l'horizon 2040, le territoire d'urbanisation s'étend sur près de 4'230 ha. A cette échéance, le poids des surfaces affectées à l'urbanisation des pôles régionaux est renforcé. L'extension des surfaces affectées à l'urbanisation est coordonnée au niveau supracommunal, particulièrement dans le cadre des plans directeurs régionaux.

U.01.2
U.01.3

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION**U.01**

<i>Territoire d'urbanisation (ha)</i>	<i>2015</i>	<i>2040</i>	<i>Evolution</i>
Pôles régionaux	2'260	2'405	+ 145
Pôles industriels relais	690	735	+ 45
Villages	1'195	1'090	- 105
Canton du Jura	4'145	4'230	+ 85

13. Le développement et la création d'entreprises sont concentrés dans les zones d'activités, en particulier dans les zones AIC pour les entreprises créatrices d'emplois (au moins 20 EPT). Les zones centres et mixtes complètent les besoins, respectivement pour les activités tertiaires (commerces et bureaux) et le petit artisanat.

U.03
U.03.1

14. Les projets d'équipements d'importance cantonale, à savoir ceux dont le cercle des bénéficiaires s'étend au-delà des limites communales et régionales, sont localisés dans les cœurs de pôle que constituent Delémont, Porrentruy et Saignelégier.

U.07

En tant que capitale cantonale et point d'ancrage du réseau urbain jurassien, Delémont a vocation à accueillir les projets d'équipements de portée nationale voire internationale. Les infrastructures liées à des spécificités régionales peuvent s'établir à Porrentruy ou à Saignelégier.

15. Les grands projets touristiques et de loisirs sont concentrés dans les lieux présentant les meilleures caractéristiques au sens la fiche U.05.

U.05

MANDATS DE PLANIFICATION**NIVEAU CANTONAL**

Le Service du développement territorial :

- s'assure de la prise en compte des orientations du plan directeur cantonal et des principes du développement durable dans les politiques sectorielles de l'Etat ;
- veille à ce que les lignes directrices et les principes définis dans la conception directrice du développement territorial ainsi que le contenu du plan directeur cantonal soient respectés dans les procédures de planification au niveau cantonal, régional ou communal ;
- transmet, annuellement, à l'Office fédéral du développement territorial (ARE) le bilan et l'évolution des zones à bâtir.

NIVEAU REGIONAL

La répartition de la croissance démographique et économique programmée est traitée dans les plans directeurs régionaux à l'échelle des pôles régionaux.

Les orientations et prescriptions fixées par le concept cantonal de gestion des zones d'activités sont reprises dans les planifications régionales.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION

U.01

NIVEAU COMMUNAL

Les communes appliquent, dans leur planification locale, les lignes directrices et les principes définis dans la conception directrice du développement territorial ainsi que le contenu du plan directeur cantonal.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

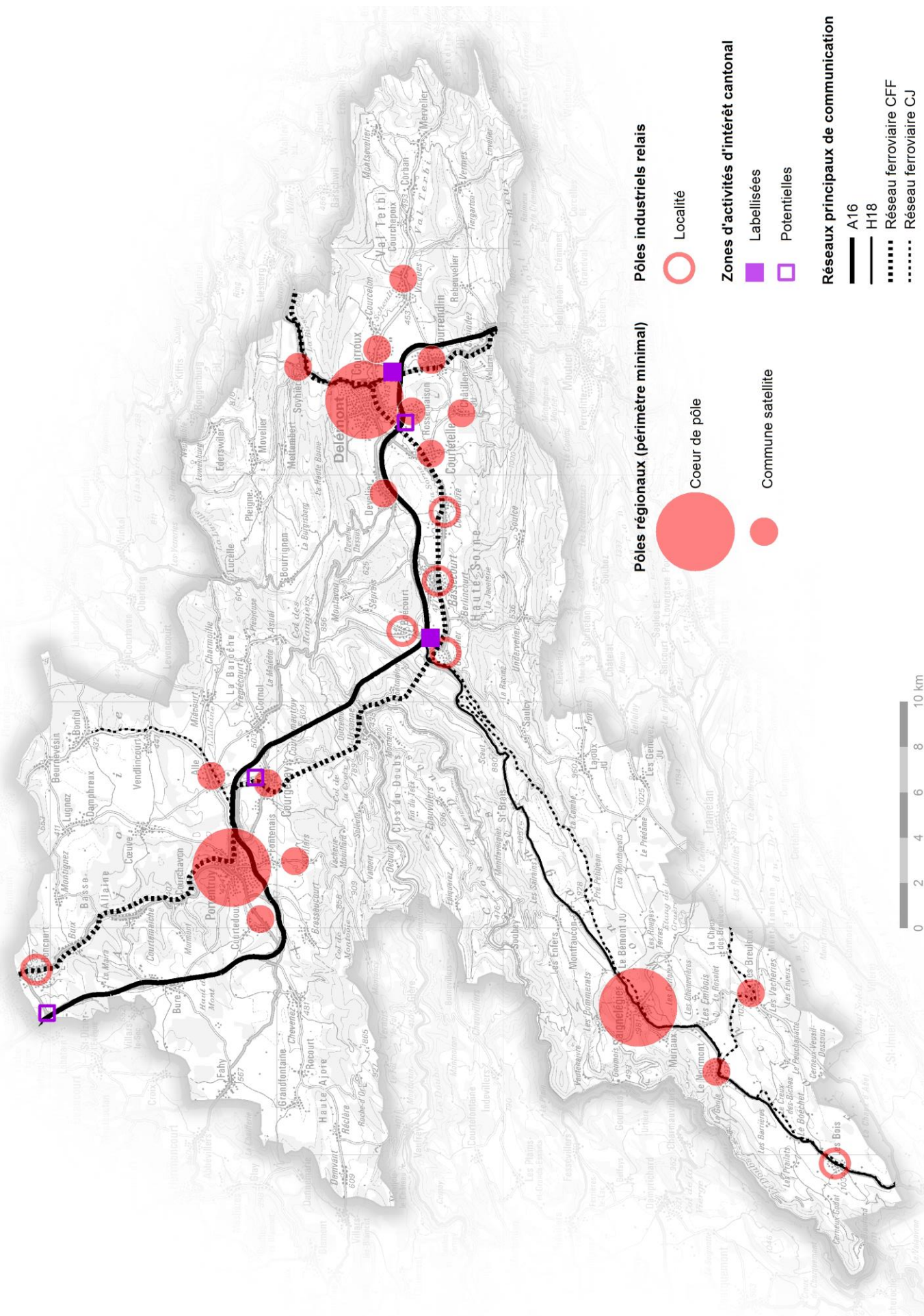
- Conseil fédéral suisse, CdC, DTAP, UVS, ACS (2012), Projet de territoire suisse. Version remaniée, Berne.
- Conseil fédéral suisse (2012), Stratégie pour le développement durable 2012-2015, Berne.
- Office fédéral du développement territorial (ARE) (2014), Complément au guide de la planification directrice, Berne.
- Service du développement territorial (2015), Perspectives démographiques et de l'emploi – Etat des lieux et analyse des différentes sources, Delémont.
- Conseil fédéral suisse (2016), Stratégie pour le développement durable 2016-2019, Berne.

INDICATEURS DE SUIVI

- Evolution du nombre d'habitants et d'emplois au niveau cantonal, régional et communal
 - Evolution de la zone à bâtir et de la surface de zone à bâtir par habitant
-

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION

U.01

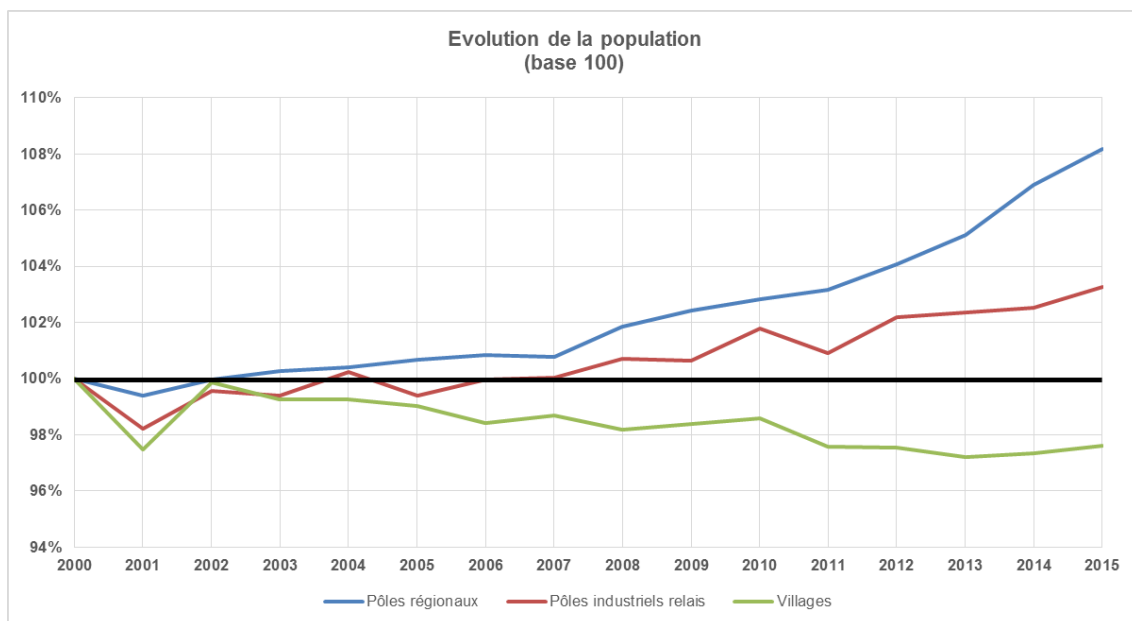


DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION

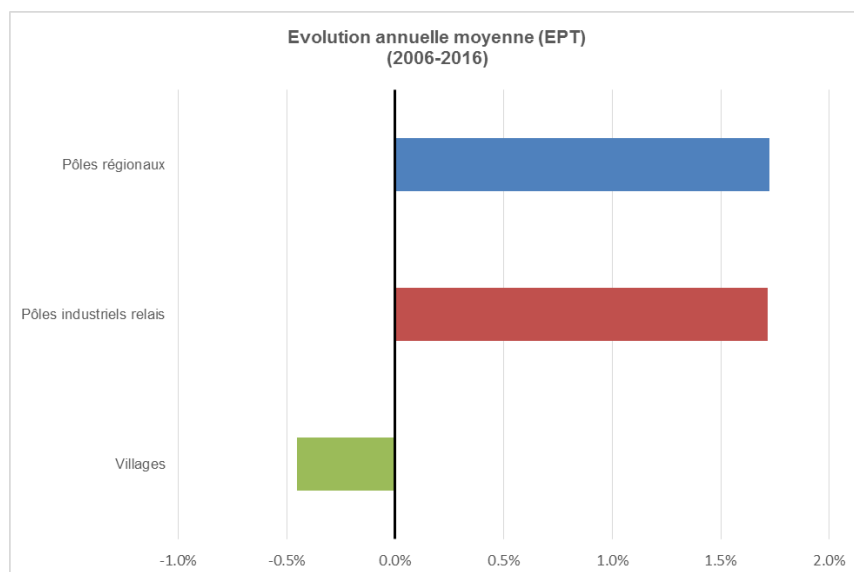
U.01

CONTEXTE

Depuis une décennie, le Jura connaît une attractivité tant du point de vue économique que démographique. Cette croissance a en grande partie profité aux pôles régionaux (Delémont, Porrentruy et Saignelégier et leurs communes satellites) tandis que la plupart des villages a connu une stagnation, voire une diminution, de leur population. Les pôles régionaux concentrent aujourd'hui la majorité des habitants et emplois du canton. En 2015, ils regroupent un peu plus de deux tiers (64%) des habitants et près de trois quarts des emplois. L'agglomération delémontaine revêt une importance particulière en concentrant 37% de la population jurassienne et 59% de la population totale des pôles régionaux. La dynamique positive des pôles régionaux contraste avec la déprise démographique que connaissent la majorité des villages depuis plusieurs années. Durant la décennie 2005-2015, la croissance démographique annuelle moyenne des pôles régionaux s'élevait à 0.75%. Ce sont alors près de neuf nouveaux habitants sur dix qui se sont installés dans un pôle régional. Delémont et son agglomération ont accueilli 64% des nouveaux habitants. A l'inverse, l'ensemble des villages jurassiens a connu dans le même temps une diminution annuelle moyenne de leur population de 0.3%. A souligner qu'il s'agit d'une moyenne cantonale, quelques villages se démarquent et connaissent un léger accroissement démographique.



Du point de vue économique, à l'instar du développement résidentiel, le développement s'est concentré dans les pôles régionaux, et dans une moindre mesure, dans les pôles industriels relais. Ces derniers sont caractérisés par une forte proportion du secteur secondaire. Les villages ont connu une légère baisse du nombre d'emplois lors de la dernière décennie, notamment due la régression des emplois dans le secteur agricole.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION**U.01**

L'amélioration des infrastructures de transports publics, l'achèvement de l'A16, l'offre de places de travail en constante augmentation et la qualité de vie de son territoire permettent au Jura d'envisager la poursuite de cette tendance positive dans les années futures. Ainsi pour 2030, l'objectif d'accueil est de 80'000 habitants, soit une augmentation d'environ 7'500 habitants à partir de 2015. Cet objectif émane du rapport sur les perspectives démographiques et de l'emploi publié par le Service du développement territorial en 2015. Deux scénarios d'évolution de la population, un moyen et un haut, ont été élaborés par le Service du développement territorial. Un scénario moyen, qui tient compte de la croissance démographique des dix dernières années (2005-2015), estime à 78'200 la population jurassienne pour 2030. Un scénario haut quant à lui prévoit 80'300 habitants. Ce scénario prend en considération l'accélération récente (2010-2015) de la démographie cantonale. Les scénarios moyen et haut de l'OFS (2016) confirment ces résultats. Quant au Programme gouvernemental pour la législature 2016-2020, il se montre plus ambitieux et vise 80'000 habitants à l'horizon 2026.

En matière d'emplois, l'objectif est de poursuivre le dynamisme observé ces dernières années et de parvenir à un ratio d'un emploi (exprimé en équivalent plein-temps - EPT) pour deux habitants à l'horizon 2030. Ainsi, il est prévu d'accueillir 40'000 EPT en 2030. Il est attendu que la croissance de l'emploi se réalisera en premier lieu dans les zones d'activités d'intérêt cantonal (AIC) et intercommunales, ainsi que dans une moindre mesure, dans les zones d'activités communales existantes (deux tiers de la croissance prévue). Les zones CMH devraient quant à elles accueillir un tiers de la croissance prévue.

L'objectif d'accueil pour 2040, horizon du « territoire d'urbanisation », est fixé à 83'000 habitants, soit une augmentation de 3'000 habitants entre 2030 et 2040. A l'image de ce qui est prévu pour l'ensemble de la Suisse, la croissance démographique jurassienne connaîtra un ralentissement à partir de 2030 en raison, notamment, d'un vieillissement de la population. Cet objectif se situe entre le scénario moyen et le scénario haut de l'OFS (2016). En ce qui concerne les emplois, il s'agira de maintenir le ratio d'un EPT pour deux habitants durant la période 2030-2040, soit une augmentation de 1'500 EPT pour atteindre 41'500 EPT en 2040.

ENJEUX*Répartition de la croissance démographique*

L'affirmation des trois pôles régionaux comme moteur du développement du canton est essentielle pour renforcer sa lisibilité vis-à-vis de l'extérieur, au bénéfice de l'ensemble du territoire. Ainsi, il est prévu d'accueillir 60% des nouveaux habitants dans le pôle régional de Delémont et un tiers dans les pôles

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION

U.01

régionaux de Porrentruy et de Saignelégier, respectivement 23% et 10%. Cette répartition se base sur la tendance des cinq dernières années, avec un léger rééquilibrage en faveur des pôles régionaux de Porrentruy et de Saignelégier.

L'enjeu majeur pour le reste du territoire, pôles industriels relais et villages, est d'accroître leur attractivité et leur vitalité. L'atteinte de cet objectif passe, entre autres, par l'accueil d'environ 7% de la croissance cantonale prévue dans les pôles industriels relais et par le maintien de la population résidente dans les villages. La sauvegarde des commerces et des services à la population et la valorisation de la substance bâtie contribuent au maintien de la population dans les villages. Le développement modéré des pôles industriels relais doit contribuer au maintien et au développement des industries, services et commerces présents au bénéfice de leur population ainsi que de celle des villages environnants. La répartition de la croissance entre les pôles industriels relais est déterminée en fonction de leur poids démographique et de leur croissance démographique observée lors des cinq dernières années.

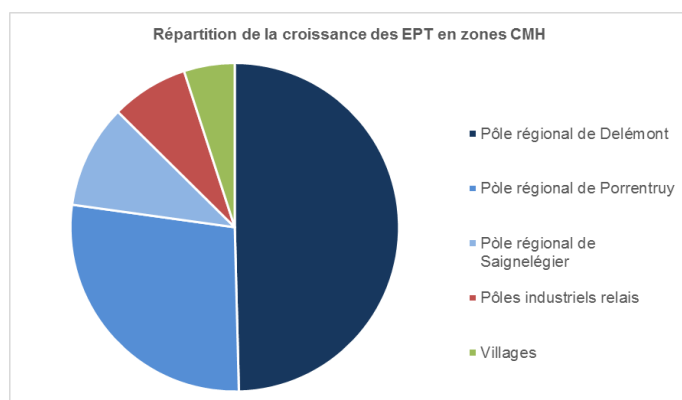
Répartition de la croissance des équivalents plein-temps (EPT)

A l'instar de la croissance démographique, une grande part de la croissance des emplois est prévue dans les pôles régionaux (80%) et dans une moindre mesure dans les pôles industriels relais (15%). Les villages, quant à eux, bénéficieront d'une légère part de la croissance prévue (5%). Cette répartition reflète la tendance observée ces dix dernières années avec léger rééquilibrage en faveur des villages afin d'atteindre l'objectif ambitieux du maintien de la population dans ces communes.

Répartition de la croissance des équivalents plein-temps (EPT) en zones CMH

Afin de répondre aux nouvelles exigences fédérales, notamment aux prescriptions relatives au dimensionnement des zones à bâtir destinées à l'habitat (zones CMH), la croissance des EPT prévue dans ces zones doit également être répartie entre les différents espaces du canton. Les pôles régionaux sont les espaces les plus attractifs. De cette manière, une grande part des EPT prévus dans les zones CMH doit se concentrer dans les pôles régionaux. Cependant, il est nécessaire de maintenir une offre pour l'artisanat ou pour les services à la population dans les autres espaces. Ainsi, les pôles industriels relais et les villages bénéficient également d'une part de la croissance prévue des EPT en zones CMH. La part octroyée aux différents espaces se base sur la tendance observée lors de ces dix dernières années et se répartit comme suit :

- Pôle régional de Delémont : 49.6 %
- Pôle régional de Porrentruy : 27.6 %
- Pôle régional de Saignelégier : 10.2 %
- Pôles industriels relais : 7.6 %
- Villages : 5.0 %



Délimitation du territoire d'urbanisation

Le complément au guide de la planification directrice (ARE, 2014) définit le territoire d'urbanisation comme « les surfaces comportant des bâtiments, des industries et des commerces, mais aussi les surfaces dévolues aux transports et au stationnement, les surfaces et les espaces verts (zone à bâtir existante) ». Ce territoire d'urbanisation doit être délimité pour les 25 prochaines années, soit à l'horizon 2040. Au-delà des zones à bâtir existantes, le territoire d'urbanisation peut englober les extensions

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION

U.01

prévues pour le futur développement. On parle alors « d'extension du territoire d'urbanisation » et correspond à la différence entre les zones à bâtir existantes et l'ensemble du territoire d'urbanisation à l'horizon 2040. Le canton du Jura a opté pour la variante C défini par le complément au guide de la planification directrice, soit une description quantitative du territoire d'urbanisation.

Au 1^{er} janvier 2015, les surfaces affectées à l'urbanisation du canton du Jura représentent près de 4'145 ha. À l'horizon 2040, le territoire d'urbanisation devrait couvrir 4'230 ha. Cette faible extension par rapport à la situation en 2015 (+ 85 ha) s'explique, notamment, par l'importante réduction des zones CMH à mettre en œuvre d'ici 2030 afin d'atteindre un taux cantonal d'utilisation répondant aux dispositions du droit fédéral.

Conformément à la conception directrice du développement territorial, le développement de l'urbanisation se concentrera dans les pôles régionaux, et dans une moindre mesure dans les pôles industriels relais. Pour cette raison, à l'horizon 2040, le poids des villages dans la répartition des zones à bâtir devra être moins important. L'extension des surfaces affectées à l'urbanisation doit être coordonnée au niveau supracommunal, notamment dans le cadre de l'élaboration des plans directeurs régionaux.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET TRANSPORTS PUBLICS

U.01.1

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Office de l'environnement
Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy, Saignelégier
- MOB.1 Renforcer l'intensité des connexions vers l'extérieur du canton et entre les pôles régionaux
- MOB.2 Viser une politique de mobilité durable par une offre multimodale et performante

OBJECTIFS

- Concentrer le développement de l'urbanisation à proximité des arrêts de transports publics, existants ou projetés ;
- Densifier les secteurs disposant d'une bonne accessibilité en transports publics ;
- Optimiser l'utilisation des infrastructures de transports publics existantes.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Le développement de l'urbanisation est coordonné avec l'offre en transports publics.
2. Les niveaux de qualité de la desserte par les transports publics sont fixés selon le tableau ci-dessous et sont pris en considération lors de l'élaboration des plans d'aménagement local et des planifications directrices régionales :

Niveau de service de l'arrêt correspondant aux niveaux du plan directeur cantonal	Moyen de transport et cadence	Accessibilité de l'arrêt (distance à vol d'oiseau)	Niveau de qualité de la desserte en transports publics
1a	Train, cadence semi-horaire	0 à 500 m	Bonne desserte
		500 à 750 m	Desserte satisfaisante
1b	Bus, cadence semi-horaire	0 à 300 m	Bonne desserte
		300 à 500 m	Desserte satisfaisante
2a	Train, cadence horaire	0 à 500 m	Desserte satisfaisante
		500 à 750 m	Desserte faible
2b	Bus, cadence horaire	0 à 300 m	Desserte satisfaisante
		300 à 500 m	Desserte faible
3	Train ou bus, ≥ 5 paires de courses par jour	0 à 300 m	Desserte faible
4	Bus, < 5 paires de courses par jour ou desserte à la demande (Publicar) ou aucune desserte	-	Desserte marginale ou inexistante

La cadence semi-horaire doit exister, globalement, durant au moins 7 heures par jour pour que les secteurs à moins de 500m d'une gare et à moins de 300m d'un arrêt de bus puissent bénéficier d'une desserte en transports publics qualifiée de bonne.

VOIR AUSSI

Version	Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET TRANSPORTS PUBLICS

U.01.1

3. Les extensions de la zone à bâtir se concentrent dans les secteurs disposant d'une bonne desserte ou d'une desserte satisfaisante en transports publics.	
4. L'urbanisation est densifiée dans les secteurs disposant d'une bonne desserte en transports publics, particulièrement à l'intérieur des secteurs stratégiques et des périmètres de centre.	U.01.2 U.02
5. Les extensions de la zone à bâtir tirent parti de la desserte en transports publics existante avant d'envisager un développement du réseau de transports.	
6. Lors de la révision des plans d'aménagement local, les zones à bâtir destinées à l'habitat non bâties sont examinées en priorité pour une restitution à la zone agricole lorsqu'elles sont situées dans des secteurs ayant une desserte faible, marginale ou inexistante.	U.02
7. Les équipements publics et les logements destinés aux personnes âgées sont construits prioritairement dans les secteurs disposant d'une bonne desserte en transports publics.	U.07 U.07.2
8. Pour favoriser l'intermodalité des transports publics, le réseau de bus s'oriente vers les gares des pôles régionaux et des pôles industriels relais.	M.02

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial :

- tient systématiquement compte de la qualité de la desserte en transports publics dans son analyse des projets à incidences spatiales et dans l'évaluation des projets communaux d'aménagement local ;
- met à jour en continu les données des parcours et des horaires de transports publics sur le système d'information du territoire (SIT) du canton, afin que les autorités et bureaux d'études spécialisés disposent de données à jour pour la planification.

NIVEAU REGIONAL

Les régions prennent en considération les transports publics dans l'élaboration des planifications régionales.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- coordonnent l'urbanisation avec l'offre en transports publics ;
- prennent des mesures pour densifier les secteurs stratégiques et les périmètres de centre (augmentation de l'indice d'utilisation du sol, politique foncière active, promotion immobilière, etc.).

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET TRANSPORTS PUBLICS

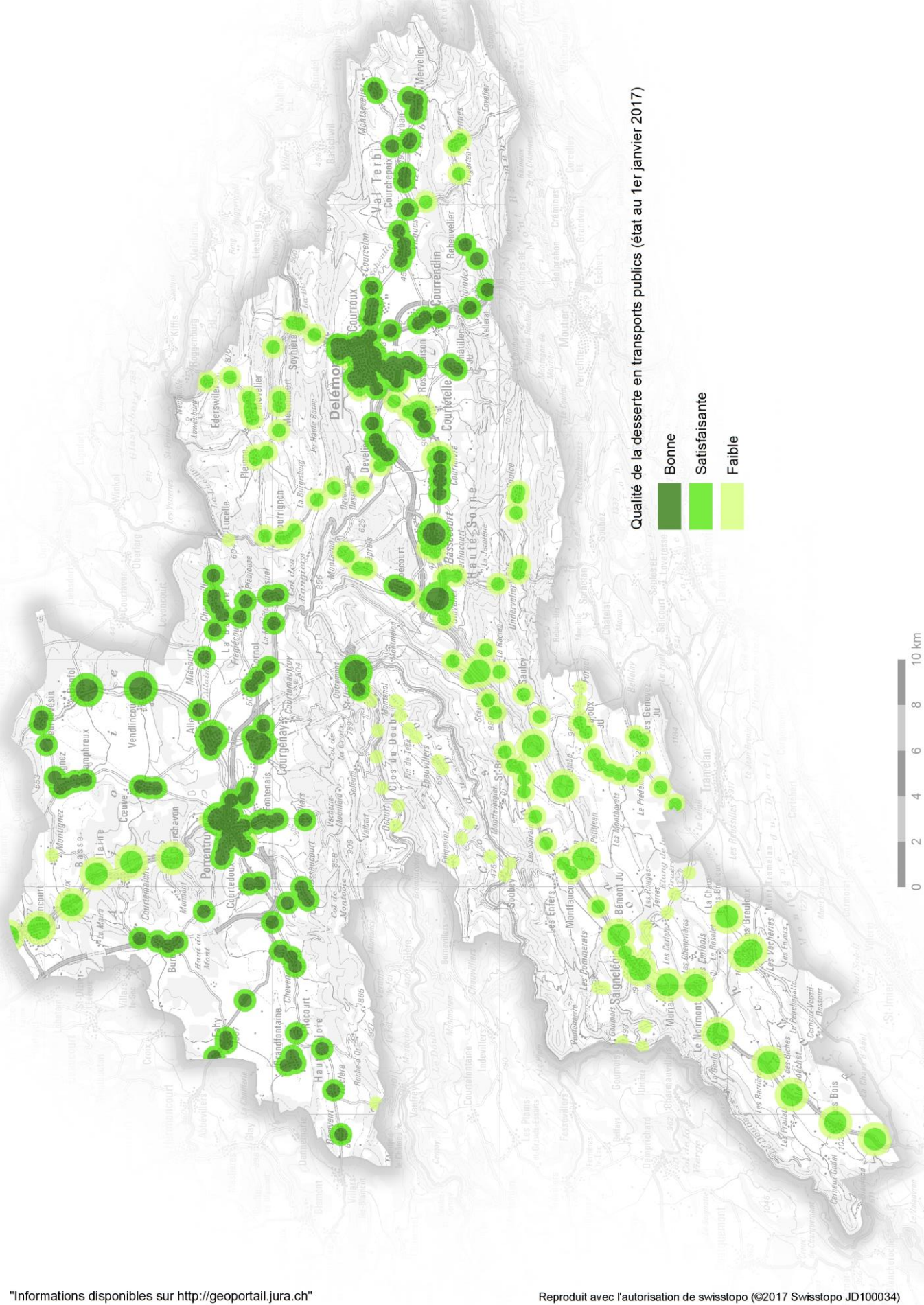
U.01.1

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Office fédéral du développement territorial (ARE) (2011), Niveaux de qualité de desserte par les transports publics – Méthodologie de calcul ARE, Berne.
 - Service du développement territorial (2015), Conception directrice des transports publics, Delémont.
 - Service du développement territorial (2015), Eclairages sur les zones à bâtir destinées à l'habitat, Delémont.
 - Service du développement territorial (2016), Eclairages sur les zones d'activités - Etat au 1^{er} janvier 2016, Delémont.
-

INDICATEUR DE SUIVI

- Qualité de la desserte en transports publics de la zone à bâtir
-



DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET TRANSPORTS PUBLICS

U.01.1

CONTEXTE

Le canton du Jura dispose d'infrastructures de transports publics de bonne qualité qui répondent de manière efficace aux besoins liés aux échanges avec l'extérieur mais aussi aux besoins internes du canton. Ce niveau de qualité se verra encore renforcer dans les années futures grâce à la concrétisation des principes et objectifs de la conception directrice des transports publics (CDTP). Il s'agit notamment d'organiser et de promouvoir le niveau de desserte ferroviaire dans une logique de « RER Jura », d'articuler la desserte urbaine et d'agglomération et d'assurer une offre de transports publics équitable sur l'ensemble du territoire cantonal.

Une classification cantonale de la qualité de desserte des arrêts de transports publics a été établie dans le but de mesurer leur qualité pour l'urbanisation. Les niveaux de qualité de desserte ont été définis selon trois critères. Le moyen de transport (train, bus), la distance euclidienne jusqu'à l'arrêt et la cadence, c'est-à-dire l'intervalle entre les départs d'un moyen de transport vers une destination. Elle peut être semi-horaire, horaire ou ponctuelle. Une gare offre davantage de confort (salle d'attente) et de services (restaurants, commerces, centralité) qu'un arrêt de bus et permet généralement d'atteindre plus rapidement des destinations éloignées. A cadence équivalente, une gare est donc plus attractive qu'un arrêt de bus. De plus, la qualité d'une desserte est proportionnelle à la cadence des transports publics, et inversement proportionnelle à la distance à parcourir jusqu'à l'arrêt le plus proche. En somme, plus un arrêt est desservi par un bon moyen de transport et à une cadence élevée, plus le niveau de service de l'arrêt est élevé, l'accessibilité de la zone environnante est grande et la desserte est bonne.

Sur cette base, quatre niveaux de desserte par les transports publics (bonne, satisfaisante, faible et marginale ou inexistante) ont été déterminés en s'inspirant de la méthodologie de calcul de l'ARE et de la norme VSS 640 290, adaptés à la situation cantonale (principe d'aménagement n°2).

Les espaces situés entre 0 et 500 m d'une gare et entre 0 et 300 m d'un arrêt de bus, profitant globalement d'une cadence semi-horaire durant au moins 7 heures par jour, disposent d'une bonne desserte. Pour les espaces situés entre 500 et 750 m d'une gare profitant d'une cadence semi-horaire ou entre 300 et 500 m d'un arrêt de bus profitant d'une cadence semi-horaire, ainsi que pour ceux situés entre 0 et 300 m d'un arrêt de bus desservi à la cadence horaire, la desserte est qualifiée de satisfaisante. La desserte est moins attractive pour les espaces situés entre 500 et 750 m d'une gare ou entre 300 et 500 m d'un arrêt de bus disposant d'une cadence horaire, ainsi que pour ceux situés entre 0 et 300 m d'une gare ou d'un arrêt de bus disposant d'au moins cinq paires de courses par jour (mais pas de cadence horaire), raison pour laquelle la desserte est qualifiée de faible. Pour cette dernière catégorie d'arrêts, le service minimal permet de satisfaire les besoins de mobilité des personnes ne disposant pas de voiture. L'offre minimale peut comporter 8 à 10 paires de courses par jour ou un système conventionnel réduit (environ 5-6 paires de courses). Pour le reste du territoire, desservi ponctuellement avec une cadence inférieure à 5 paires de courses par jour, par un système de type Publicar ne bénéficiant d'aucune offre en transports publics, la desserte est marginale, respectivement inexistante.

Près de 85 % de la population, des équivalents plein-temps (EPT) et des zones centre, mixte et d'habitation (CMH) (respectivement 84 %, 85 % et 83 %) se localisent dans des secteurs bénéficiant au moins d'une desserte satisfaisante. Par contre, 10 % des surfaces libres en zones CMH disposent d'une desserte marginale, voire d'aucune desserte.

ENJEUX

Concentration de l'urbanisation dans les secteurs les mieux desservis par les transports publics

Les secteurs situés à proximité des gares et des arrêts de bus sont des espaces à privilégier, particulièrement ceux disposant au moins d'une desserte satisfaisante. Le développement de l'urbanisation doit se concentrer prioritairement dans ces secteurs en mobilisant et en valorisant les

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET TRANSPORTS PUBLICS

U.01.1

secteurs stratégiques et les surfaces libres légalisées ainsi qu'en densifiant le tissu bâti existant. Tout particulièrement, il est judicieux de densifier les secteurs disposant d'une bonne desserte, en premier lieu dans les pôles régionaux, ceci afin de favoriser l'utilisation efficiente des infrastructures de transports existantes. La demande en transports publics a connu une croissance remarquable ces dernières années, à l'instar de l'offre. Ainsi, cette dernière possède la capacité nécessaire pour absorber les besoins prévisibles pour ces prochaines années.

Afin de stopper la tendance au développement résidentiel en périphérie des communes, les zones à bâtir libres de construction localisées dans des secteurs ayant une desserte faible, marginale ou inexistante en transports publics sont examinées en priorité pour une restitution à la zone agricole. L'objectif est d'encourager le développement de l'urbanisation vers l'intérieur mais également de réduire les frais des collectivités liés à l'équipement et l'entretien des infrastructures.

Limitation de l'usage de la voiture

La voiture est le mode de transport principal pour la population résidant en périphérie des communes. L'utilisation de ce mode de transport engendre de nombreux coûts (construction et entretien des routes) et nuisances (pollutions, congestion du trafic). Afin de les limiter, il est nécessaire de privilégier un développement de l'habitat dans les secteurs déjà bâtis et possédant une bonne accessibilité par les transports publics. Cette réflexion doit également être engagée concernant l'implantation des entreprises, des équipements (publics, culturels, touristiques et sportifs) et des installations à forte fréquentation, notamment les centres commerciaux.

Rabattement du réseau de bus

La localisation des équipements et installations à forte fréquentation à proximité des arrêts de transports publics bénéficiant d'une bonne accessibilité doit être couplée à un rabattement efficace des bus vers les gares des pôles régionaux et des pôles industriels relais.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION VERS L'INTERIEUR

U.01.2

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Délégué aux affaires communales
Service des infrastructures
Office de la culture
Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy, Saignelégier
- URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
- URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population
- URB.4 Mettre en valeur le patrimoine bâti des hameaux et des territoires d'habitat traditionnellement dispersé

OBJECTIFS

- Freiner l'extension du bâti pour garantir une utilisation rationnelle du sol et réduire les coûts d'infrastructures ;
- Assurer une densification de qualité du tissu bâti ;
- Promouvoir à l'échelle cantonale, notamment au sein des villages, la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens ;
- Valoriser les qualités (urbanistique, sociale, environnementale et sécuritaire) des espaces publics ;
- Maintenir la vie sociale et économique au cœur des localités.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Le développement de l'urbanisation vers l'intérieur est systématiquement favorisé. Avant toute extension de la zone à bâtir, les communes prennent des mesures concrètes pour valoriser le potentiel d'accueil situé dans le milieu bâti, dont notamment :
 - a) combler les surfaces non construites en veillant à préserver des espaces verts et de détente ;
 - b) réhabiliter l'habitat, en particulier dans les centres anciens ;
 - c) valoriser les friches urbaines, industrielles et artisanales ;
 - d) densifier le tissu bâti en augmentant l'indice d'utilisation du sol dans les secteurs centraux et bénéficiant d'une bonne desserte en transports publics.

2. Les régions et les communes, en collaboration avec le canton, définissent, un ou plusieurs périmètres de centre dans la planification directrice régionale, respectivement communale. Le périmètre de centre se distingue par sa diversité en équipements et services offerts à la population. De plus, il doit bénéficier au moins d'une desserte satisfaisante en transports publics.

Le périmètre de centre vise à concentrer les habitants, les services et les commerces au cœur des localités afin de favoriser l'utilisation des transports publics, de mettre en valeur le patrimoine bâti et de faciliter les rencontres et les échanges sociaux. Dans cette perspective, une attention particulière est accordée à la valorisation des espaces publics et à la création de réseaux de mobilité douce.

3. Les périmètres de centre et les secteurs stratégiques identifiés au principe d'aménagement 5 de la fiche U.02 sont valorisés pour y accueillir prioritairement

VOIR AUSSI

U.02

U.01.3
U.06

U.01.1

U.01.1

U.02

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION VERS L'INTERIEUR

U.01.2

de l'habitat, ainsi que des commerces ou des bureaux, en visant une densité élevée et de qualité afin de contribuer au développement vers l'intérieur.	
4. Les communes disposant de friches urbaines, industrielles ou artisanales situées dans un périmètre de centre ou à proximité immédiate des arrêts de transports publics valorisent en premier lieu le potentiel de ces secteurs afin d'y accueillir de nouveaux logements, services ou activités et d'accroître l'attractivité et la qualité de vie du quartier.	U.06
5. La réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens est soutenue, en priorité dans les villages, pour assurer le maintien de la population et l'entretien du patrimoine bâti, contribuer à la diversification du marché du logement et orienter le développement de l'urbanisation vers l'intérieur. La question du prolongement extérieur des logements (places de stationnement, espaces de détente, etc.) est intégrée à la réflexion afin de préserver les qualités essentielles des sites bâtis et non bâtis.	U.01.3 M.06
6. Le réaménagement des espaces publics est pris en considération par les communes dans leur planification locale afin de rendre l'habitat dans les centres attrayant. Des espaces publics attractifs et conviviaux constituent des vecteurs de socialisation pour les habitants, combler le manque d'espaces de détente extérieurs privatifs et contribuent ainsi à la qualité de vie de la population et à la valorisation de la biodiversité au sein du cadre bâti.	U.01.3
7. Les communes utilisent le droit d'emption légal lorsque les biens-fonds affectés à la zone à bâtir ne sont pas construits dans les délais fixés par la législation cantonale, ainsi que le droit d'emption contractuel afin d'assurer davantage la disponibilité des zones à bâtir (article 45b de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire - LCAT, RSJU 701.1).	
8. Les communes encouragent la densification des zones d'habitation par le biais de démarches participatives en accord avec les propriétaires concernés. Il s'agit notamment de favoriser une meilleure utilisation des potentiels à bâtir, en particulier dans les quartiers de villas.	

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial :

- approuve la délimitation des périmètres de centre ;
- veille à la concrétisation des mesures d'aménagement relatives à la densification de qualité du tissu bâti, à la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens ainsi qu'au réaménagement et à la création d'espaces publics dans les planifications locales ;
- conseille, en collaboration avec les instances concernées, les communes pour les projets de modération de la circulation et l'aménagement de places et de rues ;
- appuie les communes dans les démarches de réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens. Le financement des coûts liés (subventions, conseils, accompagnement) est assuré, dans les limites des moyens disponibles, par le biais du fonds cantonal de compensation basé sur l'article 5 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700).

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION VERS L'INTERIEUR

U.01.2

L'Office de la culture :

- a) examine les projets de réhabilitation des bâtiments inscrits au répertoire des biens culturels (RBC) et des monuments historiques protégés ;
- b) sensibilise les communes, propriétaires, maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre aux possibilités de réhabilitation des bâtiments anciens en respectant la structure, le caractère ou la substance d'origine des constructions et promeut, auprès du large public, la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens ;
- c) soumet à la Commission cantonale du patrimoine historique, en vue d'un subventionnement au titre des monuments historiques, les projets qui permettent de conserver la substance d'origine des bâtiments réhabilités.

Le Service des infrastructures intègre la problématique des espaces publics lors du réaménagement des traversées de localité.

NIVEAU REGIONAL

Les régions prévoient des mesures favorisant le développement de l'urbanisation vers l'intérieur dans le cadre de leur planification régionale.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) examinent et tiennent compte des disponibilités offertes par les potentiels à bâtir dans le tissu bâti et par l'habitat ancien dans leur développement dans les limites d'une densification de qualité ;
- b) justifient, lors d'une extension de la zone à bâtir, que toutes les mesures ont été prises afin de valoriser le potentiel d'accueil situé dans le milieu bâti (cf. principe d'aménagement 1) ;
- c) recourent aux instruments et outils leur permettant de favoriser le développement de l'urbanisation vers l'intérieur (droit d'emption légal et contractuel, politique foncière active, etc.) ;
- d) peuvent organiser un concours d'architecture lors de projet favorisant le développement de l'urbanisation vers l'intérieur (développement des secteurs stratégiques, réhabilitation ou reconversion des friches, densification des zones d'activités, etc.) ;
- e) identifient, une délimitation d'un ou plusieurs périmètres de centre dans le cadre de la planification directrice communale, en collaboration avec le Service du développement territorial. Lorsqu'une commune répond aux critères (voir « Guide pour la délimitation des périmètres de centre »), cette délimitation est obligatoire ;
- f) sensibilisent leurs habitants à la dimension sociale et culturelle des centres anciens ;
- g) identifient les espaces publics susceptibles d'être réhabilités, ainsi que revalorisés du point de vue de la biodiversité, et prennent les mesures d'aménagement adéquates dans leur planification locale.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Hornung (2007), Structure et potentiel du parc immobilier et de logements dans les zones centres du canton du Jura, Berne.
- Service de l'aménagement du territoire (2011 - mise à jour en 2017), Inventaire des friches urbaines et des parcelles libres destinées aux activités industrielles et artisanales, Courrendlin.
- Service de l'aménagement du territoire (2013), Réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens. Projet-pilote à Porrentruy et Fontenais 2008-2012. Delémont.
- Service du développement territorial (2014), Programme de réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens : perspectives futures. Delémont.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION VERS L'INTERIEUR

U.01.2

-
- Service du développement territorial (2015), Eclairages sur les zones à bâtir destinées à l'habitat, Delémont.
 - P. Gmür Conseil et Développement SARL (2016), Logements et commerces abandonnés. Etude de base de 4 communes-test. Analyse et proposition de mesures, Lausanne.
 - Service du développement territorial (2017), Guide pour la délimitation des périmètres de centre, Delémont.
-

INDICATEUR DE SUIVI

- Suivi en continu des zones à bâtir libres destinées à l'habitat
-

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION VERS L'INTERIEUR

U.01.2

CONTEXTE

Le canton du Jura dispose d'une surface d'habitat et d'infrastructures par habitant élevée en comparaison nationale et arrive en queue de classement, en compagnie des cantons alpins des Grisons et du Valais. Cette situation s'explique par une dispersion des constructions sur le territoire ainsi que par la tendance passée au développement de l'urbanisation en périphérie des communes plutôt que vers l'intérieur du tissu bâti.

La construction de nouveaux lotissements en périphérie mène à l'abandon progressif des logements dans les centres. La diminution du taux de logements vacants et la conservation de la substance du patrimoine bâti sont essentielles pour maintenir la vitalité des centres anciens. De nombreux villages connaissent une régression démographique et, par voie de conséquence, une augmentation du nombre de logements vacants. Pour certains de ces villages, le taux est supérieur à 5%, sachant qu'il est généralement admis que le taux pour un marché équilibré s'élève à 1.5%. Entre 2005 et 2015, à l'échelle cantonale, le taux de logements vacants est passé de 2% à 2.3%.

Sur le plan patrimonial, de nombreux sites bâtis d'importance nationale ou régionale sont menacés par l'abandon de leur centre ancien. A terme, c'est toute une part du patrimoine architectural jurassien, urbain ou villageois, qui risque de disparaître faute d'entretien. Dans les villages, cet héritage culturel est souvent constitué de maisons paysannes datant du XVI^e au XIX^e siècle qui sont autant de témoins de première importance pour l'histoire de la région et pour la mémoire collective de la société contemporaine jurassienne.

ENJEUX

Promotion de la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens

La concrétisation à l'échelle cantonale du programme de réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens a pour objectif d'apporter un soutien technique, méthodologique, voire financier, de la part de l'Etat et des communes aux porteurs de projets de qualité. Il constitue un des leviers favorisant le développement du bâti vers l'intérieur. Il faut y ajouter des mesures coercitives pour stopper l'étalement urbain et favoriser une densification du tissu bâti. Le soutien à la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens a un intérêt tant pour les propriétaires que pour les communes. Il évite l'étalement de l'urbanisation, contribue à diminuer le nombre de logements vacants et diversifie l'offre en logements. Pour augmenter la mixité générationnelle et sociale dans les centres anciens, il est fondamental de proposer des logements répondant aux différentes étapes du parcours résidentiel (étudiants ou jeunes actifs, familles, seniors du 3^e et 4^e âge). De cette manière, la vitalité des centres de localité est maintenue, voire accrue, en particulier dans les villages.

Développement prioritaire au sein des périmètres de centre

Les périmètres de centre concourent à un développement durable du territoire. Ils comprennent un ou plusieurs quartiers disposant d'une bonne accessibilité en transports publics, bénéficient d'une offre attractive en services, commerces et équipements publics et sont facilement accessibles à pied pour l'ensemble de la population. Ils correspondent au centre fonctionnel et social de la commune. Densifier ces secteurs permet d'optimiser l'utilisation des infrastructures de transports publics, de favoriser la vitalité des services, commerces et équipements publics et de freiner l'étalement urbain. La mobilité douce et les déplacements courts sont favorisés afin d'améliorer l'attractivité des quartiers centraux et de préserver la qualité de vie des habitants et usagers.

Encouragement à la reconversion des friches

De nombreuses communes jurassiennes disposent de friches urbaines, industrielles ou artisanales. La reconversion et la requalification de ces friches sont à considérer dans l'objectif de développer l'urbanisation vers l'intérieur. Elles disposent d'un potentiel d'accueil important et sont, pour la plupart, situées à proximité des réseaux de transports publics. De plus, la revalorisation de ces espaces permet

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION VERS L'INTERIEUR

U.01.2

de rendre plus attractive et d'améliorer la qualité de vie des quartiers environnants. Les démarches de revalorisation des friches permettent de mieux cerner les potentiels de reconversion, en déterminant les grandes lignes de la nature de la pollution, les coûts de dépollution, les scénarii de réaffectation avec leurs forces et faiblesses et une estimation des coûts.

Valorisation des espaces publics

Une réflexion sur le réaménagement et la création de nouveaux espaces publics s'impose. La présence d'espaces publics agréables et sécurisés renforcent l'attractivité des centres anciens, améliorent la qualité de vie des habitants et contribuent au développement de l'urbanisation vers l'intérieur. Il convient d'offrir à la population des places et des rues attrayantes de manière à favoriser les rencontres et la sociabilité et d'optimiser le sentiment de confort et de sécurité entre les différents usagers.

Amélioration de la disponibilité effective des terrains à bâtir

De nombreuses réserves en zones à bâtir sont le résultat d'un phénomène marqué de thésaurisation de la part des propriétaires privés. Afin de lutter contre ce phénomène et d'assurer la disponibilité des terrains à bâtir, les communes sont encouragées, notamment, à utiliser le droit d'emption légal ou contractuel. De cette manière, les réserves internes sont plus facilement mobilisables et le développement vers l'intérieur favorisé.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION DANS LES CENTRES ANCIENS

U.01.3

INSTANCE RESPONSABLE

Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES

Délégué aux affaires communales

Service des infrastructures

Office de la culture

Commission des paysages et des sites

Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy, Saignelégier

URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux

URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population

URB.4 Mettre en valeur le patrimoine bâti des hameaux et des territoires d'habitat traditionnellement dispersé

MOB.2 Viser une politique de mobilité durable par une offre multimodale et performante

ENV.3 Poursuivre la mise en œuvre du réseau écologique cantonal

OBJECTIFS

- Promouvoir à l'échelle cantonale, en particulier dans les villages, la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens ;
- Favoriser la création de nouveaux logements et la diversification de l'offre dans les centres anciens ;
- Renforcer la vitalité, la convivialité et la qualité des centres anciens ;
- Viser une offre de services et de commerces de proximité suffisante et complémentaire sur l'ensemble du territoire ;
- Assurer la protection du patrimoine bâti, notamment la sauvegarde de la valeur nationale des sites construits ;
- Sensibiliser la population et les acteurs locaux à la nécessité de protéger le patrimoine bâti, composante de l'héritage culturel jurassien.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Dans les communes bénéficiant d'un périmètre de centre, le développement de l'urbanisation, notamment l'offre commerciale, est orienté prioritairement dans ces secteurs afin de renforcer le dynamisme de leur centre.
2. Un programme cantonal d'encouragement à la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens est élaboré. Il est destiné à soutenir prioritairement les bâtiments situés à la fois dans les villages au sens de la fiche U.01 et dans les périmètres figurant soit à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), soit dans les inventaires d'importance régionale et locale. Ces périmètres doivent être assortis de l'objectif de sauvegarde A ou B. Les bâtiments considérés comme éléments perturbants ne peuvent pas bénéficier de ce programme.
3. Le programme propose un accompagnement des projets et comporte un soutien communal et un bonus cantonal, sous réserve des décisions budgétaires. Afin de pouvoir bénéficier du soutien cantonal, les projets doivent faire l'objet d'un soutien financier communal.
4. Les communes mènent une politique foncière active ayant pour but d'acquérir des terrains ou des bâtiments destinés à accueillir des logements, mais aussi des commerces et services de proximité. Il s'agit de valoriser les terrains et bâtiments

VOIR AUSSI

U.01.2
U.04

U.01

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION DANS LES CENTRES ANCIENS

U.01.3

situés au centre des communes afin d'y maintenir ou d'y créer une offre minimale et diversifiée en logements, commerces et services.

5. Les espaces publics sont valorisés dans le cadre des projets de réhabilitation de l'habitat et de réaménagement des centres anciens. Une attention particulière est accordée à l'équilibre entre les espaces bâtis et non bâtis.
6. La protection et la mise en valeur des objets et des sites inscrits à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), au répertoire des biens culturels (RBC), ainsi qu'à l'inventaire des monuments historiques protégés sont assurées. La protection s'entend aussi bien en ce qui concerne l'aspect extérieur que les abords immédiats.
Les sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) font partie des données de base du plan directeur cantonal. Il s'agit de :

Site (Commune)

Alle
Beurnevésin
Bonfol
Bourrignon
Charmoille (La Baroche)
Chevenez (Haute-Ajoie)
Choindez (Courrendlin)
Cluses d'Undervelier (Haute-Sorne)
Coeuve
Cornol
Courcelon (Courroux)
Delémont
Fahy
La Bosse (Le Bémont)
La Chaux-des-Breuleux
Le Noirmont
Le Peuchapatte (Muriaux)
Les Cerlatez (Saignelégier)
Les Enfers
Les Pommerats (Saignelégier)
Löwenburg (Pleigne)
Miécourt (La Baroche)
Montenol (Clos du Doubs)
Montignez (Basse-Allaine)
Muriaux
Pleujouse (La Baroche)
Porrentruy
Rocourt (Haute-Ajoie)
Saignelégier
Saint-Ursanne (Clos du Doubs)
Soulce (Haute-Sorne)

Grille de comparaison

Village urbanisé
Village
Village
Village
Village
Village
Cas particulier
Cas particulier
Village
Village
Hameau
Ville
Village
Hameau
Hameau
Hameau
Village urbanisé
Hameau
Hameau
Village
Village
Cas particulier
Village
Hameau
Village
Village
Cas particulier
Ville
Village
Village urbanisé
Petite ville/bourg
Village

7. Dans les périmètres bâtis protégés d'importance régionale ou locale, des atteintes modérées à la substance bâtie sont tolérables. Les sites d'importance régionale et locale sont ceux identifiés sur la carte de la présente fiche et font partie des données de base du plan directeur cantonal.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION DANS LES CENTRES ANCIENS

U.01.3

8. La Commission des paysages et des sites (CPS) examine préalablement :
- a) tout projet de transformations ou de nouvelles constructions situé dans un secteur inscrit à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), d'importance régionale ou locale, assorti de l'objectif de sauvegarde A ou B dans le cadre de la procédure ordinaire (grand permis) ;
 - b) tout projet de transformations ou de nouvelles constructions situé dans un secteur inscrit à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), d'importance régionale ou locale, assorti de l'objectif A dans le cadre de la procédure simplifiée (petit permis).

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial :

- a) établit un programme d'encouragement à la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens ;
- b) soumet à la Commission des paysages et des sites (CPS) tout projet de transformations ou de nouvelles constructions visé au principe d'aménagement 8 ;
- c) soumet à l'Office de la culture tout projet de transformation ou de nouvelle construction touchant ou voisinant un monument historique protégé ou un bâtiment mentionné au RBC ;
- d) veille à la prise en considération de la problématique de l'espace public pour tout projet de réhabilitation de l'habitat ou de réaménagement dans les centres anciens ;
- e) conseille, en collaboration avec les instances concernées, les communes pour les projets de modération de la circulation et l'aménagement de places et de rues ;
- f) s'assure à ce que les exigences en matière de patrimoine bâti, notamment la sauvegarde de la valeur nationale des sites construits, soient intégrées dans les plans d'aménagement local.

L'Office de la culture :

- a) examine tout projet de transformations ou de nouvelles constructions touchant ou voisinant un monument historique protégé ou un bâtiment mentionné au RBC ;
- b) sensibilise les communes, propriétaires, maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre aux possibilités de réhabilitation des bâtiments anciens en respectant la structure, le caractère ou la substance d'origine des constructions et promeut, auprès du large public, la réhabilitation de l'habitat ancien ;
- c) publie régulièrement le répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura (RBC). Pour ce faire, il tient compte des nouvelles connaissances acquises concernant des objets ou des domaines du patrimoine bâti ;
- d) publie ou participe à la publication de documents qui mettent en évidence la valeur du patrimoine bâti et les enjeux de sa conservation ;
- e) conseille et renseigne les auteurs de projets qui visent à la valorisation du patrimoine bâti.

Le Service des infrastructures intègre la problématique des espaces publics lors du réaménagement des routes cantonales à l'intérieur des communes.

NIVEAU REGIONAL

Les régions intègrent la problématique de la valorisation des centres anciens dans les planifications régionales.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION DANS LES CENTRES ANCIENS

U.01.3

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) sensibilisent leurs habitants à la dimension sociale et culturelle des centres anciens ;
- b) étudient de quelle manière leur patrimoine bâti peut être mis en valeur ;
- c) développent, dans la mesure de leurs capacités financières, un programme communal d'encouragement et apportent une aide financière à la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens ;
- d) consultent la Commission des paysages et des sites (CPS) pour les projets visés au principe d'aménagement 8. Les communes disposant de la compétence pour accorder un permis au sens de l'article 8 du Décret concernant le permis de construire (DPC, RSJU 701.51) peuvent, au besoin, consulter la CPS ;
- e) informent, le plus en amont possible, l'Office de la culture, de tout projet touchant ou voisinant un monument historique protégé ou un bâtiment mentionné au RBC ;
- f) identifient les espaces publics susceptibles d'être réhabilités ou réaménagés et élaborent des projets ad hoc ;
- g) intègrent dans leur plan d'aménagement local la protection et la mise en valeur des objets et des sites inscrits à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), d'importance régionale ou locale, des monuments historiques protégés et des bâtiments mentionnés au RBC ;
- h) qui comptent une proportion de résidences secondaires supérieure à 20 % établissent un inventaire des bâtiments caractéristiques du site, définis selon la législation cantonale sur les résidences secondaires, au sens des articles 9, alinéa 1 de la loi fédérale sur les résidences secondaires (LRS, RS 702) et 6 de l'ordonnance fédérale sur les résidences secondaires (ORSec, RS 702.1), afin de permettre une meilleure utilisation des bâtiments ayant un intérêt patrimonial.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Berthold M., Prongué B. (dir.) (1988), Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura, Porrentruy : Office du patrimoine historique.
- Service de l'aménagement du territoire et Service des ponts et chaussées (1991), La modération de la circulation dans le canton du Jura. Document de l'aménagement du territoire n°3, Delémont : République et Canton du Jura.
- Glatt A. et Osswald B. (1998), Mehr Sicherheit im öffentlichen Raum, Bâle : Baudepartement des Kantons Basel-Stadt.
- Ritter M., Wullschleger P., Aeberhard Th. (2000), Place à la nature en ville : guide de l'environnement n°8 de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, Berne.
- Leimbacher J. (2001), Inventaires fédéraux, Berne : Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN).
- Hornung (2007), Structure et potentiel du parc immobilier et de logements dans les zones centres du canton du Jura, Berne
- Equiterre (2008), Un espace public pour tous : Guide pour une planification cohérente, Genève.
- Heusser-Keller S. (2010), Inventaire des sites construits à protéger en Suisse (ISOS), index des localités, Berne : Office fédéral de la culture.
- Office fédéral du développement territorial, Office fédéral des routes, Office fédéral de l'environnement, Office fédéral de la culture (ed.) (2012), Recommandation pour la prise en considération des inventaires fédéraux au sens de l'article 5 LPN dans les plans directeurs et les plans d'affectations, Berne.

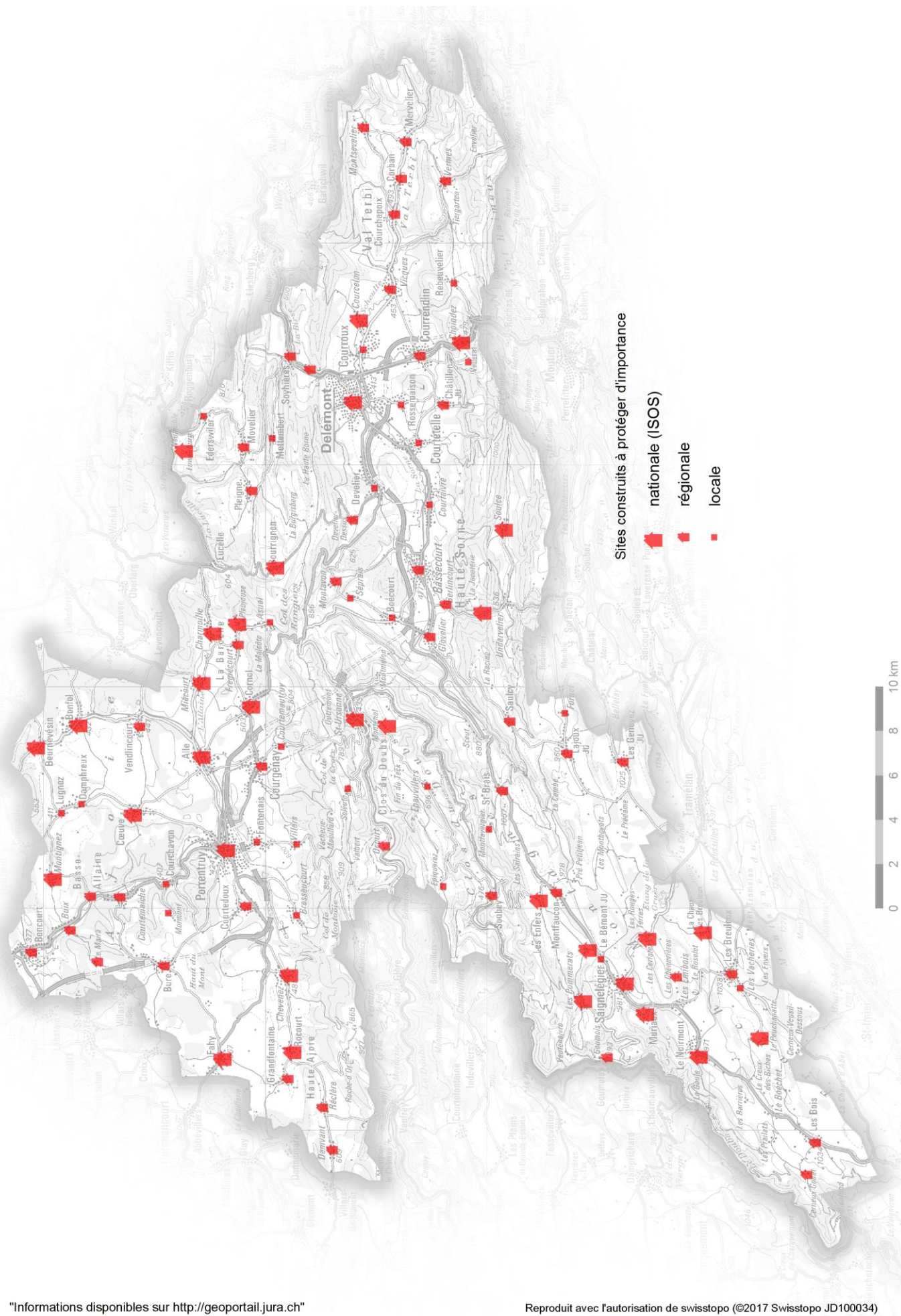
DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION DANS LES CENTRES ANCIENS

U.01.3

-
- Service de l'aménagement du territoire (2013), Réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens. Projet-pilote à Porrentruy et Fontenais 2008-2012. Delémont.
 - Service du développement territorial (2014), Programme de réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens : perspectives futures. Delémont.
 - Bühlmann L. et Straumann A. (2015), Redynamiser les centres de localité, Berne : Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN).
 - P. Gmür Conseil et Développement SARL (2016), Logements et commerces abandonnés. Etude de base de 4 communes-test. Analyse et proposition de mesures, Lausanne.
-

INDICATEURS DE SUIVI

- Evaluation du programme de réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens
 - Part d'investissement immobilier (construction de logement) affecté aux rénovations
-



DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION DANS LES CENTRES ANCIENS

U.01.3

CONTEXTE

La majorité des villages jurassiens a connu une érosion de leur démographie lors de ces dernières années (-0.3% de croissance annuelle moyenne pour la décennie 2005 - 2015). Par ailleurs, de manière générale, le développement résidentiel s'est principalement orienté en périphérie des communes, dans de nouveaux lotissements, plutôt que dans le tissu bâti existant ou dans les secteurs centraux. Les commerces et les services à la population perdent de la clientèle, l'état des bâtiments se détériore, ce qui accentue la préférence pour la périphérie. Cette tendance engendre une spirale négative pour les centres anciens.

Entre 2008 et 2012, un projet-pilote sous la forme d'un programme d'encouragement à la réhabilitation de l'habitat ancien a eu lieu à Porrentruy et Fontenais. Ce projet-pilote a bénéficié du soutien de la Confédération au titre de projet-modèle. L'objectif de ce projet était de limiter le recours à l'habitat individuel en périphérie en soutenant, dans les centres anciens, la réalisation de projets de réhabilitation exemplaires du point de vue du patrimoine et de la qualité de vie. A l'heure de la publication du bilan final du projet-pilote, en mai 2013, 68 logements ont été réhabilités, répartis entre Porrentruy (51 logements) et Fontenais (17 logements). Ce projet-pilote a également créé une émulation en ville de Porrentruy puisque des particuliers ont entrepris individuellement un grand nombre de rénovations de façades de bâtiments (peinture extérieure, volets, etc.).

Dans le canton du Jura, l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) a été établi en 1981 dans le cadre de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (article 5 LPN, RS 451). Cet inventaire donne une vue d'ensemble des sites dignes de protection. Il a fait l'objet d'une actualisation, terminée en 2010. L'ISOS est une des bases de l'aménagement du territoire. Il établit les qualités des ensembles construits et des espaces environnants ainsi que les exigences de sauvegarde, en général pour les localités comprenant plus de dix bâtiments.

ENJEUX

Frein à la concurrence des zones à bâtir périphériques

La réduction des zones à bâtir surdimensionnées dans les régions concernées, combinée à la mise en œuvre du programme de réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens, en particulier dans les villages, aura pour conséquence de produire des effets positifs sur la réhabilitation de l'habitat et la redynamisation des centres anciens. L'offre en terrains en bâtir sera dès lors moins importante dans les régions périphériques, engendrant le rétablissement d'un équilibre entre la réhabilitation et la construction de nouveaux logements.

Réhabilitation prioritaire de l'habitat ancien dans les villages

Le programme de réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens est développé sur l'ensemble du territoire cantonal, en priorité dans les villages. En effet, ce sont ces communes qui connaissent les taux de logements vacants les plus élevés ainsi qu'une régression démographique importante. L'enjeu pour les villages est de promouvoir un développement qualitatif, notamment en revalorisant leur centre ancien, afin de maintenir la population, en particulier dans le noyau villageois, les services et les commerces locaux.

Le maintien de la population dans les centres anciens permet de disposer d'une densité suffisante pour favoriser la présence des services et des commerces locaux et de (re)créer une certaine vitalité et convivialité au sein des cœurs villageois. En matière de finances publiques, il est plus avantageux pour les communes d'accueillir ou de maintenir des habitants dans les centres. En effet, dans ces secteurs, les réseaux (transports publics, équipements, etc.) existent déjà et il n'est pas nécessaire d'en créer de nouveaux.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION DANS LES CENTRES ANCIENS

U.01.3

Protection et valorisation du patrimoine bâti

Des mesures doivent être prises également pour assurer la protection du patrimoine bâti jurassien qui est menacé de destruction ou d'altération. Cette protection repose sur la constitution cantonale (RSJU 101), la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT, RSJU 701.1), la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques (RSJU 445.1), l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) et le Répertoire des biens culturels de la République et du Canton du Jura (RBC).

Pour accomplir leurs tâches dans le domaine de la protection des sites bâtis et autres biens culturels, les autorités se réfèrent à l'ISOS et au RBC. L'inscription d'un objet à l'ISOS ou au RBC indique que les qualités de cet objet méritent d'être préservées. L'inscription au plan directeur cantonal en tant que donnée de base vise à sauvegarder l'intégrité et l'originalité d'un ensemble bâti ou d'un objet, conformément aux exigences du droit fédéral.

La commission des paysages et des sites (CPS), commission cantonale constituée d'experts professionnels, est consultée sur les questions en lien avec l'intégration des projets dans les sites bâtis (principalement des transformations et des nouvelles constructions dans les zones centres) par les communes ne disposant pas de commission professionnelle, c'est-à-dire pratiquement toutes les communes jurassiennes à l'exception de Delémont et Porrentruy. Ces dernières peuvent, au besoin, également consulter la CPS. Les communes sont encouragées à consulter la CPS pour des projets situés dans les secteurs les plus sensibles, soit les sites d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), d'importance régionale ou locale, assortis de l'objectif de sauvegarde A ou B.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET SURFACES D'ASSOLEMENT

U.01.4

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Office de l'environnement
Service de l'économie rurale
Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy et Saignelégier
- URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
- URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population
- ECO.1 S'appuyer sur les savoir-faire spécifiques (horlogerie, microtechnique) pour déployer de nouveaux segments d'activités innovants et diversifier le tissu économique
- ECO.3 Accompagner les mutations du secteur primaire

OBJECTIF

- Garantir la sauvegarde des meilleures terres agricoles, en particulier des surfaces d'assolement (SDA).

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. La protection à long terme des surfaces d'assolement (SDA) est assurée, de manière à préserver le quota cantonal, soit 15'000 ha.
2. Les SDA sont attribuées à la zone agricole (article 30 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1).
3. Les SDA sont inventoriées par commune. Les communes doivent veiller à leur maintien.
4. En principe, le canton n'accepte pas de nouvelles emprises sur les SDA. Pour que le canton accepte de nouvelles emprises, il est démontré qu'aucune autre solution sans emprise sur les SDA n'est envisageable.
Le projet doit également poursuivre un objectif que le canton estime important (article 30, alinéa 1bis, lettre a de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1), soit :
 - a) le développement résidentiel des pôles régionaux au sein des secteurs identifiés comme prioritaires dans les plans directeurs régionaux, ainsi que dans les secteurs stratégiques au sens du plan directeur cantonal ;
 - b) l'extension ou la création de zones d'activités d'intérêt cantonal (zones AIC), la création de zones d'activités intercommunales ainsi que l'extension de zones d'activités communales pour répondre aux besoins d'agrandissement des entreprises existantes ;
 - c) la réalisation de projets d'importance cantonale ou régionale ayant fait l'objet d'une inscription au niveau du plan directeur cantonal, respectivement du plan directeur régional ;
 - d) la réalisation d'installations publiques de la Confédération, du canton, d'une région ou d'une commune ;
 - e) l'accomplissement d'autres tâches publiques.

VOIR AUSSI

U.02

U.03
U.03.1

U.10

U.07

Version	Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET SURFACES D'ASSOLEMENT

U.01.4

5. Lors de toute nouvelle emprise sur les SDA, les surfaces sont utilisées de manière optimale (article 30, alinéa 1bis, lettre b de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1), ce qui correspond notamment à :
 - a) éviter le morcellement des SDA ;
 - b) exiger un indice minimal d'utilisation du sol d'au moins 0.40 ;
 - c) limiter l'emprise au sol des aires de stationnement (constructions en ouvrage, insérées aux bâtiments, parkings collectifs, etc.).

M.06

L'emprise des constructions rurales sur les surfaces d'assolement est si possible limitée, le développement de l'agriculture multifonctionnelle et des entreprises agricoles est considéré et privilégié.

6. A la suite de, procédures d'aménagement du territoire impliquant le classement en zones agricoles de surfaces non inventoriées, la restitution à la zone agricole de zones à bâtir surdimensionnées ou de procédures d'améliorations foncières, il convient d'examiner si ces terres répondent aux critères applicables aux SDA et, le cas échéant, de les comptabiliser comme telles.
7. La protection des SDA en lien avec les mesures de compensations aux défrichements est menée selon les règles définies au niveau fédéral (article 7, alinéa 2 de la loi fédérale sur les forêts - LFo, RS 921.0).
8. L'inscription d'un terrain à l'inventaire des SDA n'est pas une décision sujette à recours.

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial :

- a) tient à jour régulièrement l'inventaire cantonal des surfaces d'assolement (SDA) ;
- b) informe la Confédération de toute emprise sur les SDA de plus de trois hectares (article 46 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1) ;
- c) veille au respect du quota cantonal des SDA demandé par la Confédération ;
- d) veille à ce que les nouvelles emprises sur les SDA fassent l'objet d'une pesée des intérêts générale et soient justifiées par un objectif que le canton estime important (article 30, alinéa 1bis, lettre a de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1) et garantissent une utilisation optimale du sol (article 30, alinéa 1bis, lettre b de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1) ;
- e) justifie, dans sa décision d'approbation des plans et prescriptions, que l'objectif poursuivi par le projet est considéré comme important pour le canton (article 30, alinéa 1bis, lettre a de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1) ;
- f) veille à une utilisation optimale au travers du respect des indices minimaux d'utilisation du sol ;
- g) informe annuellement le Service de l'économie rurale, l'Office de l'environnement et la Chambre jurassienne d'agriculture de l'état de l'inventaire cantonal des SDA ;
- h) informe tous les quatre ans la Confédération sur les modifications qui affectent l'emplacement, l'étendue et la qualité des SDA (article, 30 alinéa 4 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1).

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET SURFACES D'ASSOLEMENT

U.01.4

Le Service de l'économie rurale :

- a) identifie les terres agricoles qui répondent, suite à des mesures d'amélioration foncières ou à des procédures d'aménagement du territoire, aux critères de qualité des SDA ;
- b) examine et préavise les projets et études d'aménagement du territoire sous l'angle de l'emprise sur les SDA, en considérant l'inventaire des SDA et les structures des exploitations ;
- c) évalue les propositions de compensation de SDA ;
- d) accompagne, en collaboration avec le Service du développement territorial, l'élaboration des planifications agricoles.

NIVEAU REGIONAL

Les régions recourent à une planification agricole pour tout projet ayant un impact important sur les surfaces agricoles, en particulier les SDA (amélioration structurelle d'envergure, projet d'installations soumises à l'étude d'impact sur l'environnement (EIE), emprise sur la zone agricole supérieure à 3 ha et d'un seul tenant, etc.).

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) garantissent le maintien des SDA qui leurs sont attribuées (article 30, alinéa 1 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1) ;
- b) s'informent auprès du Service du développement territorial, préalablement à toute démarche de planification, de l'état des SDA ;
- c) démontrent, lors d'une nouvelle emprise sur les SDA, que le projet répond à un objectif important du point de vue cantonal (principe d'aménagement 4) et que l'utilisation optimale des surfaces est assurée (principe d'aménagement 5) ;
- d) prouvent qu'aucun autre secteur voisin de leur zone à bâtir existante et de catégorie inférieure n'est disponible. Le cas échéant, elles peuvent proposer des modalités de compensation. Le rapport explicatif et de conformité (article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1) donne la preuve que la recherche d'autres solutions a été étudiée et explique pourquoi ces solutions ont été écartées ;
- e) recourent à une planification agricole pour tout projet ayant un impact important sur les surfaces agricoles, en particulier les SDA (projet d'installations soumises à l'étude d'impact sur l'environnement (EIE), emprise sur la zone agricole supérieure à 3 ha et d'un seul tenant, etc.).

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Département fédéral de justice et police, Office fédéral de l'aménagement du territoire, Département fédéral de l'économie publique et Office fédéral de l'agriculture (1992), Plan sectoriel des surfaces d'assolement (SDA) – Surface totale minimale d'assolement et sa répartition entre les cantons, Berne.
- Service de l'aménagement du territoire et Service de l'économie rurale de la République et Canton du Jura (1986), Surfaces d'assolement (SDA). Plan directeur cantonal, agriculture, Delémont.
- Lüscher C. (2001), Meilleure gestion du plan sectoriel des surfaces d'assolement (SDA), Berne : Office fédéral du développement territorial (ARE).
- Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) (2002), Guide pour l'aménagement du territoire rural dans l'Arc jurassien, Lausanne : Cantons de Berne, Vaud, Neuchâtel et Jura.

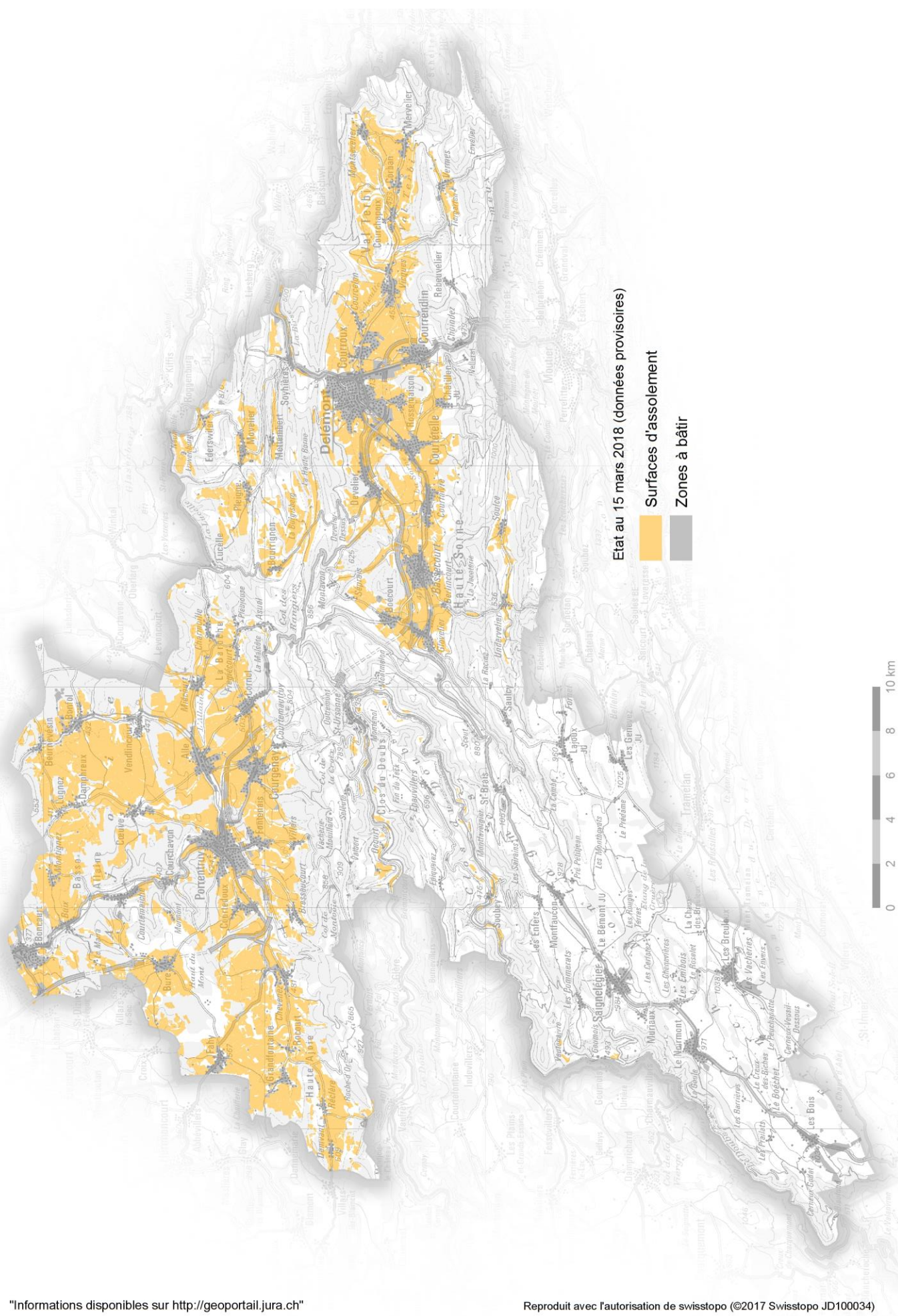
DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET SURFACES D'ASSOLEMENT

U.01.4

-
- Lüscher C. (Lüscher, Pfister + Partner) et al. (2003), Dix ans de plan sectoriel des surfaces d'assollement (SDA). Expériences des cantons, attentes envers la Confédération, Berne : Office fédéral du développement territorial (ARE).
 - Office du développement territorial (ARE) (2006), Plan sectoriel des surfaces d'assollement (SDA), aide à la mise en œuvre, Berne.
 - Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) (2015), Surfaces d'assollement et meilleures terres agricoles en Suisse, pratiques cantonales et perspectives d'évolution, Lausanne.
 - Service du développement territorial (2016), Registre cantonal numérique des SDA, Delémont.
-

INDICATEUR DE SUIVI

- Statistique annuelle de l'évolution des SDA
-



DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET SURFACES D'ASSOLEMENT

U.01.4

CONTEXTE

Le plan sectoriel des surfaces d'assolement, adopté par la Confédération en 1992, est l'instrument permettant de répondre au mandat de garantie des sources d'approvisionnement pour le pays (article 1, alinéa 2, lettre d de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire - LAT, RS 700). La mise en œuvre d'instruments d'aménagement du territoire doit contribuer à garantir cette base d'approvisionnement.

Selon l'article 26 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1), les surfaces d'assolement (SDA) se définissent comme une partie des terres propres à l'agriculture. Ces dernières comprennent les terres cultivables, en premier lieu les terres ouvertes, les prairies artificielles intercalaires et les prairies naturelles arables. Les SDA sont définies selon divers critères actuellement fixés par les cantons. Dans le canton du Jura, l'inventaire considère comme SDA les terrains situés à une altitude inférieure à 600 m et présentant une pente inférieure à 18%. Les terrains concernés sont ensuite examinés selon plusieurs critères de qualité : texture (taux d'argile), pierrosité (taux de pierres), profondeur du sol, perméabilité dans les 50 premiers centimètres, présence éventuelle d'eau.

En 1986, l'ancien Service de l'aménagement du territoire a réalisé pour la première fois l'inventaire jurassien des SDA sur la base de cartes nationales au 1 : 25'000. Les SDA représentaient alors près de 15'300 ha, après application d'un facteur de réduction de 14% admis par la Confédération. Ce facteur de réduction a pour but d'exclure, de manière arithmétique, les surfaces improductives comprises au sein des surfaces inventoriées (routes, bâtiments, etc.). Ces cartes sont aujourd'hui numérisées grâce aux outils d'information territoriale et les données figurent dans un « Registre cantonal des SDA » (fiches et cartes par communes). Le plan sectoriel des surfaces d'assolement fixe à 15'000 ha la surface minimale admise en SDA dans le canton du Jura, soit 3.5% du quota national. L'apparition d'outils informatiques performants et de données géographiques de qualité (mensuration officielle, orthophotographies, etc.) a fait ressortir la nécessité pour l'inventaire jurassien de subir une révision permettant non seulement de faciliter sa gestion et son utilisation à l'aide de ces outils, mais également de délimiter les SDA de manière plus précise.

Au cours des 20 dernières années, la surface totale de SDA sur le sol jurassien a diminué au fil du classement de nouvelles surfaces en zone à bâtir. Certaines de ces surfaces n'ayant pas été construites, il est possible de retrouver de nouvelles SDA si elles sont restituées à la zone agricole et si elles répondent aux critères. Les emprises les plus importantes sur les SDA réalisées ces dernières années sont liées à la construction de l'A16. Un ralentissement général de la consommation de SDA est visible depuis 2010. Au 15 mars 2018 (données provisoires), le canton du Jura compte 16'142 ha de SDA selon l'inventaire révisé et après déduction des surfaces se trouvant dans des secteurs présentant une pente supérieure à 18 %. Ainsi, le canton du Jura dispose d'une marge de manœuvre de 1'142 ha par rapport au quota fixé dans le plan sectoriel des SDA.

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET SURFACES D'ASSOLEMENT

U.01.4

N° OFS	Commune	SDA « totales » (ha)	SDA avec pentes > 18 %	SDA « nettes » (ha)
6702	Boécourt	247.9	16.2	231.7
6703	Bourrignon	361.5	50.6	310.9
6704	Châtillon	118.5	1.3	117.2
6706	Courchapoix	226.3	12.9	213.4
6708	Courrendlin	281.6	10.8	270.8
6709	Courroux	723.9	9.0	714.9
6710	Courtételle	502.0	19.7	482.3
6711	Delémont	440.5	25.9	414.6
6712	Develier	336.2	30.8	305.4
6713	Ederswiler	49.8	11.0	38.8
6715	Mervelier	155.2	8.7	146.4
6716	Mettembert	56.3	16.7	39.6
6718	Movelier	156.6	20.6	136.0
6719	Pleigne	391.3	17.0	374.3
6720	Rebeuvelier	-	-	-
6721	Rossemaison	111.5	3.1	108.4
6722	Saulcy	-	-	-
6724	Soyhières	68.5	17.7	50.8
6728	Vellerat	-	-	-
6729	Haute-Sorne	1'093.4	63.3	1'030.1
6730	Val Terbi	1'020.4	83.4	937.0
6741	Le Bémont	-	-	-
6742	Les Bois	-	-	-
6743	Les Breuleux	-	-	-
6744	La Chaux-des-Breuleux	-	-	-
6745	Les Enfers	-	-	-
6748	Les Genevez	-	-	-
6750	Lajoux	-	-	-
6751	Montfaucon	-	-	-
6753	Muriaux	-	-	-
6754	Le Noirmont	-	-	-
6757	Saignelégier	16.0	2.6	13.4
6758	Saint-Brais	3.9	1.8	2.2
6759	Soubey	40.8	7.3	33.5
6771	Alle	604.4	1.8	602.5
6773	Beurnevésin	255.6	2.5	253.1
6774	Boncourt	286.9	2.6	284.3
6775	Bonfol	572.7	1.8	570.8
6778	Bure	512.8	3.7	509.1
6781	Coeuve	566.9	5.0	561.9
6782	Cornol	416.3	2.8	413.4
6783	Courchavon	73.7	7.3	66.4
6784	Courgenay	574.0	9.9	564.1
6785	Courtedoux	346.4	4.4	342.0
6787	Damphreux	295.9	1.0	294.9
6789	Fahy	374.6	0.2	374.4
6790	Fontenais	614.5	10.0	604.5
6792	Grandfontaine	503.1	6.0	497.1
6793	Lugnez	273.8	5.2	268.7
6800	Porrentruy	404.0	14.7	389.4
6806	Vendlincourt	451.5	0.7	450.7
6807	Basse-Allaine	763.1	16.5	746.6
6808	Clos du Doubs	124.6	28.9	95.7
6809	Haute-Ajoie	1'601.3	36.6	1'564.7
6810	La Baroche	752.3	35.9	716.4
Canton du Jura		16'770.3	628.1	16'142.2

DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION ET SURFACES D'ASSOLEMENT

U.01.4

La protection des SDA a été renforcée par l'entrée en vigueur au 1^{er} mai 2014 de la révision de la LAT et de l'OAT. Leur préservation spécifique a été ajoutée à l'article 3 LAT, qui jusqu'alors évoquait uniquement la protection des bonnes terres agricoles. L'article 30, alinéa 1bis OAT précise désormais cet aspect en mentionnant que les SDA peuvent être utilisées uniquement pour un projet que le canton estime important et lorsque les surfaces sont sollicitées de manière optimale.

ENJEUX

Maintien des meilleures terres agricoles

La préservation des bonnes terres agricoles revêt pour le canton du Jura une importance particulière étant donné la contribution du secteur agricole dans l'économie jurassienne. Au-delà du but initial qui consistait à assurer l'approvisionnement du pays en cas de crise grave (guerres, accidents écologiques, perturbations climatiques, etc.), l'aspect de la protection durable des sols de bonne qualité, facilement exploitables, doit dorénavant être mis en évidence si le canton du Jura veut maintenir de bonnes conditions de production pour son agriculture diversifiée.

Objectifs importants au sens de l'article 30, alinéa 1bis OAT

Le canton du Jura a défini les objectifs qu'il estime importants. Le développement résidentiel des pôles régionaux est le premier concerné car ces derniers sont destinés à accueillir une grande partie du développement démographique cantonal des prochaines années. De manière toute aussi importante, l'économie jurassienne doit pouvoir compter sur une flexibilité en matière de création/extension de zones d'activités. D'autres tâches sont retenues comme des objectifs importants au niveau cantonal, notamment la planification d'installations ou de projets d'importance cantonale ou régionale inscrits au plan directeur cantonal, respectivement dans un plan directeur régional, la réalisation d'installations publiques et certaines autres tâches publiques telles que la protection contre les dangers naturels ou la revitalisation des cours d'eau par exemple.

Utilisation optimale au sens de l'article 30, alinéa 1bis OAT

Un indice minimal d'utilisation du sol de 0.40 est exigé lors de toute emprise sur les SDA afin d'éviter le gaspillage de cette ressource non renouvelable. Cette utilisation optimale du sol est également garantie en limitant autant que possible le morcellement des surfaces agricoles en disposant de manière compacte les surfaces affectées à l'urbanisation. Les aires de stationnement, en particulier dans les zones d'activités, doivent aussi être planifiées de manière à réduire au maximum l'atteinte sur les SDA. Les projets agricoles récents (hangars, étables, porcheries, etc.) consomment parfois aussi des surfaces conséquentes. Dès lors, les constructions érigées en zone agricole doivent, dans la mesure du possible, limiter leur impact sur les SDA.

ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT**U.02**

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy, Saignelégier
- URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
- URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population

OBJECTIFS

- Répondre au mandat constitutionnel d'une utilisation mesurée du sol et d'une occupation rationnelle du territoire ;
- Adapter la capacité d'accueil de la zone à bâtir destinée à l'habitat aux besoins prévisibles pour les 15 prochaines années ;
- Restituer, prioritairement, à la zone agricole les zones à bâtir destinées à l'habitat excédentaires ;
- Développer l'urbanisation vers l'intérieur du tissu bâti en valorisant le potentiel d'accueil des zones à bâtir ;
- Veiller à une densification de qualité du tissu bâti ;
- Planifier le développement résidentiel à l'échelle régionale.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les zones à bâtir destinées à l'habitat (zones centre, mixte et d'habitation) sont dimensionnées pour accueillir une population de 80'000 habitants en 2030. Les zones à bâtir surdimensionnées sont réduites. Le développement de nouvelles zones à bâtir destinées à l'habitat est coordonné à l'échelle régionale.
2. Les surfaces libres de construction, partiellement ou totalement équipées, situées dans le tissu bâti sont utilisées prioritairement, en particulier lorsqu'elles sont localisées dans un périmètre de centre.
3. L'indice minimal d'utilisation du sol pour les zones à bâtir destinées à l'habitat est fixé à 0.25 pour la zone d'habitation et à 0.40 pour les zones centres et les zones mixtes.
4. Dans les périmètres de centre, l'indice minimal d'utilisation du sol est fixé à 0.50 dans les zones centre, mixte et d'habitation (zones CMH), afin de favoriser la densification dans les limites de la protection du site.
5. Les secteurs stratégiques présentent une bonne desserte, voire une desserte satisfaisante, en transports publics, une vaste surface non construite ou à requalifier, sont situés au centre des cœurs de pôle ou des communes satellites et doivent être mobilisés en priorité. Dans les secteurs stratégiques, l'indice minimal d'utilisation du sol est fixé à 0.70 dans les zones centre, mixte et d'habitation (zones CMH).

Le pôle régional de Delémont comprend trois secteurs stratégiques (Courroux-Derrière la Forge, Courtételle-Rambévaux et Delémont-Gare Sud), le pôle

VOIR AUSSI

U.01.2

U.01.2

U.01.1

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

<p>régional de Porrentruy également trois (Alle-Coin du Jonc, Courgenay-Pré Lidos et Porrentruy-Gare) et le pôle régional de Saignelégier deux (Le Noirmont-Le Clos des Fornès et Saignelégier-Chemin du Chasseral).</p>	
<p>6. La possibilité de réaffecter des friches urbaines, industrielles et artisanales à des vocations mixtes (habitat, commerces, services) est examinée, en particulier lorsqu'elles sont situées dans les secteurs centraux des pôles régionaux ou des pôles industriels relais, au cœur ou en contiguïté des quartiers d'habitations.</p>	U.06
<p>7. Les zones à bâtir surdimensionnées sont réduites, notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) restituant à la zone agricole les terrains situés en marge de la zone à bâtir, particulièrement ceux qui disposent d'une desserte marginale ou inexistante en transports publics ; b) restituant à la zone agricole les terrains situés dans des biotopes inscrits dans un inventaire fédéral ou cantonal ou ayant une fonction de mise en réseau suprarégional ; c) affectant à la zone verte les terrains libres situés en zone à bâtir qui structurent le milieu bâti, dont notamment les vergers. 	U.01.1
<p>8. Le statut des zones de maisons de vacances est réévalué lors de la révision des plans d'aménagement local. Elles sont affectées à la zone à bâtir lorsqu'elles sont contiguës au tissu bâti et équipées. Elles sont classées en zone agricole lorsqu'elles sont isolées afin d'éviter la présence de petites zones à bâtir détachées du tissu bâti.</p>	U.09
<p>9. Dans le cadre de la révision du plan d'aménagement local, la détermination du développement souhaité des communes ainsi que le dimensionnement de la zone à bâtir s'effectue sur la base d'un rapport d'opportunité et d'un rapport explicatif et de conformité au sens de l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1).</p>	
<p>10. Les communes planifient le financement et la réalisation de l'équipement à l'aide des instruments disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aperçu de l'état de l'équipement (article 31 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire - OAT, RS 700.1) ; - programme d'équipement (article 19 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire - LAT, RS 700) ; - remembrement parcellaire (article 20 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire - LAT, RS 700 ; article 94 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire - LCAT, RSJU 701.1) ; - couverture des frais effectifs (articles 90 et 91 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire - LCAT, RSJU 701.1 ; article 3 du décret concernant la contribution des propriétaires fonciers - RSJU 701.71) et amortissement (article 17 du décret concernant l'administration financière des communes - RSJU 190.611). 	

ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial :

- a) veille à ce que les zones à bâtir destinées à l'habitat soient correctement dimensionnées en 2025 en contrôlant l'état d'avancement des révisions des plans d'aménagement local, et le cas échéant exécute cette procédure par substitution, sur mandat du département auquel se rattache le Service ;
- b) garantit que la surface totale des zones CMH au 1^{er} janvier 2015 ne peut pas être augmentée, au niveau cantonal, tant que le taux cantonal d'utilisation n'est pas conforme aux dispositions légales fédérales ;
- c) évalue, dans le cadre de la révision du plan d'aménagement local, le projet de développement souhaité de la commune en se basant sur un rapport d'opportunité et un rapport explicatif et de conformité au sens de l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1) ;
- d) vérifie la conformité des planifications d'aménagement local et régional avec le plan directeur cantonal ;
- e) peut consulter le Délégué aux affaires communales au niveau du programme d'équipement ;
- f) gère le fonds cantonal de compensation basé sur l'article 5 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700), examine les éventuelles demandes d'indemnisation transmises par les communes concernées et rembourse aux communes le montant des indemnités accordées.

NIVEAU REGIONAL

Les pôles régionaux :

- a) ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour disposer d'un plan directeur régional en vigueur, dans lequel ils précisent la répartition, le dimensionnement de la zone à bâtir destinée à l'habitat et la localisation des friches, des secteurs stratégiques et les éventuelles extensions de la zone à bâtir ;
- b) indiquent dans leur planification directrice régionale comment ils valorisent, par le biais de plans directeurs localisés ou de plans spéciaux, les secteurs stratégiques notamment en matière d'utilisation du sol et d'objectif d'accueil.

Les pôles industriels relais et les villages coordonnent le dimensionnement des zones à bâtir destinées à l'habitat à l'échelle régionale. Ils peuvent établir un plan directeur régional dans un périmètre à déterminer.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) engagent la procédure au plus tard le 1^{er} janvier 2022 et ont jusqu'au 31 décembre 2024 pour réviser leur plan d'aménagement local et le rendre conforme aux nouvelles exigences légales et du plan directeur cantonal ;
- b) appliquent la méthodologie décrite dans la directive relative au rapport d'opportunité (version 2017) afin, notamment, de déterminer la capacité d'accueil de leurs zones centre, mixte et d'habitation (zone CMH) ;
- c) évaluent l'ampleur de la révision du plan d'aménagement local en élaborant un rapport d'opportunité et un rapport explicatif et de conformité au sens de l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1), afin, notamment, de déterminer les besoins et le dimensionnement des zones à bâtir destinées à l'habitat, ainsi que de proposer des terrains susceptibles d'être restitués à la zone agricole ;

ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

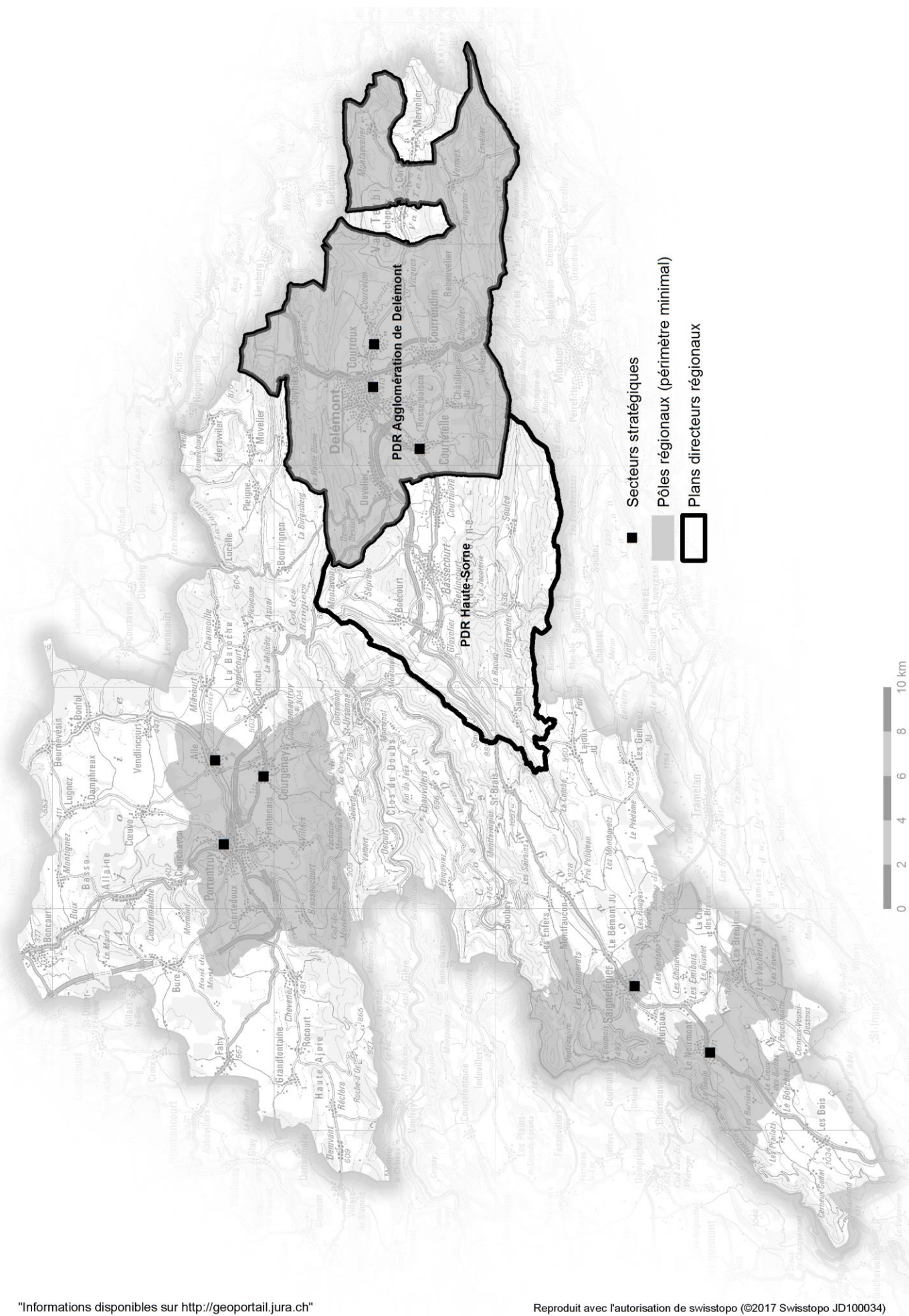
-
- d) tiennent à jour régulièrement un aperçu de l'état de l'équipement des terrains libres sur leur territoire ;
 - e) échelonnent l'équipement de leur zone à bâtir s'il existe un risque de surdimensionnement de leur zone à bâtir.
-

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Service de l'aménagement du territoire (2009), Eclairages sur les zones à bâtir destinées à l'habitat, Delémont.
 - Office fédéral du développement territorial (ARE) (2012), Statistique suisse des zones à bâtir 2012, Statistiques et analyses, Berne.
 - Service du développement territorial (2015), Perspectives démographiques et de l'emploi – Etat des lieux et analyse des différentes sources, Delémont.
 - Service du développement territorial (2015), Eclairages sur les zones à bâtir destinées à l'habitat, Delémont.
 - Service du développement territorial, Section de l'aménagement du territoire (2017), Rapport d'opportunité (RO) - Directive (version 2017), Delémont.
-

INDICATEURS DE SUIVI

- Suivi en continu des surfaces libres
 - Suivi de l'équipement des zones à bâtir
-

ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT**U.02**

ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

CONTEXTE

Les surfaces destinées à l'habitat (zone centre, zone mixte et zone d'habitation – zone CMH) représentent près de 60% de la totalité de la zone à bâtir cantonale. Ces dernières années, la surface moyenne de zone CMH utilisée par habitant s'est stabilisée autour de 370 m². Les efforts sont à poursuivre. Toutefois, le canton du Jura apparaît toujours en queue de classement selon divers indicateurs : surfaces d'habitat et d'infrastructures par habitant, surfaces de zones à bâtir par habitant, part des surfaces libres dans la zone à bâtir. La faible densité de l'urbanisation, la dispersion de l'habitat et des activités économiques sur le territoire et le prix avantageux des terrains à bâtir sont des facteurs qui expliquent en partie cette situation.

Au 1^{er} janvier 2015, le canton disposait de 325 ha de terrains libres en zone CMH, dont 65 ha pour la zone centre (C), 69 ha pour la zone mixte (M) et 191 ha pour la zone d'habitation (H). Ces réserves sont, globalement, largement suffisantes pour accueillir la population prévue à l'horizon 2030. Au potentiel de ces surfaces libres, il faut ajouter le potentiel lié à la réhabilitation des centres anciens, à la part élevée de logements vacants dans certaines communes et à la densification des secteurs déjà construits. Par conséquent, il existe une inadéquation entre l'offre et la demande en zones à bâtir destinées à l'habitat. De nombreux terrains ne trouvent pas acquéreur malgré des prix très bas (inférieur à CHF 50.-/m²). La plupart de ces terrains se situent dans des régions qui connaissent une faible croissance, voire une régression démographique, dans des secteurs excentrés et mal desservis par les transports publics.

Cette localisation inadéquate s'explique en partie par le fait qu'une grande majorité des réserves se trouvent dans des communes qui n'ont pas révisé leur plan d'aménagement local depuis de nombreuses années. 86% des réserves en zone à bâtir ont été affectées il y a plus de dix ans, soit avant l'entrée en vigueur du précédent plan directeur cantonal (PDCn). L'ancienneté de l'affectation des réserves ne favorisent pas une densification des zones CMH. En effet, le PDCn de 2005 instaurait un indice minimal d'utilisation du sol de 0.25 pour la zone d'habitation. Or, 77% des réserves situées en zone d'habitation (85% des réserves en zone CMH) ne dispose pas d'un indice minimal d'utilisation du sol.

A la lumière des perspectives démographiques établies par l'Office fédéral de la statistique (OFS) ou par le Service du développement territorial (SDT), qui prévoient 80'000 habitants d'ici 2030, les zones à bâtir destinées à l'habitat au niveau cantonal sont globalement surdimensionnées. La mobilisation de toutes les surfaces libres légalisées en zones CMH selon un scénario faible (densité de 24 habitants à l'hectare) permettrait d'accueillir la totalité de la croissance démographique prévue. Selon ce scénario, les surfaces libres existantes ont une capacité d'accueil de 7'760 habitants. Cette densité correspond approximativement à un indice d'utilisation du sol de 0.25 pour une zone à bâtir exclusivement dédiée à l'habitat. L'objectif du plan directeur cantonal est de densifier les secteurs centraux. Pour cela, un indice minimal d'utilisation du sol de 0.50 est exigé pour les nouvelles constructions situées dans un périmètre de centre. Cet indice d'utilisation du sol correspond, pour une zone exclusivement dédiée à l'habitat, à une densité d'environ 50 habitants à l'hectare. En appliquant cette densité à toutes les surfaces libres existantes, il serait possible d'accueillir près de 16'170 habitants.

Les collectivités publiques (commune, paroisse, bourgeoisie) possèdent peu de terrains libres (1/5 des réserves en zones CMH). La plupart des réserves jurassiennes sont donc en mains privées. Leur mobilisation s'avère difficile, notamment en raison d'un important phénomène de thésaurisation. En effet, près de la moitié des réserves en zone CMH ne sont pas mises à disposition du marché immobilier. La faiblesse du prix du foncier n'encourage pas les propriétaires à mettre en vente leur parcelle qui préfèrent attendre une remontée des prix du foncier. Certains propriétaires souhaitent également conserver de l'espace libre autour de leur domicile que ce soit par aisance personnelle ou valeur affective, ou encore afin de conserver la surface attenante pour leurs descendants.

ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

ENJEUX

Utilisation optimale et rationnelle des zones à bâtir destinées à l'habitat

Une meilleure utilisation des surfaces destinées à l'habitat se traduit par une valorisation des surfaces libres de constructions, une optimisation des surfaces déjà construites et une concentration des habitants à proximité des emplois, des arrêts de transports publics, des équipements et services. Cela se traduit également par une réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens et une requalification des friches urbaines, industrielles et artisanales situées dans le tissu bâti. Une meilleure utilisation du sol permet de lutter efficacement contre l'étalement urbain et d'en minimiser les impacts environnementaux, sociaux et économiques. Les dépenses publiques relatives aux frais d'équipements et d'infrastructures sont aussi limitées. La densification de l'habitat favorise également une utilisation accrue des transports publics ainsi que des commerces et des services à la population.

Densification, en particulier des espaces centraux

Dans la perspective d'une utilisation mesurée et économe du sol, l'exigence d'un indice minimal d'utilisation du sol pour toutes nouvelles surfaces construites est conservée. Ce principe permet à terme une densification des zones à bâtir destinées à l'habitat. Celle-ci se doit d'être de qualité, adaptée au contexte local et différenciée selon les secteurs. Ainsi, la règle générale est un indice minimal d'utilisation du sol de 0.25 dans les zones d'habitation et de 0.40 dans les zones mixtes et centre. L'indice minimal d'utilisation du sol s'élève à 0.50 dans les périmètres de centre et à 0.70 dans les secteurs stratégiques. La valeur de l'indice minimal d'utilisation du sol est proportionnelle à la situation centrale du secteur et à son accessibilité par les transports publics, afin d'optimiser l'utilisation de ces derniers et de localiser les habitants à proximité des commerces, services et équipements existants.

Développement prioritaire des secteurs stratégiques

Les secteurs stratégiques sont des surfaces de taille relativement importante (au moins 1ha), partiellement ou totalement libres, situées dans les pôles régionaux, à proximité des arrêts de transports publics, notamment des gares. L'accueil de nouveaux habitants se fait prioritairement dans ces secteurs en instaurant des critères quantitatifs et qualitatifs de densité. L'identification de secteurs stratégiques répond aux principes de la conception directrice du développement territorial qui visent une concentration du développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux et une coordination de l'urbanisation et des transports publics. Les secteurs stratégiques sont représentés sur les cartes suivantes :

ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

- Courroux - Derrière la Forge (Pôle régional de Delémont)



- Courtételle - Rambévaux (Pôle régional de Delémont)



ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

- Delémont - Gare Sud (Pôle régional de Delémont)



- Alle - Coin du Jonc (Pôle régional de Porrentruy)



ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

- Courgenay - Pré Lidos (Pôle régional de Porrentruy)



- Porrentruy - Gare (Pôle régional de Porrentruy)



ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

- Le Noirmont - Le Clos des Fornès (Pôle régional de Saignelégier)



- Saignelégier - Chemin du Chasseral (Pôle régional de Saignelégier)



ZONES A BATIR DESTINEES A L'HABITAT

U.02

Réduction des zones à bâtir surdimensionnées

Actuellement, le canton du Jura présente globalement des zones à bâtir manifestement surdimensionnées. En d'autres termes, le taux cantonal d'utilisation est inférieur à 95%. Ce résultat est obtenu sur la base de la méthode de calcul issue des directives fédérales sur les zones à bâtir. Il prend en considération l'état des réserves en zone CMH au 1^{er} janvier 2015, la statistique de la population au 1^{er} janvier 2015, la statistique structurelle des entreprises au 1^{er} janvier 2015 et l'objectif d'accueil fixé dans la conception directrice du développement territorial. Dans ce contexte, le canton doit réduire considérablement sa zone à bâtir pour atteindre un taux cantonal d'utilisation de 100% à l'horizon 2030.

Il incombe aux communes, compétentes en premier lieu pour dimensionner les zones à bâtir, de veiller à l'application du mandat constitutionnel d'une utilisation mesurée du sol et de l'exigence légale de réduction des zones à bâtir surdimensionnées. Le canton soutient les communes dans ce processus. Il dispose d'un certain nombre d'outils pour aider et accompagner les communes dans le cadre de la révision de leur plan d'aménagement local (PAL) (études de base, zones réservées, etc.).

Statut des zones de maisons de vacances

Lors de la révision des plans d'aménagement local, une réflexion doit être entreprise pour redéfinir le statut des zones de maisons de vacances et évaluer l'opportunité d'une réaffectation en zones CMH ou d'une restitution à la zone agricole. De manière générale, un retour à la zone agricole est souhaité pour tout bâtiment isolé situé à plus de 50m du prochain bâtiment situé en zone à bâtir ou pour un ensemble d'au moins cinq bâtiments situé à plus de 300m de la zone à bâtir. Dans les autres cas, un classement en zones CMH apparaît pertinent. Ainsi, à terme, l'affectation de type zone de maisons de vacances devrait disparaître dans le canton du Jura.

Amélioration de la disponibilité des terrains à bâtir

La révision de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT, RSJU 701.1) adoptée par le Parlement jurassien le 9 septembre 2015 offre aux communes un instrument pour lutter contre la thésaurisation et ainsi assurer la disponibilité effective des terrains affectés à la zone à bâtir. Elle précise à l'article 45a que les biens-fonds affectés à la zone à bâtir doivent être utilisés dans les six ans suivant la réalisation de l'équipement technique du quartier. Pour de justes motifs, le Service du développement territorial peut prolonger ce délai. Si durant cette période, aucune construction n'est réalisée, la commune dispose d'un droit d'emption légal à la valeur vénale de la surface concernée, pour autant que l'intérêt public prime l'intérêt privé. Si ces surfaces sont situées hors du milieu bâti et ne seront pas nécessaires à la construction pour les quinze prochaines années, la commune procède prioritairement à leur déclassement.

ZONES D'ACTIVITES**U.03**

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Service de l'économie et de l'emploi
Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy et Saignelégier
- URB.2 Accompagner les mutations des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
- URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population
- ECO.1 S'appuyer sur les savoir-faire spécifiques (horlogeries, microtechnique) pour déployer de nouveaux segments d'activités innovants et diversifier le tissu économique
- GOUV.3 Renforcer les complémentarités au niveau régional

OBJECTIFS

- Créer des conditions territoriales favorables au développement de l'économie jurassienne ;
- Offrir des possibilités de développement aux entreprises endogènes et créer des conditions de localisation attractives pour les entreprises exogènes ;
- Garantir une occupation décentralisée des activités économiques sur le territoire jurassien ;
- Promouvoir l'implantation de constructions denses et leur intégration paysagère ainsi qu'une mobilité durable lors des déplacements des collaborateurs ;
- Assurer une gestion judicieuse des zones d'activités.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les zones d'activités sont principalement destinées à accueillir les entreprises artisanales, industrielles et tertiaires, dont l'activité économique est incompatible avec les zones centres et mixtes.
2. Les zones d'activités bénéficient de bonnes conditions d'accessibilité, aussi bien par les transports individuels motorisés que par les transports publics et la mobilité douce.
3. Un concept cantonal de gestion des zones d'activités est établi, conformément à l'article 30a, alinéa 2 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1), afin de garantir une utilisation rationnelle des zones d'activités. Ce concept se traduit dans les planifications régionales et locales.
4. Les zones d'activités respectent le principe d'une utilisation mesurée du sol. Ainsi, les prescriptions relatives aux zones d'activités intègrent l'exigence d'un indice minimal d'utilisation du sol de 0.40. Un soin particulier est porté à l'intégration paysagère des nouvelles constructions.

Les bâtiments sont construits sur plusieurs niveaux. Des aires de stationnement en ouvrage ou insérées aux bâtiments, voire aménagées de manière collective en étage sont favorisées.

Des réflexions en matière de mobilité (plans de mobilité) et contre les délits et incivilités (cambriolages, vandalisme, etc.) sont entreprises à l'échelle des zones d'activités.

**VOIR
AUSSI**

U.10

M.06.1

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

ZONES D'ACTIVITES

U.03

5. Afin de limiter la thésaurisation des surfaces à bâtir libres, la mise à disposition de terrains assortie de contrats particuliers (droit de superficie, droit de réméré, droit d'emption, etc.) est encouragée.
6. La création d'une nouvelle zone d'activités est soumise aux conditions suivantes :
 - a) la zone d'activités est conforme au concept cantonal de gestion des zones d'activités ;
 - b) la zone d'activités possède un statut intercommunal ;
 - c) la zone d'activités bénéficie, au moins, d'une desserte satisfaisante en transports publics ;
 - d) le classement des nouveaux terrains est compensé par la réduction d'une surface équivalente affectée en zone d'activités dans la commune, la région ou le district.
7. Il est possible de déroger au principe d'aménagement 6, si l'extension de la zone d'activités répond au besoin d'agrandissement d'une entreprise existante, aux conditions suivantes :
 - a) l'extension est contigüe à l'entreprise existante ;
 - b) le dimensionnement de l'extension se justifie par un avant-projet de construction et garantit une utilisation mesurée du sol ;
 - c) l'extension est soumise à la condition que les travaux de construction débutent dans les trois ans dès l'entrée en force de la décision d'approbation, conformément à l'article 74a de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT, RSJU 701.1).

U.01.1

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial :

- a) élabore un concept cantonal de gestion des zones d'activités, en collaboration avec le Service de l'économie et de l'emploi, les régions et les communes ;
- b) évalue, dans le cadre de la révision du plan d'aménagement local, le projet de développement souhaité de la commune en se basant sur un rapport d'opportunité et un rapport explicatif et de conformité au sens de l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1) ;
- c) analyse les demandes d'extension ou de création de nouvelles zones d'activités en collaboration avec le Service de l'économie et de l'emploi ;
- d) contrôle l'application des orientations et prescriptions fixées par le concept cantonal de gestion des zones d'activités dans les planifications régionales et locales et garantit la coordination suprarégionale ;

Le Service de l'économie et de l'emploi valorise les zones d'activités dans le cadre de la politique de promotion économique.

NIVEAU REGIONAL

Les régions :

- a) traduisent dans leurs planifications régionales les orientations et prescriptions fixées par le concept cantonal de gestion des zones d'activités ;

ZONES D'ACTIVITES

U.03

-
- b) évaluent, dans le cadre de l'élaboration de la planification régionale, les besoins potentiels en terrains des entreprises qui exercent leurs activités sur le territoire au regard des surfaces disponibles dans la région ;
 - c) tiennent compte des disponibilités en terrains situés dans les zones d'activités, les zones centres et mixtes légalisées, ainsi que le potentiel dans les friches industrielles et artisanales.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) justifient une adaptation du plan de zones en fournissant un rapport d'opportunité et un rapport explicatif et de conformité au sens de l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1) ;
- b) procèdent aux adaptations requises de leur plan d'aménagement local

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Service de l'aménagement du territoire (2011), Inventaire des friches urbaines et des parcelles libres destinées aux activités industrielles et artisanales, Delémont.
- Service du développement territorial (2016), Eclairages sur les terrains en zones d'activités, Delémont.

INDICATEURS DE SUIVI

- Surface de terrains libres de construction en zone d'activités
 - Evolution de la consommation des zones d'activités
-

ZONES D'ACTIVITES

U.03

CONTEXTE

Le tissu économique jurassien est caractérisé par un nombre important de petites et moyennes entreprises réparties sur l'ensemble du territoire. L'industrie occupe une place prépondérante dans l'économie jurassienne, puisqu'elle fournit 44% des équivalents plein-temps recensés (EPT) en 2014 dans le canton du Jura.

Au 1^{er} janvier 2016, le canton du Jura compte un total de 487 ha de terrains localisés en zones d'activités, soit 11% de la zone à bâtir. Parmi ceux-ci, 103 ha, soit un peu plus de 20% des terrains, sont libres de constructions. Au niveau national, les zones d'activités représentent 14% de la totalité des zones à bâtir et 40% des zones d'activités légalisées sont non construites.

Deux catégories de zones d'activités sont actuellement présentes sur le territoire jurassien : les zones d'activités communales et les zones d'activités d'intérêt cantonal (zones AIC). Ces dernières sont destinées à accueillir des entreprises créatrices d'emplois, ouvertes sur le marché national et international. Les zones d'activités communales sont destinées prioritairement aux artisans et aux PME locales, dont le rayon d'action ne dépasse généralement pas l'échelle régionale. Leur répartition sur le territoire cantonal garantit une occupation décentralisée de l'activité économique et offre des possibilités de développement artisanales et industrielles aux entreprises de portée plus locale.

Les zones d'activités communales constituent près de 85% de la totalité des zones d'activités jurassiennes. Elles représentent la plus grande part des terrains non construits en zones d'activités. En effet, les deux tiers (68 ha) des terrains libres de construction sont situés en zones d'activités communales.

Entre 2007 et 2016, ce sont 53 ha de terrains en zones d'activités qui ont été construits. Cela représentent un rythme de construction annuel moyen de 6 ha, avec des différences notables entre les années (2011 : 10.7 ha de terrains construits en zones d'activités ; 2015 : 2.3 ha de terrains construits en zones d'activités). En analysant le rythme de construction passé et les surfaces libres en zones d'activités, il apparaît que ces dernières sont globalement suffisantes pour répondre aux besoins des 15 prochaines années. Néanmoins, il existe des disparités régionales. Par exemple, le district des Franches-Montagnes a connu une forte attractivité économique ces dernières années et, au regard des surfaces disponibles dans la région, la capacité des zones d'activités actuellement légalisées ne devraient pas suffire pour répondre aux besoins des 15 prochaines années.

De plus, bien que l'offre quantitative en terrains apparaît suffisante, la demande dans certaines communes reste faible et certaines zones d'activités planifiées il y a plus de 10 ans, voire parfois plus de 20 ans, n'attirent pas les investisseurs et peinent à se remplir. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande des terrains est néfaste pour l'économie cantonale. Il conduit, dans certaines régions, à mettre en concurrence les communes et à brader le terrain à bâtir.

ENJEUX

Elaboration d'un concept cantonal de gestion des zones d'activités

L'article 30a, alinéa 2 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1) a un rôle central pour la gestion future des zones d'activités. En effet, la délimitation de nouvelles zones d'activités ne pourra se réaliser qu'à la condition de l'introduction d'un système de gestion des zones d'activités. Ce système sera élaboré au niveau cantonal en collaboration entre le Service du développement territoire et le Service de l'économie et de l'emploi, afin de coordonner les intérêts et les attentes des milieux économiques aux enjeux du développement territorial, ainsi qu'avec les régions et les communes. Les orientations et prescriptions fixées dans le concept de gestion des zones d'activités doivent ensuite être traduites dans les planifications régionales pour garantir, à l'échelle cantonale et régionale, une occupation rationnelle et judicieuse des zones d'activités.

ZONES D'ACTIVITES

U.03

Développement de zones d'activités intercommunales

La planification de nouvelles zones d'activités doit être conforme au concept cantonal des zones d'activités et bénéficier d'un statut intercommunal. La création d'une nouvelle zone d'activités intercommunales doit être compensée par la réduction d'une surface équivalente affectée en zones d'activités dans la commune, la région ou le district. L'objectif du statut intercommunal des nouvelles zones d'activités est de partager les charges et les retombées, afin d'éviter la sous-enchère dans la vente de terrains en zones d'activités, et de proposer aux investisseurs les sites les mieux adaptés du point de vue de l'aménagement du territoire et de l'économie.

Localisation adéquate des zones d'activités

Certains terrains légalisés en zones d'activités et libres de construction depuis de nombreuses années doivent être restitués à la zone agricole au profit de secteurs présentant de meilleures conditions (accessibilité routière, desserte en transports publics, proximité d'un établissement de formation, etc.) et répondant aux attentes des investisseurs. Ces nouvelles zones s'orientent en priorité dans les pôles régionaux et dans les pôles industriels relais, ces espaces étant les plus dynamiques au niveau économique depuis plusieurs années et bénéficiant des meilleures conditions d'accessibilité. Les nouvelles zones d'activités doivent également satisfaire les besoins locaux.

Utilisation économe du sol

Les zones d'activités sont de fortes consommatrices d'espaces tant par les constructions que par les surfaces dédiées au stationnement. L'introduction d'un indice minimal d'utilisation du sol poursuit ce but, notamment pour favoriser la construction sur plusieurs niveaux. De plus, des réflexions en matière de mobilité doivent être entreprises pour limiter l'emprise des places de stationnement en surface et encourager l'utilisation des transports publics ou la pratique du covoiturage. Ainsi, des plans de mobilité sont exigés pour les entreprises comptabilisant plus de 20 collaborateurs.

Justification du projet et thésaurisation

Certains terrains libres font l'objet de thésaurisation, notamment en vue d'une extension future de l'entreprise. Cette pratique est compréhensible du point de vue entrepreneurial, cependant elle ne permet pas un usage rationnel du sol. La mise à disposition de terrains assortie de contrats particuliers (droit de superficie, droit de réméré, etc.) permet de pallier à cette difficulté. Elle est donc encouragée dans les zones d'activités. Afin de limiter les extensions de zones d'activités à des fins de thésaurisation, celles-ci doivent faire l'objet d'un avant-projet de construction qui garantit le dimensionnement du secteur. Par ailleurs, la mobilisation des surfaces affectées est favorisée en exigeant que les travaux de construction débutent dans les trois ans suivant l'entrée en force de la décision d'approbation, conformément à l'article 74a de la loi sur les constructions et sur l'aménagement du territoire (LCAT, RSJU 701.1). Si ce délai n'est pas respecté, le terrain retourne alors automatiquement à son affectation antérieure sans autre procédure particulière.

ZONES D'ACTIVITES D'INTERET CANTONAL (AIC) U.03.1

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Service de l'économie et de l'emploi
Communes concernées

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy et Saignelégier
- URB.2 Accompagner les mutations des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
- ECO.1 S'appuyer sur les savoir-faire spécifiques (horlogeries, microtechnique) pour déployer de nouveaux segments d'activités innovants et diversifier le tissu économique
- GOUV.3 Renforcer les complémentarités au niveau régional

OBJECTIFS

- Accueillir, sur les sites les plus attractifs, l'implantation des entreprises ouvertes sur le marché de l'emploi et tournées vers l'économie suisse et internationale ;
- Répondre aux besoins des acteurs économiques afin d'optimiser les conditions d'accueil des entreprises ;
- Accroître l'attractivité de la place économique jurassienne.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les zones d'activités d'intérêt cantonal (AIC) visent le renforcement et la diversification du tissu économique jurassien. Profitant de bonnes conditions d'accessibilité et d'équipement, elles sont destinées à accueillir des entreprises créatrices d'emplois. Elles bénéficient d'une procédure accélérée pour l'obtention de permis de construire.
2. Le statut de zone AIC est octroyé lorsque les conditions-cadres suivantes sont remplies :
 - a) l'intérêt économique est avéré pour l'accueil de nouvelles entreprises au niveau régional ;
 - b) le site dispose d'atouts particuliers à valoriser, notamment une capacité d'accueil suffisante et extensible, une localisation en contiguïté du tissu bâti, la proximité d'un pôle régional ou d'un pôle industriel relais et, dans la mesure du possible, d'établissements de formation ;
 - c) la zone dispose d'une excellente accessibilité routière, d'une desserte de qualité au moins satisfaisante par les transports publics (TP) et de bonnes liaisons de mobilité douce (MD) ; elle est reliée directement à une jonction de l'A16 ou à la H18 et limite au maximum le trafic de transit à travers les zones résidentielles et est équipée avec des connexions à haut débit ;
 - d) les terrains situés en zone AIC ont pour vocation d'accueillir des activités industrielles et de services, à l'exclusion des activités commerciales ;
 - e) la zone dispose d'un statut régional et la propriété foncière est gérée et promue de manière collective.
3. Les sites suivants sont retenus comme zones AIC, car ils répondent aux exigences du principe d'aménagement 2, soit :
 - Glovelier (Zone d'activités de la microrégion Haute-Sorne - ZAM) ;
 - Courroux (Innodel).

**VOIR
AUSSI**

U.01.1

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

ZONES D'ACTIVITES D'INTERET CANTONAL (AIC) U.03.1

4. Les sites suivants sont retenus pour devenir des zones AIC, car ils sont en mesure de répondre aux exigences selon le principe d'aménagement 2, soit :
 - Delémont (La Communance Sud) ;
 - Courgenay (Sedrac) ;
 - Boncourt (La Queue-au-Loup).
5. D'autres zones AIC peuvent être réalisées :
 - dans l'agglomération de Delémont au sein du « Territoire de confluence » du Projet d'agglomération ;
 - aux Franches-Montagnes, sur l'axe Saignelégier - Les Bois.
6. Le statut de zone AIC est reconnu par décision du Gouvernement.
7. Afin d'assurer l'accueil d'entreprises créatrices d'emplois et de garantir une utilisation rationnelle et économe du sol, les prescriptions relatives aux zones AIC intègrent les exigences suivantes :
 - a) un indice minimal d'utilisation du sol de 0.60 ;
 - b) un nombre minimal de 20 équivalents plein-temps (EPT) ;
 - c) un emploi pour 130 m² (surface de la parcelle).
8. Le classement de nouveaux terrains en zone AIC n'est pas soumis à l'obligation de compenser par la réduction d'une surface équivalente affectée en zone d'activités dans la commune, la région ou le district.
9. Les zones AIC font l'objet d'un plan directeur localisé contenant un rapport préliminaire d'impact sur l'environnement. Le plan directeur localisé prévoit notamment un développement de la zone par étapes ainsi que des secteurs différenciés selon la densité du bâti. Par la suite, ou simultanément, un plan spécial est élaboré afin de déterminer l'usage détaillé du sol, la nature et l'emplacement des équipements et les règles relatives aux constructions.

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Gouvernement décide de l'attribution du statut de zone AIC en se fondant sur le contenu du plan directeur localisé et du plan spécial, ainsi que sur le rapport du Service du développement territorial.

Le Service du développement territorial :

- a) analyse les demandes d'extension ou de création de zones AIC ;
- b) veille à la qualité architecturale des constructions et à leur intégration paysagère ;
- c) assure, par la cellule administrative au sens de l'article 21b de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT, RSJU 701.1), la coordination et l'accélération des procédures de permis de construire dans les zones AIC conformément aux modalités définies par le Gouvernement.

Le Service de l'économie et de l'emploi :

- a) participe activement à l'élaboration et à la réalisation des projets ;
- b) valorise les zones AIC dans la politique de promotion économique.

ZONES D'ACTIVITES D'INTERET CANTONAL (AIC) U.03.1

NIVEAU REGIONAL

Les régions :

- a) identifient les besoins en termes de développement économique sur leur territoire ;
- b) établissent, si la zone AIC s'étend sur plusieurs communes, un plan directeur localisé et un plan spécial régional ;
- c) complètent si nécessaire les conditions-cadres définies au principe d'aménagement 2 afin d'obtenir le statut de zone AIC.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes susceptibles d'accueillir des zones AIC :

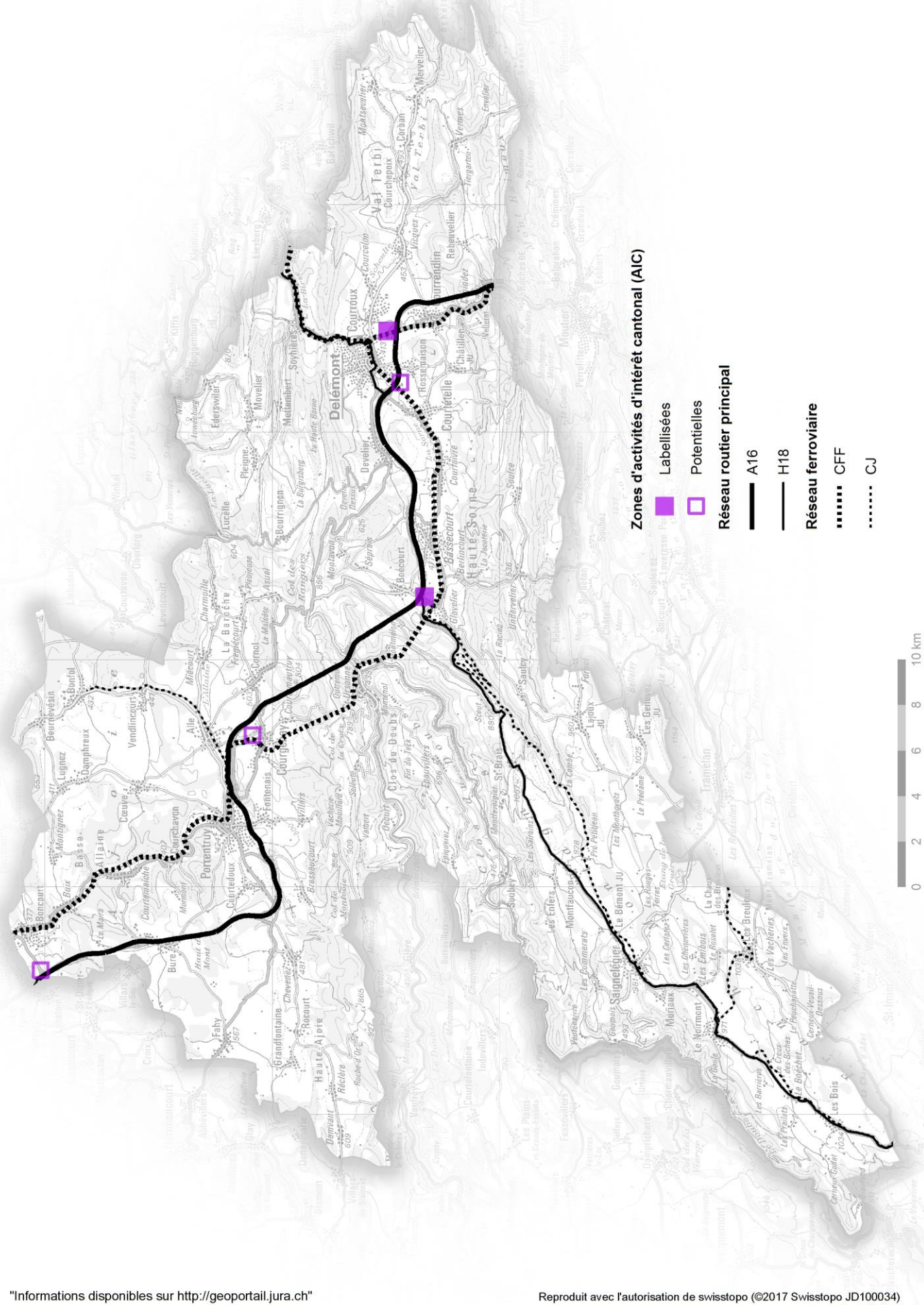
- a) collaborent aux différentes planifications avec l'Etat et la région ;
- b) prennent les mesures d'aménagement requises pour légaliser les zones conformément aux principes d'aménagement ;
- c) complètent si nécessaire les conditions-cadres définies au principe d'aménagement 2 afin d'obtenir le statut de zone AIC.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Service de l'aménagement du territoire (2011 - mise à jour en 2017), Inventaire des friches urbaines et des parcelles libres destinées aux activités industrielles et artisanales, Delémont.
- Service de l'aménagement du territoire (2012), Guide des zones AIC, Delémont.
- Service du développement territorial (2016), Eclairages sur les terrains en zones d'activités, Delémont.

INDICATEURS DE SUIVI

- Surface de terrains libres de construction en zone AIC
 - Evolution de la consommation du sol en zones AIC
 - Nombre d'entreprises et d'emplois accueillis
 - Durée moyenne des procédures
-

ZONES D'ACTIVITES D'INTERET CANTONAL (AIC)**U.03.1**

ZONES D'ACTIVITÉS D'INTÉRÊT CANTONAL (AIC) U.03.1

CONTEXTE

Les zones d'activités d'intérêt cantonal (AIC) sont destinées à accueillir des entreprises créatrices d'emplois et ouvertes sur le marché national et international. Elles répondent par conséquent à d'autres types de besoins que les zones d'activités communales et intercommunales qui sont plutôt destinées à accueillir des entreprises de portée plus locale. Les zones AIC visent le renforcement du tissu économique jurassien en concentrant les ressources publiques en matière de promotion économique, de planification et de procédures sur les sites présentant les meilleurs potentiels pour l'accueil de nouvelles activités et le développement d'entreprises existantes. Elles offrent en outre un niveau qualitatif élevé répondant aux exigences des entrepreneurs (accessibilité routière et ferroviaire, infrastructures, capacité d'accueil suffisante et extensible, proximité d'un pôle régional ou d'un pôle industriel relais et d'établissement de formation, connections numériques à haut débit).

Le canton a identifié un certain nombre de sites qui répondent à ces ambitions tout en laissant ouvertes d'autres possibilités pour l'avenir. Au 1^{er} janvier 2016, cinq zones répondent totalement ou partiellement aux critères de la zone d'activités d'intérêt cantonal :

- Zones AIC labellisées : Courroux (Innodel), Glovelier (Haute-Sorne) (ZAM)
- Zones AIC potentielles : Boncourt (Queue-au-Loup), Courgenay (SEDRAC), Delémont (Communance Sud)

Actuellement, les zones AIC représentent près de 15% de la totalité des zones d'activités jurassiennes et un tiers des terrains libres de construction affectés en zones d'activités. A l'avenir, de nouvelles zones AIC pourraient être planifiées, notamment une au sein du « Territoire de confluence » du Projet d'Agglomération de Delémont et une aux Franches-Montagnes, sur l'axe Saignelégier - Les Bois.

L'obtention du statut de zone AIC s'obtient par décision du Gouvernement. Il convient alors pour la commune sur le territoire de laquelle se situe la zone AIC, et le cas échéant, l'entité responsable de sa gestion, d'adresser au Service du développement territorial une demande écrite accompagnée d'un rapport justifiant de la conformité du projet aux principes du plan directeur cantonal. Pour les zones existantes, la clause du besoin n'est pas exigée et les autres dispositions de la fiche sont à expliciter en précisant comment la zone y répond aujourd'hui. Pour les candidatures nouvelles et non encore localisées, elles devront justifier de la clause du besoin régional, démontrer leurs complémentarités avec les autres sites existants en matière de développement économique.

ENJEUX

Développement de sites attractifs pour l'économie jurassienne

Les zones AIC constituent une mesure d'aménagement du territoire forte permettant d'orienter le développement souhaité en identifiant et valorisant les sites les plus attractifs pour la place économique jurassienne. Elles s'inscrivent dans la perspective de renforcer l'attractivité du canton du Jura vis-à-vis des entreprises industrielles et de services, à l'exclusion des activités commerciales (centre commercial, magasin traditionnel) ou à faible nombre d'emplois, en leur offrant des procédures administratives accélérées. Enfin, elles répondent aux principes d'allocation efficiente des ressources en affectant en priorité les moyens de l'Etat sur les sites présentant les meilleurs potentiels de développement.

Utilisation optimale du sol

Une densité élevée des constructions est recherchée dans les zones AIC par l'intégration de deux critères dans les prescriptions y relatives. Il s'agit, d'une part, de l'exigence d'un indice minimal d'utilisation du sol de 0.60 et d'autre part de mettre en rapport le nombre d'emplois avec la surface occupée par l'entreprise (un emploi pour 130 m²). Ces critères permettent ainsi de valoriser et d'optimiser les surfaces à bâtir dans les zones AIC.

ZONES D'ACTIVITÉS D'INTÉRÊT CANTONAL (AIC) U.03.1

Limitation de l'emprise des surfaces de stationnement

La limitation de l'emprise des surfaces dédiées au stationnement passe par la mise en place de plans de mobilité dans les zones AIC. Il convient notamment d'entreprendre des réflexions sur l'usage des transports publics et de la mobilité douce mais également d'encourager la pratique du covoiturage. Le recours aux plans de mobilité permet à l'entreprise de réaliser des économies au niveau des frais de mise à disposition et d'entretien des places de stationnement. Il permet également d'améliorer l'image de l'entreprise auprès des collaborateurs et des clients. De plus, la surface initialement vouée au stationnement pourrait être utilisée autrement, notamment pour les besoins d'agrandissement de l'entreprise.

Développement des zones AIC

Les zones AIC représentent les secteurs les plus favorables pour le développement économique du canton. Leur nombre restreint, les critères élevés de densité ainsi que leur planification par étapes favoriseront une utilisation rationnelle et parcimonieuse du territoire. Pour cette raison, le développement de ces zones n'est pas soumis à l'obligation de compenser par la réduction d'une surface équivalente en zone d'activités.

INSTALLATIONS COMMERCIALES**U.04**

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Service des infrastructures
Office de l'environnement
Service de l'économie et de l'emploi
Communes concernées

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy, Saignelégier
URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
GOUV.3 Renforcer la planification régionale

OBJECTIFS

- Orienter judicieusement l'implantation des installations commerciales ;
- Limiter les nuisances générées sur l'environnement et les secteurs résidentiels ;
- Veiller à l'attractivité des centres de localité en favorisant les synergies entre commerces et services à la population.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les installations commerciales dont l'assortiment couvre les besoins quotidiens ou hebdomadaires (alimentaire, non alimentaire) et périodiques (habillement, papeterie, livres, décoration, etc.), dont la surface de vente est comprise entre 1'000 m² et 3'000 m² sont localisées dans les périmètres de centre des pôles régionaux.

Les installations commerciales qui satisfont au moins l'un de critères suivants sont localisées dans les périmètres de centre des cœurs de pôle :

- surface de vente supérieure à 3'000 m²
- trafic journalier moyen supérieur à 2'000 (les poids lourds sont comptés trois fois)
- places de stationnement supérieures à 200

2. Les installations commerciales dont l'assortiment couvre les besoins quotidiens ou hebdomadaires (alimentaire, non alimentaire) et périodiques (habillement, papeterie, livres, décoration, etc.), dont la surface de vente est comprise entre 500 m² et 1'000 m² sont localisées dans les périmètres de centre des pôles régionaux ou industriels relais.

3. Les commerces d'une surface de vente inférieure à 500 m² se localisent prioritairement dans un périmètre de centre, en zone centre ou en zone mixte.

4. Les installations commerciales dont plus de 90% de la surface de vente est affectée à des articles dont le transport rend l'usage de la voiture pratiquement indispensable (matériaux de construction, article de jardin, outillage, etc.) sont localisées en périphérie des cœurs de pôle. Leur localisation et leur conception minimisent les nuisances sonores.

5. Les installations commerciales tirent parti des friches et disposent d'une bonne accessibilité pour les piétons et les deux-roues. Elles utilisent judicieusement le sol et s'intègrent, par leurs qualités esthétiques, au site environnant. Une mixité des fonctions (commerces et habitat) et une mutualisation de l'offre en stationnement sont encouragées.

VOIR AUSSI

U.01.2

U.01.2

U.01.2

U.01.1
U.06
M.06

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

INSTALLATIONS COMMERCIALES

U.04

6. La procédure du plan spécial, avec un rapport selon l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1), est applicable pour les installations commerciales dont la surface de vente est supérieure à 500 m², situées hors des quartiers traditionnellement commerçants des villes, à moins que les équipements existent et que les conditions et charges du permis de construire permettent d'assurer la maîtrise du projet.

L'adéquation du projet avec le plan de mesures pour la protection de l'air et le cadastre du bruit est démontrée.

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial, dans le cadre de la procédure du plan spécial et du permis de construire, vérifie en particulier les éléments suivants : l'opportunité de l'implantation de l'activité commerciale, le respect des critères de desserte en matière de transports publics et de mobilité douce ainsi que le dimensionnement du stationnement.

L'Office de l'environnement vérifie si le plan de mesures pour la protection de l'air permet l'augmentation de trafic prévisible.

Le Service des infrastructures vérifie si le réseau routier permet l'augmentation de trafic prévisible.

NIVEAU REGIONAL

Les pôles régionaux définissent, dans le cadre de leur plan directeur régional, les secteurs destinés à l'approvisionnement de la population en biens et en services en fonction des exigences du plan directeur cantonal.

NIVEAU COMMUNAL

Dans le cadre de la procédure du permis de construire, les communes compétentes en la matière vérifient en particulier les éléments suivants : l'opportunité de l'implantation de l'activité commerciale, le respect des critères de desserte en matière de transports publics et de mobilité douce ainsi que le dimensionnement du stationnement.

Les communes concernées :

- examinent la question des déplacements dans le cadre des projets d'installations commerciales répondant au principe d'aménagement 1 (2^e paragraphe) ;
- exigent pour les projets supérieurs à une surface de 7'500m², une étude d'impact sur l'environnement (EIE) et, au besoin, un plan spécial ;
- adaptent leur plan d'aménagement local selon les exigences du plan directeur cantonal et du plan directeur régional.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

INSTALLATIONS COMMERCIALES

U.04

-
- Office fédéral de l'environnement, Office du développement territorial (2006), Installations générant un trafic important (IGT) intégrées dans le plan directeur cantonal ; Recommandations pour la planification, Berne.
 - Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (2008), Commerce et aménagement du territoire, Lausanne.
-

INSTALLATIONS COMMERCIALES

U.04

CONTEXTE

Les installations commerciales sont destinées à la vente de produits et biens de consommation, quel que soit leur fréquence d'achats (quotidienne, hebdomadaire, périodique ou exceptionnelle). Elles se distinguent par le type de produits offerts (alimentaire, non alimentaire, spécialisé) et leur impact sur le territoire (surface de vente, trafic journalier, offre en stationnement). La localisation adéquate d'une installation commerciale est ainsi conditionnée par son offre commerciale et son impact sur le territoire.

Ces installations se répartissent sur l'ensemble du territoire cantonal. Les plus importantes d'entre elles se trouvent dans les pôles régionaux, notamment dans les cœurs de pôle (Delémont, Porrentruy et Saignelégier), ainsi que, dans une moindre mesure, dans les pôles industriels relais, soit à proximité des bassins de population importants. C'est principalement le cas pour les enseignes de grande distribution (Migros, Coop, Aldi, Lidl, etc.) qui proposent des magasins uniquement dans les pôles régionaux ou industriels relais, à l'exception de Saint-Ursanne (Clos du Doubs) pour des raisons touristiques.

Ces dernières années plusieurs grandes installations commerciales se sont implantées au cœur des villes : Aldi et Migros à Delémont, Esplanade Centre à Porrentruy. Concernant Delémont, l'implantation des nouveaux projets au centre-ville est issue d'une réflexion menée entre la ville et ses communes voisines, traduite dans le plan directeur régional de l'Agglomération de Delémont. Cette prise de conscience collective de l'importance d'un centre fort permet aux communes d'obtenir une position de force face aux chaînes commerciales. Par ces différents projets, les autorités communales affichent une réelle volonté de conserver un dynamisme commercial au centre-ville.

ENJEUX

Concentration des installations commerciales importantes dans les pôles

Les installations commerciales d'une surface supérieure à 500 m² sont à orienter dans les pôles régionaux et industriels relais. A partir de 1'000 m², les installations commerciales peuvent trouver place uniquement dans les pôles régionaux, plus particulièrement dans les cœurs de pôle pour celles ayant un fort impact sur le territoire. L'impact est considéré comme fort lorsque la surface de vente supérieure à 3'000 m² ou trafic journalier moyen supérieur à 2000 (les poids lourds étant comptabilisés trois fois) ou offre de stationnement supérieure à 200. Ces espaces disposent d'un bassin de population important et d'une bonne accessibilité par les transports publics.

Localisation au cœur des localités

Les installations commerciales d'une surface supérieure à 500 m² doivent trouver place dans les périmètres de centre des communes concernées. Celles disposant d'une surface inférieure à 500 m² doivent s'établir prioritairement dans un périmètre de centre mais peuvent également se développer en zone centre ou mixte dans les communes ne disposant pas de périmètres de centre.

La localisation des installations commerciales au centre des localités favorisent leur accessibilité par les transports publics et la mobilité douce. En outre, les synergies et les complémentarités avec les commerces existants, notamment de détail, sont facilitées et permettent de favoriser le maintien de ces derniers.

Utilisation économe du sol

Les installations commerciales sont planifiées de manière à limiter leur emprise au sol. Les constructions sont denses et peuvent intégrer des logements ou des services. Une mutualisation des places de stationnement avec les bâtiments environnants permet de limiter ces surfaces, grandes consommatrices d'espace, et d'optimiser leur utilisation selon des horaires différenciés.

INSTALLATIONS COMMERCIALES

U.04

Limitation des nuisances

Les installations commerciales dont l'offre commerciale suppose un usage pratiquement indispensable de la voiture sont localisées en périphérie des cœurs de pôle. Cette localisation permet une accessibilité rapide depuis l'ensemble du territoire cantonal ainsi qu'une gestion efficace des nuisances atmosphérique et sonore, ainsi que du trafic individuel motorisé, en évitant les traversées de localité.

EQUIPEMENTS D'HEBERGEMENT ET TOURISTIQUES

U.05

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Jura Tourisme
Office de l'environnement
Service de l'économie et de l'emploi
Service des infrastructures
Communes concernées

LIGNES DIRECTRICES
ECO.2 Renforcer les réseaux, les structures et les acteurs
de l'économie touristique
GOUV.3 Renforcer la planification régionale

OBJECTIFS

- Garantir un développement cohérent et maîtrisé des équipements d'hébergement et touristiques ;
- Renforcer et diversifier l'offre de grands équipements hôteliers.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les nouveaux projets d'équipements d'hébergement et touristiques sont évalués selon leur impact sur le territoire afin de déterminer si une inscription au plan directeur cantonal est nécessaire. Cet impact est déterminé sur la base de l'enquête préliminaire à l'étude d'impact sur l'environnement (article 8 de l'ordonnance relative à l'étude d'impact sur l'environnement - OEIE, RS 814.011) ou d'une notice d'impact sur l'environnement lorsque le projet n'est pas assujéti à l'ordonnance relative à l'étude d'impact sur l'environnement (OEIE, RS 814.011).
2. La localisation des nouveaux équipements d'hébergement et touristiques nécessitant une inscription au plan directeur cantonal répond à tous les critères d'implantation suivants :
 - se rattache à une infrastructure, activité ou site touristique existant, à un potentiel touristique avéré ou à un pôle régional ;
 - recherche l'exploitation d'effets de synergie avec des équipements existants ;
 - dispose d'une bonne accessibilité par les réseaux de mobilité douce ;
 - bénéficie d'une desserte en transports publics de qualité au moins satisfaisante et orientée vers les principaux marchés ciblés par l'équipement. Dans le cas contraire, l'accès est garanti par une navette à une cadence minimale horaire et reliant directement une gare ;
 - dispose d'une bonne accessibilité en transports individuels motorisés et génère un trafic de transit supplémentaire maîtrisable à l'intérieur des localités ;
 - évite les emprises sur les périmètres identifiés par les inventaires environnementaux et paysagers fédéraux et cantonaux (inventaires cantonaux des sites de reproduction des batraciens, des prairies et pâturages secs et des bas-marais), les surfaces d'assolement, les corridors faunistiques (suprarégionaux et régionaux), le réseau écologique national (toutes les zones nodales et corridors, zones d'extension des milieux aquatiques), les sites Emeraudes, les réserves naturelles et forestières et les périmètres particuliers (périmètres de protection des vergers, du paysage et

VOIR AUSSI

U.01.1

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

EQUIPEMENTS D'HEBERGEMENT ET TOURISTIQUES

U.05

de la nature). Des mesures de compensation peuvent être prévues selon la législation en vigueur.

3. Dans une perspective de gestion durable des ressources touristiques et de responsabilité environnementale, sociale et économique, les nouveaux équipements d'hébergement et touristiques nécessitant une inscription au plan directeur cantonal respectent l'ensemble des principes de qualité suivants :
 - construction satisfaisant au standard Minergie ou à un standard reconnu équivalent et en privilégiant les matériaux locaux ;
 - recours aux énergies renouvelables ;
 - gestion durable des déchets ;
 - mise en œuvre d'un plan de mobilité et dimensionnement des places de stationnement selon la législation en vigueur ;
 - intégration architecturale et paysagère de qualité ;
 - sensibilisation des visiteurs à la valeur de l'environnement naturel et/ou construit dans lequel s'implante l'équipement ;
 - valorisation du savoir-faire local et traditionnel.
4. La procédure du plan spécial régional, voire cantonal, selon l'article 75c, respectivement l'article 78, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT, RSJU 701.1) est applicable pour les nouveaux projets nécessitant une inscription au plan directeur cantonal. Un rapport au sens de l'article 47 de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1) est requis.
5. Les nouveaux équipements d'hébergement et touristiques ne nécessitant pas d'inscription au niveau du plan directeur cantonal sont gérés au niveau du plan d'aménagement local.

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial :

- a) détermine sur la base de l'enquête préliminaire à l'étude d'impact sur l'environnement ou de la notice d'impact sur l'environnement si un projet d'hébergement ou touristique nécessite une inscription au plan directeur cantonal ;
- b) demande au promoteur la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement lorsque les critères définis par l'ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (OEIE, RS 814.011) sont atteints ;
- c) demande au promoteur, pour les nouveaux projets nécessitant une inscription au plan directeur cantonal, de mener une étude d'opportunité qui démontre :
 - l'impact économique et touristique du projet à l'échelle cantonale et supracantonale ;
 - la manière dont le projet répond aux principes de qualité (principe d'aménagement 3) ;
 - l'étude de différentes alternatives de localisation ;
- d) collabore avec Jura Tourisme et le Service de l'économie et de l'emploi au développement et à la réalisation de la stratégie touristique pour le canton.

Le Service des infrastructures évalue les effets du projet sur le réseau routier.

EQUIPEMENTS D'HEBERGEMENT ET TOURISTIQUES

U.05

L'Office de l'environnement évalue les effets du projet sur l'environnement et valide les études requises.

Le Service de l'économie et de l'emploi évalue l'impact économique du projet.

NIVEAU REGIONAL

Les régions :

- a) mènent une réflexion sur l'opportunité de développement de nouveaux équipements d'hébergement et touristiques nécessitant une inscription au plan directeur cantonal et identifient leurs effets sur l'organisation de leur territoire dans la planification directrice régionale ;
- b) règlent, par le biais d'un plan spécial régional, la planification de détail des terrains accueillant les nouveaux équipements d'hébergement et touristiques.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes affectent les terrains destinés aux nouveaux équipements d'hébergement et touristiques en principe en tant que zone de sport et de loisirs en tenant compte des prescriptions du plan directeur cantonal et régional.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Tschannen (2005), Le rôle du plan directeur en matière d'implantation de grands projets à incidence spatiale, Territoire & Environnement n°5, VLP-ASPAN.
- Association régionale Jura-Bienne (2014), Jura & Trois-Lacs, Concept touristique global, Masterplan, Bévillard.
- Jura & Trois-Lacs (2014), Etat des lieux, Bienne.
- Office du développement territorial (2014), Tourisme et développement durable, bonnes pratiques et pistes d'action, Berne.

INDICATEURS DE SUIVI

- Nombre d'établissements d'hébergement selon le nombre de chambres
 - Durée moyenne de séjour dans les hôtels
 - Saisonnalité de la fréquentation des équipements d'hébergement et touristiques
-

EQUIPEMENTS D'HEBERGEMENT ET TOURISTIQUES

U.05

CONTEXTE

L'ancrage du canton dans le tourisme doux ne nécessite en principe pas l'aménagement de grands équipements d'hébergement et touristiques. En effet, l'offre touristique actuelle, majoritairement axée sur les thèmes de la nature et de la mobilité douce, attire une majorité de visiteurs effectuant une excursion, voire un court séjour dans la région. Pour héberger ces visiteurs, le territoire cantonal dispose principalement d'établissements parahôtelières et de petite hôtellerie (moins de 15 chambres).

Les ressources naturelles, paysagères et culturelles jouent un rôle moteur pour le développement de ce tourisme doux. Il en résulte des activités touristiques se déroulant généralement en extérieur, de type diffuses et à fort ancrage local. Ces activités touristiques sont cependant fortement tributaires des conditions météorologiques et de ce fait limitées durant certaines saisons. De plus, elles ne génèrent que de faibles retombées économiques, pourtant indispensables à leur pérennisation et au dynamisme du secteur touristique dans sa globalité. En parallèle, les capacités d'hébergement hôtelier du canton montrent certaines limites, les statistiques sur la performance touristique illustrent bien ce phénomène : taux d'occupation des lits peu élevé, durée de séjour faible en comparaison intercantonale et nombre important d'établissements hôteliers ne se démarquant pas par un label de qualité. La structure de l'offre hôtelière ne répond de ce fait plus adéquatement à la demande et aux standards touristiques actuels en termes de nombre, taille et qualité.

Le plan directeur cantonal de 2005 ne permet pas d'appréhender les infrastructures les plus importantes en matière d'hébergement ou de tourisme. Si un tel projet souhaite se développer, il est indispensable que le plan directeur cantonal fixe un cadre et oriente sa planification. La réalisation de projets d'envergure importante sont à prévoir dans les prochaines années comme par exemple la valorisation du site naturel de l'Etang de la Gruère, projet-phare du tourisme jurassien, le musée suisse de la distillation ou encore le développement de Jurassica.

ENJEUX

Valorisation, diversification et professionnalisation du secteur touristique

L'arrivée de nouveaux équipements d'hébergement et touristiques renforce l'offre et améliore certaines faiblesses du tourisme jurassien. Le développement de tels équipements participe par exemple à l'augmentation de la durée de séjour sur le territoire cantonal, à la professionnalisation de l'hôtellerie ou, encore, à la diminution de la dépendance aux conditions météorologiques. Ces équipements sont également attractifs pour le développement du tourisme d'affaires et stimulent la fréquentation touristique durant les périodes creuses. De plus, ils dynamisent et renforcent le tourisme en tant qu'activité économique à part entière et peuvent améliorer la qualité de vie de la population locale par les emplois générés ou les nouvelles possibilités de loisirs.

Anticipation des besoins de coordination et de planification

Le développement de ces équipements est relativement difficile à anticiper car il est généralement le résultat d'effets d'opportunité reposant sur des initiatives privées et/ou des ressources localisées. De plus, les grands équipements d'hébergement et touristiques ne forment pas un ensemble homogène et possèdent chacun des besoins particuliers. Ils doivent cependant figurer dans le plan directeur cantonal en raison de leur ampleur, qu'il s'agisse d'une forte consommation de surfaces, d'un important trafic généré ou encore d'atteintes à l'environnement, au paysage et aux terres agricoles. Il implique donc de planifier et coordonner en amont ces équipements en vue de minimiser les conflits d'intérêts, de former une offre complémentaire à l'offre touristique actuelle et d'accompagner et encourager l'intérêt des investisseurs. Enfin, il est question de maintenir la qualité des ressources territoriales fragilisées par l'implantation de ces infrastructures. Etant donné la sensibilité du secteur touristique aux changements conjoncturels et sociétaux, il s'agit d'ancrer durablement les grands équipements d'hébergement et touristiques dans le tissu socio-économique local pour pérenniser leur contribution au développement régional et cantonal.

EQUIPEMENTS D'HEBERGEMENT ET TOURISTIQUES

U.05

Identification des projets d'équipements d'hébergement et touristiques nécessitant une inscription au plan directeur cantonal

L'inscription ou non d'un projet d'équipement d'hébergement ou touristique au plan directeur cantonal est conditionnée par son impact sur le territoire et l'environnement. Ce dernier s'analyse sur la base de l'enquête préliminaire à l'étude d'impact sur l'environnement (article 8 de l'ordonnance relative à l'étude d'impact sur l'environnement - OEIE, RS 814.011) ou d'une notice d'impact sur l'environnement lorsque le projet n'est pas assujéti à l'OEIE. L'impact du projet se caractérise notamment par son emprise au sol (surface du projet), la pression humaine exercée sur le territoire (nombre de visiteurs, trafic journalier) ou encore son incidence organisationnelle (partenaires et intérêts impliqués). Par ailleurs, cet impact doit être analysé au regard de la localisation du projet et la capacité du territoire à l'accueillir. Un projet d'hébergement ou touristique n'a pas le même impact s'il est situé au cœur d'un centre urbain ou en périphérie d'une commune rurale. Par conséquent, l'élaboration, les résultats et l'analyse de l'enquête préliminaire à l'étude d'impact sur l'environnement ou de la notice d'impact justifieront l'inscription éventuelle du projet au plan directeur cantonal.

Localisation des équipements d'hébergement et touristiques nécessitant une inscription au plan directeur cantonal

Les équipements nécessitant une inscription au plan directeur cantonal doivent respecter un certain nombre de critères afin de limiter leur impact sur le territoire. Ces critères sont les suivants :

- proximité d'un potentiel touristique avéré (infrastructure, activité ou site touristique) ou d'un pôle régional en vue d'exploiter au maximum les effets de synergie (mutualisation des services, complémentarité avec l'offre et les produits, etc.)
- accessibilité par les réseaux de mobilité douce, desserte en transports publics de qualité (au moins satisfaisante) et l'accès en transports individuels motorisés limite le trafic de transit dans les localités ;
- évite les emprises sur les secteurs à haute valeur environnementale, paysagère et agricole identifiés au niveau fédéral – inventaires environnementaux et paysagers, réseau écologique national (zones nodales et corridors de tous les milieux et zones d'extension des milieux aquatiques), corridors faunistiques (supra)régionaux, sites Emeraude, surfaces d'assolement – cantonal – inventaires environnementaux, réserves naturelles et réserves forestières – et local – périmètres particuliers (périmètres de protection des vergers, périmètres de protection du paysage et périmètres de protection de la nature).

Durabilité des projets d'équipements d'hébergement et touristiques

Une planification des équipements d'hébergement et touristiques de qualité requiert une réflexion transversale sur le tourisme durable. En vue d'ancrer solidement les équipements dans le territoire et de pérenniser leur contribution au développement du canton, les équipements d'hébergement et touristiques sont tenus de mettre en application un certain nombre de principes de qualité. Ceux-ci ont notamment trait à la qualité énergétique et esthétique des constructions, à la gestion des visiteurs et de la mobilité ainsi qu'à l'intégration de l'équipement dans le tissu local.

Nécessité de planifier à un niveau supracommunal

Les enjeux des équipements d'hébergement et touristiques nécessitant une inscription au plan directeur cantonal ne se limitent pas aux frontières administratives et peuvent impacter toute une région, voire l'ensemble du canton. L'échelle de planification la plus appropriée pour ces équipements est donc l'échelle régionale et/ou cantonale. Il revient notamment aux régions de mener une réflexion sur l'opportunité et les conséquences du développement de tels équipements sur leur territoire. La planification de ces équipements est fixée par l'intermédiaire d'un plan spécial régional, voire cantonal.

FRICHES URBAINES, INDUSTRIELLES ET ARTISANALES

U.06

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Service de l'économie et de l'emploi
Office de l'environnement
Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy, Saignelégier
- URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
- ECO.1 S'appuyer sur les savoir-faire spécifiques (horlogerie, microtechnique) pour déployer de nouveaux segments d'activités innovants et diversifier le tissu économique

OBJECTIFS

- Réhabiliter ou reconverter les friches urbaines disposant d'une situation stratégique pour y développer l'urbanisation ;
- Améliorer les conditions-cadres pour l'accueil d'entreprises dans des lieux attractifs ;
- Inciter les communes et les acteurs locaux au potentiel de réhabilitation ou de reconversion des friches industrielles et artisanales ;
- Faciliter la mise sur le marché des friches industrielles et artisanales afin de stimuler l'intérêt des investisseurs.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. La réhabilitation ou la reconversion des friches urbaines, industrielles ou artisanales est encouragée, en particulier lorsqu'elles bénéficient d'une bonne desserte en transports publics, afin d'y accueillir notamment logements, commerces, bureaux ou entreprises, avant d'envisager toute extension de la zone à bâtir.
2. L'Etat soutient techniquement, méthodologiquement, voire financièrement, les études liées aux projets de réhabilitation ou de reconversion des friches.

VOIR AUSSI

U.01.1

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial :

- a) conseille et accompagne les régions et les communes pour élaborer un programme d'action avec des mesures au niveau régional et communal en faveur de la réhabilitation ou la reconversion des friches ;
- b) soutient les études liées à la réhabilitation ou à la reconversion des friches urbaines, industrielles et artisanales. La prise en charge des coûts est assurée, sous réserve des moyens disponibles, par le biais du fonds cantonal de compensation basé sur l'article 5 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700).

Le Service de l'économie et de l'emploi accompagne les éventuels investisseurs et les informe de la disponibilité de sites et de locaux en friches et de l'estimation des coûts liés à leur réhabilitation. Il

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

FRICHES URBAINES, INDUSTRIELLES ET ARTISANALES

U.06

leur apporte son appui dans leurs projets en collaboration avec les communes et les services compétents.

L'Office de l'environnement :

- a) accompagne les études liées à la réhabilitation ou à la reconversion des friches urbaines, industrielles et artisanales ;
- b) veille à la mise en œuvre des mesures découlant de l'ordonnance fédérale sur l'assainissement des sites pollués (OSites, RS 814.680) ;
- c) propose des modalités de financement pour les différentes mesures sur des sites pollués en fonction des priorités environnementales, notamment des exigences de l'ordonnance fédérale sur l'assainissement des sites pollués (OSites, RS 814.680).

NIVEAU REGIONAL

Les régions prennent en compte le potentiel des friches urbaines, industrielles ou artisanales dans les planifications régionales.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) tiennent compte du potentiel de réhabilitation ou de reconversion des friches avant toute extension de la zone à bâtir ;
- b) informent le Service de l'économie et de l'emploi de l'intérêt d'investisseurs à réhabiliter ou à reconvertir des friches sur leur territoire ;
- c) sensibilisent les propriétaires de friche à l'intérêt de réhabiliter ou reconvertir leurs biens-fonds et à la prise en compte de la problématique d'un éventuel site pollué dans leurs démarches.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Office fédéral du développement territorial, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (2004), La Suisse et ses friches industrielles. Des opportunités de développement au cœur des agglomérations, Berne.
- Conseil fédéral (2008), Reconversion des friches industrielles et artisanales - Mesures d'encouragement, Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 04.3583 Leutenegger Oberholzer du 8 octobre 2004, Berne.
- Office fédéral du développement territorial (2008), Les friches industrielles et artisanales de Suisse : Reporting 2008, Berne.
- Service de l'aménagement du territoire (2011 - mise à jour en 2017), Inventaire des friches urbaines et des parcelles libres destinées aux activités industrielles et artisanales, Delémont.

INDICATEUR DE SUIVI

- Evolution du nombre de friches dont la surface est supérieure à 2'000 m²

FRICHES URBAINES, INDUSTRIELLES ET ARTISANALES

U.06

CONTEXTE

A l'instar des grandes agglomérations suisses, le canton du Jura est également confronté à la problématique de la reconversion des friches urbaines, industrielles ou artisanales. Néanmoins, les enjeux et les surfaces sont limités à l'échelle du tissu économique jurassien. En 2011, un inventaire des friches urbaines et des parcelles libres destinées aux activités industrielles et artisanales a été réalisé sur le territoire jurassien. L'étude se concentrait uniquement sur les secteurs affectés en zones d'activités, mixtes ou centre d'une surface supérieure à 3'000 m².

Cet inventaire a permis d'identifier 33 friches pour une surface de 26 ha, réparties essentiellement dans les districts de Delémont et de Porrentruy (97 %). Parmi ces 33 sites, 42 % sont totalement libres. Dans ces régions, le potentiel de reconversion est donc relativement important. Si la majorité des sites sont facilement accessibles par les transports individuels motorisés, peu de secteurs se trouvent à proximité immédiate (moins de 500m) d'une gare.

En 2013, dans le cadre de la nouvelle loi fédérale sur la politique régionale (LPR, RS 901.0), le canton du Jura s'est engagé dans le projet « Renforcement des centralités » (action LPR O3) afin de soutenir les communes et les groupements de communes dans la réalisation de mesures concrètes en faveur de l'implantation d'entreprises dans des lieux stratégiques, en particulier sur des friches industrielles et artisanales (mesure O3b). Des études préliminaires ont ainsi permis d'identifier les potentiels de reconversion des friches et de déterminer les grandes lignes de la nature de la pollution du sol. Quatre projets ont été initiés dans le canton : la friche Condor à Courfaivre (Haute-Sorne), Thecla à Saint-Ursanne (Clos du Doubs), SAFED à Delémont et Miserez à Saignelégier.

ENJEUX

Utilisation rationnelle du sol et valorisation du patrimoine

La reconversion des friches urbaines, industrielles et artisanales permet de répondre aux enjeux du développement durable du territoire. La réutilisation de ces espaces favorise l'économie du sol et réduit le mitage du territoire. La situation des friches dans le tissu bâti existant limite les déplacements en transports publics et individuels motorisés et évite les nouveaux investissements induits par la création de nouvelles infrastructures (transports, canalisations, etc.). Le patrimoine bâti industriel de la région est également mis en valeur dans le cadre de la reconversion des friches.

Promotion de la revalorisation des friches urbaines, industrielles et artisanales

Les conditions-cadres pour l'accueil d'investisseurs ou d'entreprises doivent être améliorées afin de rendre le canton du Jura particulièrement attractif en comparaison nationale. La réalisation d'études préliminaires améliore la promotion de la revalorisation des friches grâce à la mise à disposition d'une évaluation de la situation et à l'identification du potentiel de reconversion.

Les opérations de dépollution étant un des principaux freins à la reconversion des friches, il convient de sensibiliser les propriétaires et les communes à cette problématique et d'identifier clairement les contraintes liées aux sites pollués. L'Etat s'engage dans cette direction en subventionnant des études préliminaires et des mesures qui répondent aux exigences de l'ordonnance fédérale sur l'assainissement des sites pollués (OSites, RS 814.680).

CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS PUBLIQUES

U.07

INSTANCE RESPONSABLE

Service des infrastructures

AUTRES INSTANCES CONCERNEES

Service du développement territorial

Service de la santé publique

Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire

Service de l'enseignement

Centre jurassien d'enseignement et de formation

Office de la culture

Office des sports

Police cantonale

LIGNES DIRECTRICES

URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy et Saignelégier

URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux

URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population

MOB.2 Viser une politique de mobilité durable par une offre multimodale et performante

GOUV.2 Favoriser la constitution d'un réseau urbain jurassien pour développer les collaborations entre les trois pôles régionaux

GOUV.3 Renforcer la planification régionale

OBJECTIFS

- Coordonner les politiques sectorielles et les enjeux du développement territorial ;
- Orienter les équipements et services publics de portée cantonale dans les cœurs de pôle ;
- Maintenir une offre minimale en équipements et services publics dans les régions périphériques.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les pôles régionaux et pôles industriels relais accueillent les constructions et installations publiques dont le cercle des bénéficiaires s'étend au-delà des limites communales, soit les équipements et les services à la population d'importance régionale.

Les équipements et les services à la population d'importance cantonale sont localisés dans les cœurs de pôle, Delémont, Porrentruy et Saignelégier.

La localisation de ces constructions et installations publiques est traitée dans le plan directeur régional et sera évaluée dans la perspective du renforcement du réseau urbain jurassien.

2. L'accessibilité par les transports publics, les deux-roues et les piétons doit être effective. Les constructions et les installations publiques sont localisées en priorité dans les secteurs disposant d'une bonne desserte en transports publics.

L'accès aux personnes en situation de handicap doit être assuré, conformément à l'article 15 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT, RSJU 701.1).

3. La mutualisation, notamment entre les villages, des installations publiques de portée locale est encouragée afin de maintenir une offre dans les régions les plus périphériques.

4. Les principes de sobriété et d'efficacité énergétique sont appliqués dans les cas d'assainissements et de nouvelles constructions. Le recours aux énergies renouvelables est favorisé et encouragé afin de contribuer à l'autonomie

VOIR AUSSI

U.10

U.01.1

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS PUBLIQUES

U.07

énergétique, alors que le recours au bois local dans la construction est encouragé conformément à l'article 5 de la loi sur les forêts (LFOR, RSJU 921.11).

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service de la formation des niveaux II et tertiaire,
le Centre jurassien d'enseignement et de formation,
le Service de l'enseignement,
l'Office de la culture,
La Police cantonale
le Service de la santé publique ainsi que
l'Office des sports :

- a) déterminent, dans leur domaine spécifique, les besoins en constructions et installations et identifient la répartition géographique des projets ;
- b) intègrent et coordonnent les planifications sectorielles au plan directeur cantonal.

Le Service du développement territorial :

- a) contrôle les effets des projets sur le territoire ;
- b) examine la concordance des planifications sectorielles avec le plan directeur cantonal et, au besoin, le complète.

Le Service des infrastructures coordonne les demandes de l'administration, des tribunaux et des écoles avec l'appui de la Chancellerie, du Service de l'informatique et du Service des ressources humaines.

NIVEAU REGIONAL

Les planifications régionales, en particulier celles des pôles régionaux, prévoient les secteurs destinés à accueillir les constructions et installations publiques et collaborent, au sein du réseau urbain jurassien, dans une logique de complémentarités et de synergies.

Les régions contrôlent les effets des projets sur leur territoire.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) prévoient, dans leur plan d'aménagement local, des zones d'utilité publique suffisantes pour accueillir les constructions et installations publiques ;
- b) planifient les réseaux de transports publics, cyclables et piétons en tenant compte des constructions et installations publiques.

CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS PUBLIQUES

U.07

CONTEXTE

Les constructions et installations publiques couvrent de nombreux domaines (santé, justice, enseignement, formation, culture, etc.) et regroupent les offices administratifs communaux et cantonaux, de même que les installations cantonales et communales offrant des services à la population (hôpitaux, tribunaux, écoles, etc.), ou encore les installations techniques (traitement des eaux, etc.).

Depuis plusieurs années, une centralisation des administrations sur les trois cœurs de pôle du canton, Delémont, Porrentruy et Saignelégier, s'est réalisée. Une réforme au début des années 2000 a conduit au regroupement de certaines unités administratives et judiciaires dans ces trois centres. Par la suite, la tendance au regroupement géographique des unités administratives s'est poursuivie, appuyée par le programme gouvernemental 2008-2011 d'assainissement des finances cantonales. Actuellement, un regroupement de l'administration cantonale est favorisé sur le site de la vieille ville de Delémont et à proximité de celle-ci (route de Bâle). Le programme gouvernemental de législature 2016-2020 poursuit cette tendance.

Ainsi, plusieurs changements ont eu lieu : les tribunaux de district ont été abandonnés au profit de la création du tribunal de première instance au Château de Porrentruy, à proximité des autres autorités judiciaires. La police cantonale a quant à elle concentré ses postes dans les trois cœurs de pôle. Au niveau du secondaire II, les différentes divisions des écoles cantonales et professionnelles sont regroupées au sein du Centre jurassien d'enseignement et de formation (CEJEF), créé en 2006, et principalement implantées à Porrentruy et Delémont. Des exceptions demeurent toutefois, notamment l'Office de l'environnement ou la Fondation Rurale Interjurassienne, implantés respectivement à Saint-Ursanne (Clos du Doubs) et à Courtemelon (Courtételle).

ENJEUX

Localisation dans les pôles régionaux et industriels relais

Les installations publiques d'importance cantonale s'orientent dans les cœurs de pôle. La localisation de ces installations est déterminée, notamment dans les plans directeurs régionaux, de manière à renforcer la complémentarité, la synergie et la connectivité des trois pôles régionaux. Les installations d'importance régionale peuvent s'implanter également dans les communes satellites et dans les pôles industriels relais, afin de relayer les services à la population sur le reste du territoire.

Mutualisation dans les régions périphériques

Pour contribuer au maintien de la population dans les villages, il est important de veiller à maintenir une offre de proximité, notamment en matière d'écoles et de structures d'accueil pour la petite enfance. Ainsi, la collaboration intercommunale dans les villages est encouragée, afin de favoriser la mutualisation des services nécessaires à la population dans les régions les plus périphériques.

Accessibilité et synergie entre installations publiques

Etant potentiellement génératrices de trafic, ces installations font également l'objet d'exigences en matière d'accessibilité en transports publics. Toute nouvelle installation doit ainsi s'implanter dans une zone bénéficiant d'une bonne accessibilité en transports publics. Des synergies sont également privilégier entre les différentes structures, afin, notamment, de faciliter les déplacements.

Exemplarités des constructions et installations publiques

Pour les immeubles publics comme les hôpitaux, les écoles, les bâtiments de pompiers ou de l'administration, une attention particulière doit être portée à leur exposition et leur vulnérabilité aux dangers naturels. Leur localisation dans des zones sensibles est évitée et des normes et

CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS PUBLIQUES

U.07

recommandations professionnelles en matière de constructions sont appliquées aux bâtiments afin d'assurer une protection des usagers.

L'autonomie et l'efficacité énergétique de ces installations dans le cadre de leur construction ou de leur assainissement sont importantes. Les bâtiments publics doivent en effet se montrer exemplaires dans ce domaine.

EQUIPEMENTS SCOLAIRES**U.07.1****INSTANCES RESPONSABLES**

Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
Service de l'enseignement
Centre jurassien d'enseignement et de formation

AUTRES INSTANCES CONCERNEES

Service du développement territorial
Service des infrastructures
Office des sports
Toutes les communes

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy et Saignelégier
- URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
- URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population
- MOB.2 Viser une politique de mobilité durable par une offre multimodale et performante
- GOUV.3 Renforcer la planification régionale

OBJECTIFS

- Maintenir une offre scolaire de proximité ;
- Organiser et coordonner la desserte régionale en bus pour assurer les besoins en transport scolaire et réduire les coûts induits ;
- Limiter la durée de déplacements des élèves ;
- Rechercher des synergies entre les infrastructures scolaires et les espaces publics pour la population, en particulier dans les villages.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. La politique des implantations scolaires se poursuit selon les principes des cercles scolaires. Cette politique tient compte de l'évolution démographique et des éventuelles modifications des structures communales en veillant à maintenir, au degré primaire, une offre scolaire de proximité et décentralisée.
2. La planification des transports publics et la localisation des équipements scolaires doivent être coordonnées. Il s'agit de développer un ensemble de mesures qui :
 - visent une meilleure adéquation entre l'offre de transports publics, les trajets et les horaires liés au fonctionnement des écoles existantes ;
 - promeuvent l'aménagement en site propre de cheminements piétonniers et cyclables en lien avec les écoles.
3. Les nouveaux équipements et installations scolaires sont localisés en respectant les principes de la structure urbaine, de manière à limiter au maximum la durée des déplacements pour les élèves, et en garantissant un accès rapide aux transports publics. Ils sont reliés aux réseaux piétonnier et cyclable.
4. Les infrastructures d'enseignement tertiaire sont localisées dans les cœurs de pôle qui offrent de bonnes conditions de liaisons avec le réseau ferroviaire national.

**VOIR
AUSSI**

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

EQUIPEMENTS SCOLAIRES

U.07.1

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service de l'enseignement,

Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire,

Le Centre jurassien d'enseignement et de formation :

- a) arrêtent, après coordination avec les instances concernées, la planification scolaire ;
- b) informent les communes des dispositions applicables à leur projet et de l'obligation de coordonner ;
- c) collaborent, avec l'Office des sports et les autorités communales, à la planification des infrastructures sportives à vocation scolaire.

Le Service du développement territorial :

- a) analyse l'accessibilité des équipements scolaires par les transports publics ;
- b) vérifie la prise en compte des équipements scolaires lors de la planification des réseaux cyclables et des chemins pour piétons ;

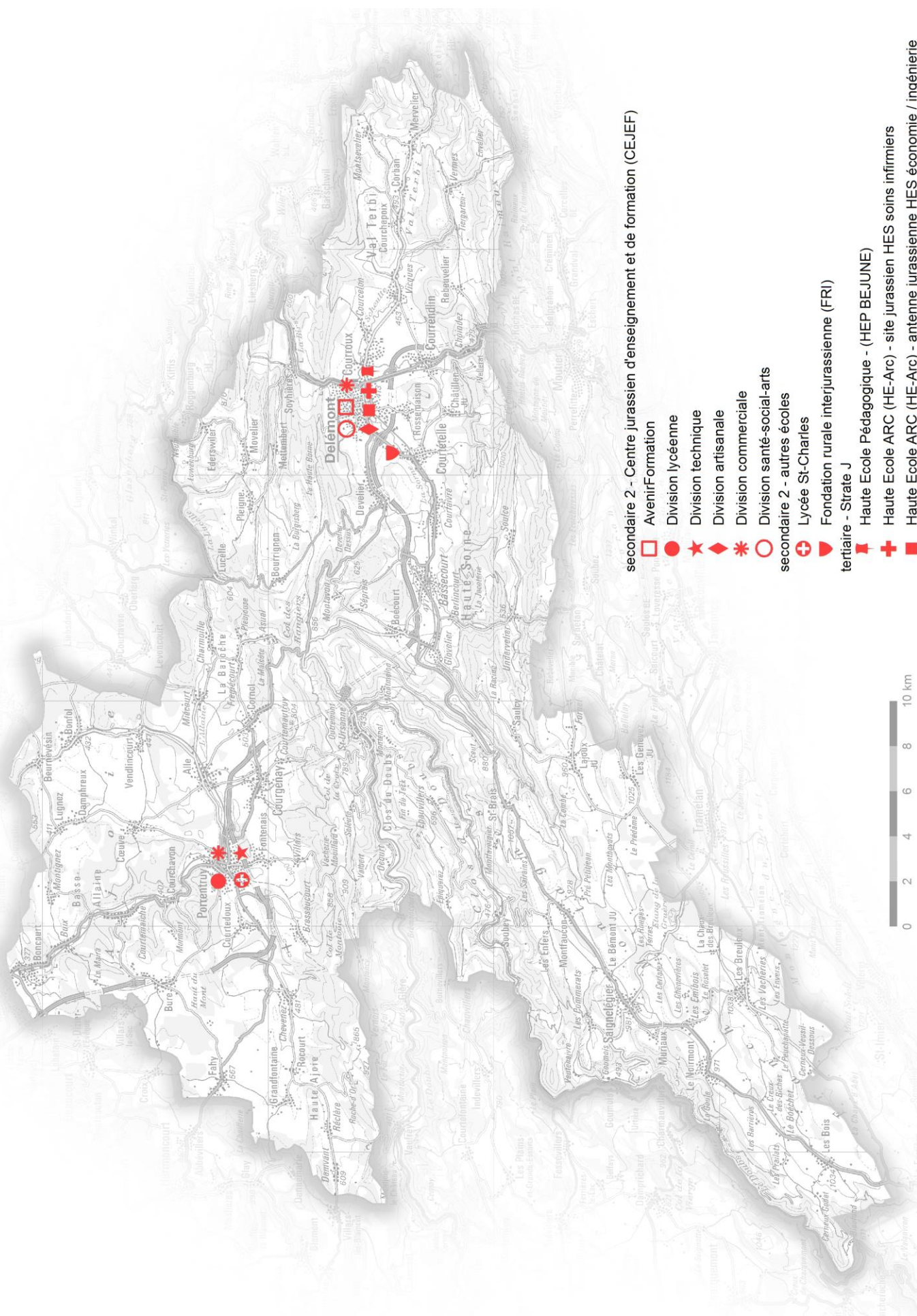
Le Service des infrastructures ;

- a) procède aux expertises techniques relatives à des projets de rénovation ou de constructions d'installations scolaires et veille à la conformité de ces installations ;
- b) réalise, en collaboration avec les communes, le réseau de mobilité douce.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) procèdent aux adaptations requises de leur plan d'aménagement local ;
 - b) réalisent les réseaux de transports publics, cyclables et piétons en tenant compte des équipements scolaires, en collaboration avec le canton.
-



EQUIPEMENTS SCOLAIRES

U.07.1

CONTEXTE

La localisation des équipements scolaires dans le canton du Jura dépend des niveaux de formation. Si pour la formation secondaire I et II ainsi que tertiaire, les infrastructures se situent principalement dans les pôles régionaux ou dans les localités principales, l'implantation des établissements du degré primaire (classes de la 1^{ère} à 8^{ème} HarmoS) répond quant à elle au principe du « regroupement déconcentré ». Ce dernier consiste en l'organisation de cercles scolaires sur une ou plusieurs communes afin d'en regrouper les classes et d'assurer que les élèves puissent suivre, dans la mesure du possible, leur scolarité de degré primaire à proximité de leur lieu de résidence.

Au début des années 2000, le nombre de cercles scolaires a diminué en raison de l'érosion démographique et donc de la diminution des effectifs scolaires dans certaines communes. En ajoutant à cela les fusions de communes, le nombre de cercles scolaires primaires est passé de plus de 50 dans les années 2000 à 34 en 2016.

L'offre scolaire décentralisée nécessite la mise en place de transports scolaires. Ces transports s'effectuent en priorité au moyen des transports publics. Toutefois, des transports privés peuvent parfois compléter l'offre en transports publics. Les transports scolaires sont organisés et reconnus dans la mesure où la distance à parcourir pour se rendre à l'école est supérieure à deux kilomètres pour l'école primaire et trois kilomètres pour l'école secondaire. Les frais occasionnés par les transports d'élèves et reconnus sont admis à la répartition des charges de l'enseignement, conformément à l'article 152 de la loi sur l'école obligatoire (RSJU 410.11).

Pour le niveau secondaire I, les infrastructures accueillant les élèves de la 9^{ème} à la 11^{ème} HarmoS sont organisées au niveau de six cercles scolaires (Courrendlin, Delémont, Haute-Sorne, Val Terbi, Franches-Montagnes, Ajoie et Clos-du-Doubs).

Les sites de formation postobligatoire sont quant à eux concentrés sur Delémont et Porrentruy :

- Division lycéenne : Porrentruy (un lycée privé et un lycée public) ;
- Division technique : Porrentruy (un centre professionnel technique) ;
- Division commerciale : Porrentruy et Delémont (une école de commerce sur les deux sites) ;
- Division santé-social-arts : Delémont (une école de culture générale) ;
- Division artisanale : Delémont (un centre professionnel artisanal) ;
- AvenirFormation à Delémont.

Une autre école de culture générale se trouve également à Moutier et accueille des élèves jurassiens.

En ce qui concerne le niveau tertiaire, l'ouverture récente du campus Strate J a permis de réunir sur un seul site quelques 500 élèves (HE-Arc soins infirmiers, HE-Arc économie et ingénierie ainsi que l'antenne HEP-BEJUNE pour l'enseignement au niveau primaire) auparavant répartis à différents endroits du canton. Les formations proposées sont partielles ou complètes.

ENJEUX

Maintien d'une offre scolaire décentralisée et de proximité

Dans le canton du Jura, de nombreux villages connaissent des problèmes d'érosion démographique. La stabilisation de leur population est un objectif important pour garantir une occupation décentralisée du territoire. Pour cela, les écoles jouent un rôle particulier car elles représentent un atout important pour les villages. Elles sont synonymes d'animation et d'attractivité pour les jeunes familles.

Promotion du niveau tertiaire

Le développement des formations au niveau tertiaire est fondamental pour le développement socio-économique, l'attractivité et la visibilité vers l'extérieur du canton du Jura. Il permet également aux

EQUIPEMENTS SCOLAIRES

U.07.1

étudiants jurassiens de rester dans le canton et ainsi de réduire les dépenses induites par leurs déplacements.

Accessibilité des offres d'enseignement tertiaire

L'implantation des infrastructures d'enseignement tertiaire dans les cœurs de pôle qui offrent de bonnes liaisons avec le réseau ferroviaire national est préconisée. L'objectif est d'assurer leur attractivité avec une bonne connexion au niveau intercantonal et de faciliter le déplacement des étudiants venant de l'extérieur. Afin de poursuivre le développement de ces infrastructures, des perspectives de création d'antennes, d'instituts autonomes ou décentralisés peuvent être envisagées. C'est le cas par exemple dans les domaines HES ou HEP, voire dans des secteurs nouveaux ou de niche où le Jura peut se prévaloir de certains avantages (paléontologie, sciences de la nature et de la terre, archéologie, sciences de la vie, etc.).

Rôle des communes

Il est opportun, dans la mesure du possible, d'occuper en priorité les installations existantes avant d'envisager de nouvelles constructions. Dans ce domaine, pour la scolarité obligatoire, en conformément à l'article 42 de la loi sur l'école obligatoire (RSJU 410.11), les communes sont tenues de mettre à disposition les locaux et installations nécessaires à l'enseignement : elles les aménagent, les équiper, les entretiennent et en assurent la gestion courante.

INSTITUTIONS DE SOINS ET DE SANTE**U.07.2**

INSTANCE RESPONSABLE
Service de la santé publique

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Service du développement territorial
Service des infrastructures

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy et Saignelégier
- MOB.2 Viser une politique de mobilité durable par une offre multimodale et performante
- GOUV.2 Favoriser la constitution d'un réseau urbain jurassien pour développer les collaborations entre les trois pôles régionaux
- GOUV.3 Renforcer la planification régionale

OBJECTIFS

- Assurer à la population l'accès à des prestations de qualité en matière de santé ;
- Limiter l'augmentation des coûts induits par le vieillissement de la population ;
- Favoriser le développement de structures intermédiaires (centres de jour, appartements protégés, lits d'accueil temporaire et lits d'accueil de nuit) afin de prolonger le maintien à domicile des personnes âgées le plus longtemps possible dans de bonnes conditions.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les missions des établissements hospitaliers jurassiens (Hôpital du Jura, Clinique Le Noirmont et Maison de naissances Les Cigognes) sont définies par la planification hospitalière au sens de l'article 7 de la loi sur les établissements hospitaliers (RSJU 810.11) et les prestations sont précisées dans la liste des hôpitaux au sens de l'article 10 de la loi sur les établissements hospitaliers (RSJU 810.11).
2. Les établissements médico-sociaux (EMS) et les unités de vie de psychogériatrie (UVP) sont des lieux de vie offrant des prestations de soins, d'accompagnement, hôtelière et d'animation au sens de la loi sur l'organisation gériatrique (RSJU 810.41). Répartis sur l'ensemble du territoire jurassien, ils doivent être au bénéfice d'une autorisation d'exploiter du département auquel est rattachée le Service de la santé publique garantissant le respect des exigences légales pour accueillir les personnes âgées dépendantes.
3. La réalisation d'appartements protégés et des autres structures intermédiaires (centres de jour, lits d'accueil temporaire et lits d'accueil de nuit) est encouragée et doit correspondre aux besoins définis dans la planification médico-sociale. Répartis sur l'ensemble du territoire jurassien, ces structures intermédiaires doivent être au bénéfice d'une autorisation d'exploiter garantissant le respect des exigences légales (infrastructures, accessibilité et dotation notamment).
4. Les appartements protégés sont des structures intermédiaires offrant aux personnes âgées un cadre sécurisant, une surveillance 24h/24 et notamment des prestations d'aide et de soins. Ils se situent de préférence dans les périmètres de centre. Des synergies avec un établissement existant (EMS par exemple) peuvent être développées en particulier lorsque le projet est une structure offrant des appartements protégés.

**VOIR
AUSSI**

U.01.2

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

INSTITUTIONS DE SOINS ET DE SANTE

U.07.2

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service de la santé publique :

- a) élabore et tient à jour les planifications dans le domaine sanitaire ;
- b) détermine les exigences minimales et veille à leur respect dans le cadre des projets de construction et d'aménagement d'établissements hospitaliers, d'EMS, d'UVP, des structures spécifiques comme les centres de jour, les lits d'accueil de nuit, les lits d'accueil temporaire, les appartements protégés, etc. ainsi que les nouveaux modèles de prise en charge des personnes âgées et plus généralement de la population jurassienne.

Le Service du développement territorial veille à ce que la planification des institutions de soins et de santé soit coordonnée avec l'offre en transports publics et les réseaux de mobilité douce et traduite en termes d'occupation du sol dans les plans d'aménagement local.

Le Service des infrastructures réalise, en collaboration avec les communes, les aménagements routiers et le réseau de mobilité douce.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

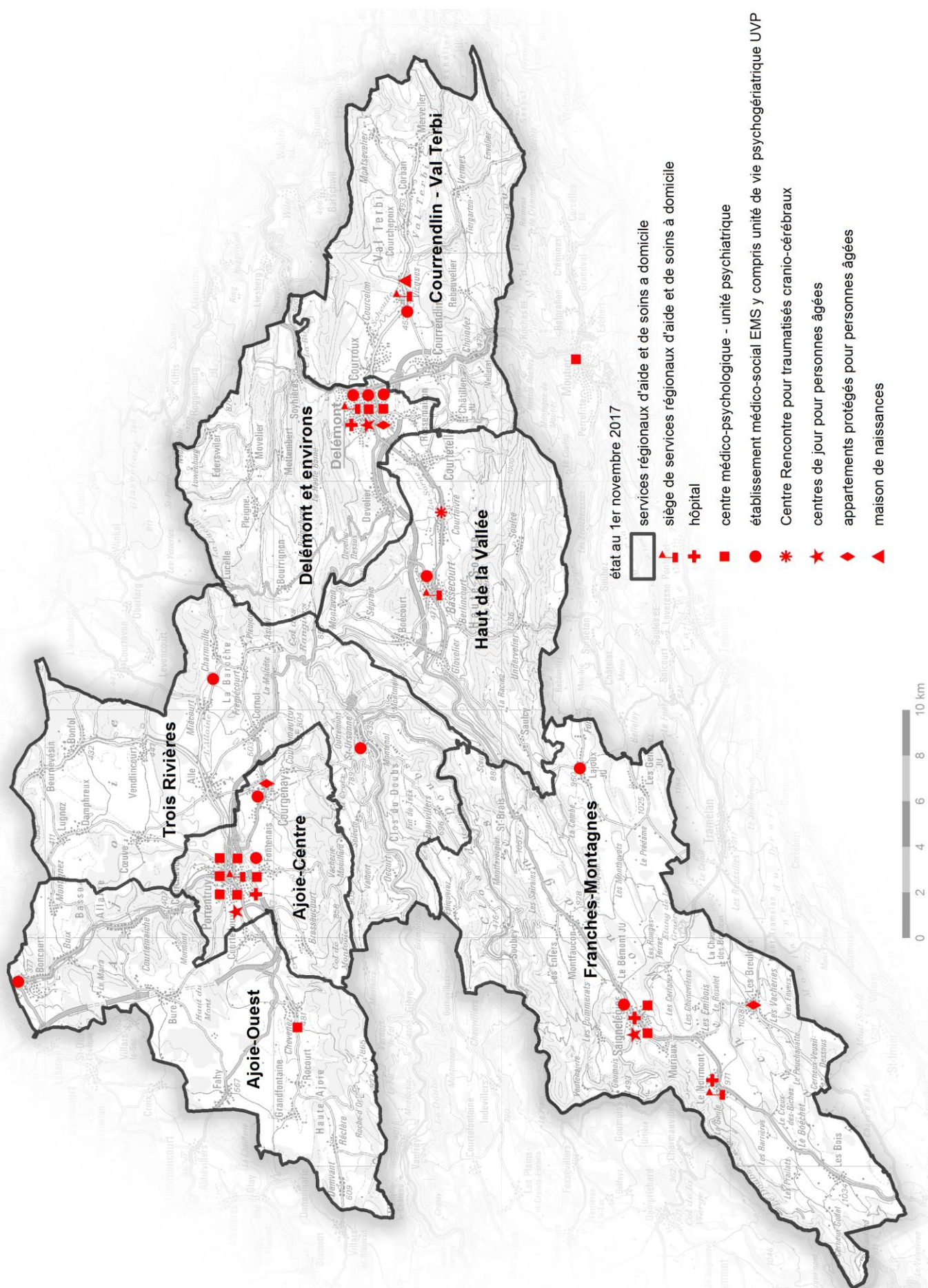
- a) procèdent aux adaptations requises de leur plan d'aménagement local ;
- b) réalisent les réseaux de transports publics, cyclables et piétons en tenant compte des institutions de soins et santé ;
- c) veillent à offrir des prestations aux personnes âgées en favorisant l'implantation des services de soins et de santé.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Planification hospitalière 2015-2020
 - Planification médico-sociale 2022
-

INSTITUTIONS DE SOINS ET DE SANTE

U.07.2



INSTITUTIONS DE SOINS ET DE SANTE

U.07.2

CONTEXTE

En 2015, le Gouvernement jurassien a adopté la planification hospitalière 2015-2020, qui prend le relais du plan hospitalier du 28 mai 2002. Dans ce cadre, le canton a établi la liste hospitalière 2015 (au sens de l'article 10 de la loi sur les établissements hospitaliers, RSJU 810.11) comprenant les hôpitaux cantonaux et intercantonaux en mesure de couvrir les besoins en soins hospitaliers des jurassiens jusqu'en 2020.

Les hôpitaux publics constituent des équipements d'importance cantonale et sont organisés de manière à constituer un seul établissement, autonome de l'Etat, appelé Hôpital du Jura (H-JU) qui déploie ses activités sur plusieurs sites dans les trois cœurs de pôle (deux sites à Delémont, Porrentruy, Saignelégier). L'établissement privée « Clinique Le Noirmont » et la maison de naissances « Les Cigognes » à Vicques sont également reconnus comme établissements hospitaliers. Les quatre sites de l'H-JU sont organisés selon une logique de complémentarité, dans laquelle chaque site se voit attribuer une mission spécifique :

- Delémont : soins intensifs, maternité, pédiatrie et cas lourds pour le site hospitalier ; soins et accueil aux personnes âgées pour la Résidence La Promenade
- Porrentruy : rééducation, neurologie, gériatrie et psychogériatrie hospitalières, soins palliatifs
- Saignelégier : soins et accueil aux personnes âgées

La prise en charge des personnes âgées fait l'objet de la loi sur l'organisation gérontologique (LGer, RSJU 810.41), entrée en vigueur en 2011. De cette loi découle la réalisation de la planification médico-sociale 2022, adoptée par le Gouvernement en 2011. Cette planification est considérée comme « roulante », c'est-à-dire pouvant être mise à jour selon les besoins, l'évolution démographique, les contraintes géographiques, l'évolution des soins, etc.

De nombreux établissements médico-sociaux (EMS), ainsi que des unités de vie de psychogériatrie (UVP) sont repartis sur le territoire cantonal. Ce sont des lieux offrant des prestations de soins, d'accompagnement hôtelier et d'animation au sens de la loi sur l'organisation gérontologique. Les UVP sont des structures spécialisées pour les personnes âgées présentant des troubles cognitifs chroniques.

Les services d'aide et de soins à domicile sont également répartis sur l'ensemble du territoire. C'est encore principalement la Fondation pour l'aide et les soins à domicile (FAS) qui dispense les prestations de ce type, même si les prestataires privés sont de plus en plus nombreux. Pro Senectute et la Croix-Rouge jurassienne proposent également des prestations spécifiques pour les personnes âgées (hors soins).

L'offre de soins psychiatriques aigus n'est plus disponible sur le territoire jurassien depuis la fermeture de l'Unité hospitalière médico-psychologique (UHMP) à l'été 2014. Les patients jurassiens doivent donc se déplacer à Bellelay et/ou à Préfargier (Neuchâtel) pour des hospitalisations en soins psychiatriques aigus. S'agissant de la psychogériatrie, qui concerne les personnes âgées atteintes dans leur santé mentale ou souffrant de maladies psychiatriques liées à l'âge, comme la démence. L'offre est répartie entre les trois cœurs de pôle et divers autres EMS, avec une unité hospitalière spécialisée située sur le site de Porrentruy de l'H-JU. L'unité d'accueil psycho-éducative (UAP) vient compléter cette offre pour adultes. Elle est destinée à l'accompagnement et à la réadaptation progressive de toute personne présentant un problème psychique, souvent associés à des soucis sociaux. Des prestations différenciées y sont dispensées sur deux sites : Chevenez (Haute-Ajoie) (foyer et appartements), Porrentruy (appartements protégés et ateliers).

Enfin, des consultations pluridisciplinaires en pédopsychiatrie, pour enfants et adolescents, sont également disponibles dans les trois cœurs de pôle. Un hôpital de jour (la Villa blanche) se trouve sur plusieurs sites en ville de Porrentruy. Un regroupement sur un seul site est prévu à court terme, avec

INSTITUTIONS DE SOINS ET DE SANTE

U.07.2

le développement de la prise en charge des adolescents, en complémentarité avec l'Unité d'hospitalisation psychiatrique pour adolescents (UHPA) localisée à Moutier.

ENJEUX

Prise en considération du vieillissement de la population

Le vieillissement de la population jurassienne nécessite une planification rigoureuse de prestations en faveur des personnes âgées. C'est le but de la planification médico-sociale qui à un horizon à 2022 (PMS 2022). Il s'agit avant tout de transformer les structures existantes, de favoriser les chambres à un lit, de développer les unités de vie de psychogériatrie (UVP) et les structures intermédiaires tels que les appartements protégés, les centres de jour ainsi que les soins à domicile. La PMS 2022 prévoit une diminution du nombre de lits EMS associée à une augmentation significative des lits UVP et des structures intermédiaires. En effet, certains lits EMS sont occupés par des personnes qui nécessitent peu de soins qui pourraient donc être accueillies dans des structures plus légères, voire à domicile. De manière générale, le maintien à domicile doit permettre à ces personnes de préserver leur autonomie le plus longtemps possible et dans de bonnes conditions.

Développement d'une offre en structures d'accueil alternative

Les structures intermédiaires se trouvent sous différentes formes (centres de jour, lits d'accueil temporaire et appartements). Deux alternatives existent pour ces derniers. Premièrement les appartements adaptés, qui offrent un ameublement et des moyens d'accès adaptés. En second, les appartements protégés, qui permettent de conserver son indépendance tout en ayant à disposition une offre adéquate en matière d'espace communautaire, de prestations paramédicales, thérapeutiques et de surveillance permanente. Pour qu'un logement soit reconnu comme appartement protégé, conformément à la loi sur l'organisation gériatrique (LGer, RSJU 810.41), il doit répondre à certaines exigences, notamment en matière d'infrastructures, de dotation en personnel et d'accessibilité.

Localisation des appartements protégés

Pour contribuer à l'indépendance de leurs résidents, il est important que les appartements protégés bénéficient d'un accès facilité aux prestations et services ou encore aux transports publics et aux services de proximité tels que les commerces par exemple. Cependant, il est également avantageux de les planifier hors des centres, dans des lieux plus calmes et offrant des loyers plus avantageux, ce qui contribue également à une occupation décentralisée du territoire. Par ailleurs, certaines communes manifestent le désir de loger adéquatement leurs personnes âgées sur leur territoire. Lors de la planification de telles structures, des réflexions sont entreprises pour générer des effets de synergies avec d'autres institutions de soins, par exemple des EMS ou des UVP, voire des centres de jour.

Développement du domaine de la psychiatrie

Les offres reçues dans le cadre de la planification hospitalière couvrent pratiquement la totalité des besoins estimés pour 2020. Cependant, dans le domaine de la psychiatrie, des efforts doivent être entrepris pour augmenter l'offre à disposition dans les infrastructures existantes, ou pour développer encore l'ambulatoire par l'ouverture (prévue en 2018) d'un hôpital de jour pour adultes en ville de Delémont.

Développement des structures d'aide et de soins à domicile

Les structures d'aide et de soins à domicile sont également une alternative amenée à se développer encore pour contribuer au maintien des personnes à domicile, notamment en lien avec les appartements protégés. Les prestataires privés se développent plus rapidement que prévu par la PMS.

EQUIPEMENTS SPORTIFS**U.07.3**

INSTANCE RESPONSABLE
Office des sports

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Service du développement territorial
Service de l'enseignement
Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
Centre jurassien d'enseignement et de formation
Service des infrastructures
Communes concernées

LIGNES DIRECTRICES

- URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy et Saignelégier
URB.2 Accompagner la mutation des pôles industriels relais en favorisant les synergies et les complémentarités avec les pôles régionaux
URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population
MOB.2 Viser une politique de mobilité durable par une offre multimodale et performante
GOUV.3 Renforcer la planification régionale

OBJECTIFS

- Répartir judicieusement les équipements sportifs sur le territoire cantonal pour répondre aux différents besoins de toutes les populations ;
- Assurer une utilisation efficace des équipements sportifs ;
- Promouvoir la pratique régulière d'une activité physique et sportive.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les nouvelles salles de sport rendues nécessaires notamment par le développement démographique sont localisées, lorsque cela est possible, à proximité des établissements scolaires, ou sont rapidement accessibles en mobilité douce et par les transports publics.
2. De manière générale, les projets d'équipements sportifs intercommunaux sont encouragés. Ils disposent d'une bonne accessibilité par les transports publics et par la mobilité douce. Ils tirent parti des friches urbaines.

VOIR AUSSI

U.07.1

U.01.1
U.06**MANDATS DE PLANIFICATION****NIVEAU CANTONAL**

L'Office des sports

- a) détermine les besoins en constructions et installations sportives et identifie la répartition géographique des projets ;
- b) encourage la collaboration intercommunale en matière de réalisation d'équipements sportifs.

Le Service du développement territorial :

- a) vérifie la conformité des projets de nouveaux équipements sportifs ;
- b) contrôle les effets des projets sur le territoire.

Le Service des infrastructures réalise, en collaboration avec les communes, le réseau de mobilité douce.

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

EQUIPEMENTS SPORTIFS

U.07.3

NIVEAU REGIONAL

Les planifications régionales coordonnent la répartition et les besoins futurs en matière d'équipements sportifs.

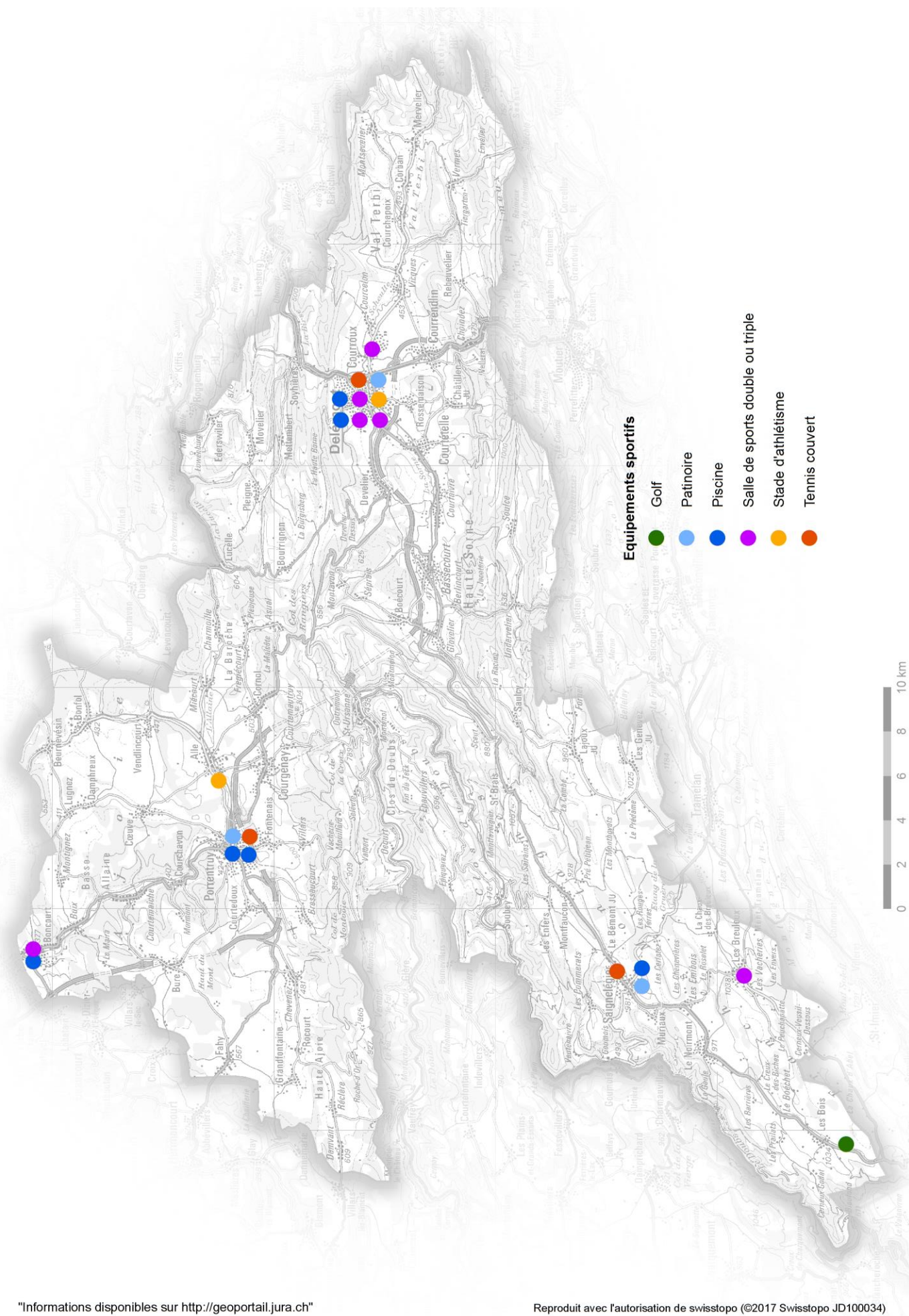
NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) planifient des zones de sport et de loisirs ou des zones mixtes en fonction des besoins en matière d'équipements sportifs et qui répondent aux exigences du plan directeur cantonal ;
 - b) étudient l'opportunité de la réalisation de projets d'équipements sportifs intercommunaux.
-

EQUIPEMENTS SPORTIFS

U.07.3



EQUIPEMENTS SPORTIFS

U.07.3

CONTEXTE

Les équipements sportifs publics sont les installations sportives en main de la collectivité et mises à disposition des écoles, des entités sportives et de la population afin de leur permettre de pratiquer des activités physiques et sportives. Centres sportifs, salles de sport à usage scolaire, piscines publiques, patinoires, terrains de football et stades d'athlétisme sont autant d'équipements sportifs publics disponibles sur le territoire cantonal.

Des équipements sportifs peuvent être reconnus d'importance régionale (voire cantonale) et faire l'objet de subventions, selon l'article 18 de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport si :

- ils sont réalisés dans le cadre d'une entente intercommunale (dont les communes participent à son financement) ;
- ils répondent à un besoin objectif, permettant de couvrir les besoins de la population d'une région représentant la majeure partie du district ;
- ils ne concurrencent pas d'autres installations.

Selon l'article 19 de la loi précitée, ce sont les communes qui, avec accord de l'Etat, aménagent les équipements nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive (EPS) dans leurs écoles. Ces équipements se trouvent si possible à proximité des bâtiments scolaires, de manière à minimiser les coûts liés à la mise en place de transports spécifiques. L'utilisation de ces équipements par d'autres usagers est possible en dehors des horaires scolaires.

Les salles de sport d'envergure (double ou triple) sont réparties de manière inégale sur le territoire cantonal, la plupart se trouvant dans le district de Delémont. Le district de Porrentruy en compte deux et les Franches-Montagnes une seule. Il existe également trois patinoires, une dans chaque cœur de pôle, ainsi que deux stades d'athlétisme (centre sportif de la Blancherie à Delémont et centre régional des Prés-Domont à Alle). Ces équipements accueillent non seulement les amateurs et les entraînements hebdomadaires des entités sportives, mais également diverses manifestations et compétitions.

Six piscines publiques sont à disposition des élèves et sportifs dans le canton. Quatre d'entre elles sont rattachées à un centre sportif (La Blancherie à Delémont qui compte une piscine couverte et de plein air, le centre sportif des Tilleuls à Porrentruy et le centre de loisirs des Franches-Montagnes, tous deux avec une piscine couverte). Porrentruy possède également une piscine municipale de plein air, et Boncourt une piscine municipale couverte.

Les terrains de football et stades d'athlétisme appartiennent aux communes ou aux clubs. De nombreuses communes ont à disposition un terrain pour les matchs, et au minimum un terrain supplémentaire pour les entraînements.

ENJEUX

Prise en considération des besoins en équipements sportifs

En 2016, le canton du Jura manque d'infrastructures sportives. Les besoins sont exprimés par le monde sportif associatif, mais également par les milieux scolaires, car les salles de sports actuelles ne permettent pas à tous les élèves de suivre le nombre de périodes d'EPS requises par le droit fédéral. Certaines classes voient leurs leçons d'EPS réduites et les enseignants recourent parfois à des solutions alternatives pour donner leurs cours d'EPS.

EQUIPEMENTS SPORTIFS

U.07.3

Accessibilité des équipements sportifs

La construction des équipements sportifs doit être planifiée en étroite collaboration avec les communes concernées afin de pouvoir les financer de manière efficiente. Elle sera également établie de manière à garantir leur accès en transports publics et par la mobilité douce, ainsi que pour minimiser les déplacements des élèves se rendant aux cours d'EPS.

Respect des normes des associations sportives nationales

Plusieurs salles de sport dans le canton ne répondent plus aux normes en vigueur. Par ailleurs, certains équipements sportifs ne répondent plus aux exigences permettant aux entités sportives de jouer dans les ligues nationales sans dérogation de la part des associations nationales faîtières.

STANDS DE TIR

U.07.4

INSTANCES RESPONSABLES

Police cantonale, Section de la protection de la population et de la sécurité
Office des sports

LIGNE DIRECTRICE

GOUV.3 Renforcer la planification régionale

AUTRES INSTANCES CONCERNEES

Office de l'environnement
Délégué aux affaires communales
Officier fédéral de tir
Toutes les communes

OBJECTIFS

- Garantir la présence dans le canton d'installations pour la pratique des exercices fédéraux et pour le tir sportif ;
- Limiter les conflits avec l'aménagement du territoire et l'environnement en incitant les regroupements régionaux ;
- Assainir et garantir la sécurité des stands de tir.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les stands de tir régionaux en fonction sont : Bassecourt-Develier, Châtillon, Mormont (Courchavon), Courtemaury (Courgenay), Courroux, Delémont, Fregécourt (La Baroche), Saignelégier, Soubey, Soyhières, Vendlincourt et Vicques (Val Terbi)
2. Les stands de tir locaux en fonction sont : Boécourt, Corban, Cornol, Epiquez (Clos du Doubs), Les Breuleux, Ocourt (Clos du Doubs), Soulce (Haute-Sorne), Saint-Ursanne (Clos du Doubs) et Vellerat.
3. Pour bénéficier d'une autorisation, les installations de tir doivent satisfaire aux exigences d'accessibilité, de sécurité, de protection de l'environnement, d'affectation du sol et aucun intérêt public prépondérant ne doit s'y opposer.
4. Les installations qui subsistent doivent être équipées de récupérateurs de balles d'ici au 1^{er} janvier 2020 et, si exigé par l'Office de l'environnement, assainies conformément aux exigences des législations sur les déchets et les sites pollués.
5. Les stands de tir sont autorisés hors de la zone à bâtir compte tenu des immissions sonores qu'ils génèrent.
6. Les stands de tir de plus de quinze cibles font l'objet d'un plan spécial régional ou communal.

VOIR AUSSI

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

STANDS DE TIR

U.07.4

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

La Section de la protection de la population et de la sécurité de la Police cantonale délivre l'autorisation d'exploiter l'installation de tir et peut, pour des raisons de sécurité, ordonner la fermeture totale ou partielle d'une installation de tir ou sa suppression, conformément à l'ordonnance sur les installations servant au tir hors du service (RS 510.512).

L'Office des sports :

- a) planifie le tir sportif ;
- b) coordonne la planification du tir sportif avec les services concernés.

Le Service du développement territorial examine, avec les services concernés, la conformité des installations aux exigences de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

L'Office de l'environnement :

- a) détermine l'impact sonore des tirs de toutes les installations, en informe les milieux concernés (communes et associations) et ordonne les éventuelles mesures d'assainissement relatives à la protection contre le bruit ;
- b) fait établir par les communes un cadastre du bruit pour toutes les installations de tir à 25, 50 et 300 m pour lesquelles les niveaux sonores estimés sont proches ou dépassent les valeurs limites d'immission ;
- c) fait appliquer les dispositions relatives aux sites pollués, aux déchets et aux autres dispositions légales environnementales.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

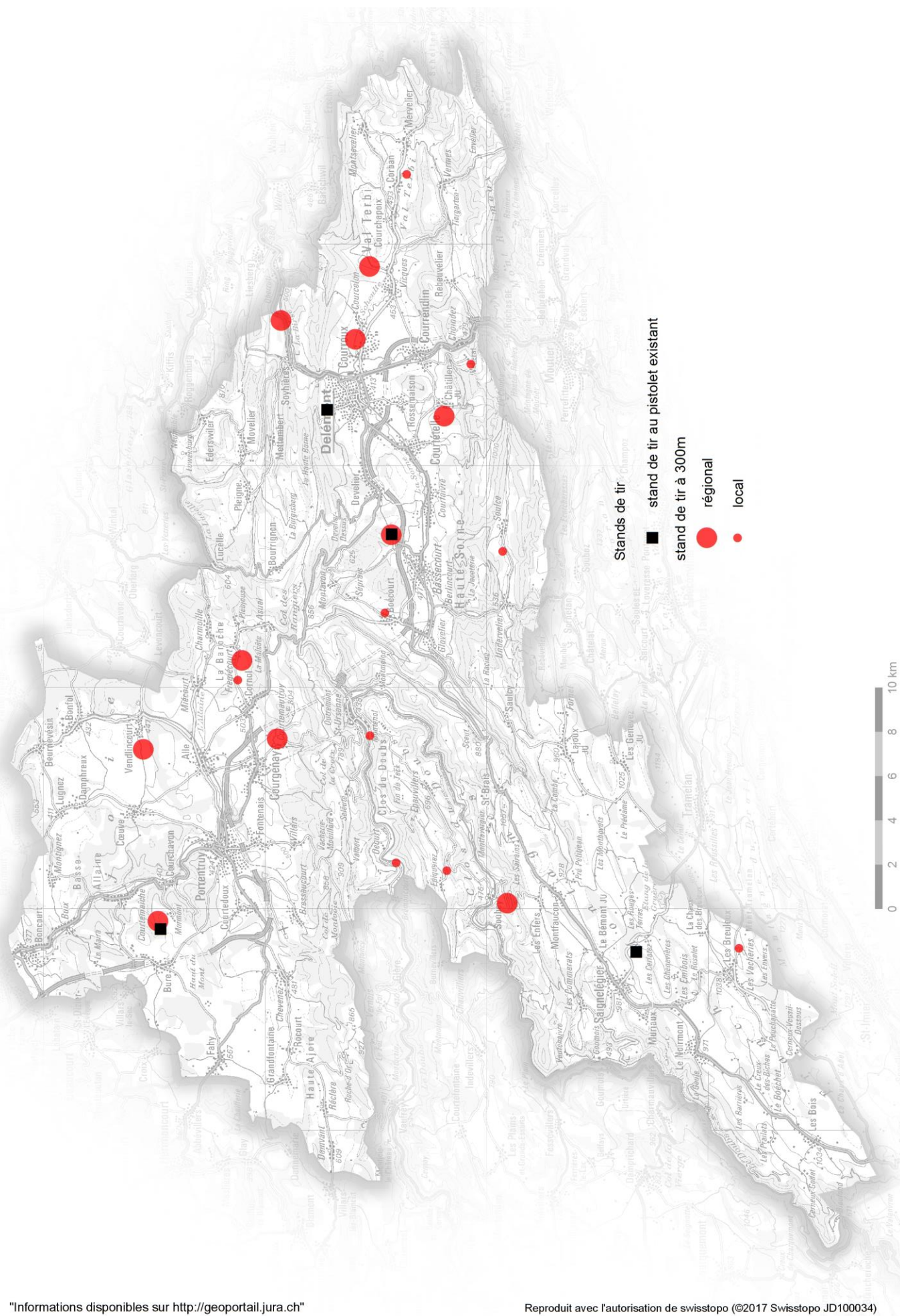
- a) établissent, d'office ou sur requête de l'Office de l'environnement, un cadastre du bruit pour toutes les installations de tir à 25, 50 et 300 m, ayant des niveaux sonores proches des valeurs limites d'immission, qui auront une vocation régionale et pour toutes celles que les autorités communales voudront maintenir sur leur territoire, mais avec une utilisation locale ;
- b) veillent à ce qu'il n'y ait plus de tirs en terre à partir de 2020. Dans l'intervalle, elles contrôlent que les installations temporaires mises en place (billons de bois par exemple) sont entretenues et que les déchets produits sont éliminés selon des filières adéquates ;
- c) prennent, le cas échéant, les mesures de mise en conformité des installations appelées à subsister.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Groupe de travail chargé de définir un concept global de régionalisation des installations de tir sur le territoire de la République et Canton du Jura (2001), Concept global de régionalisation des installations de tir, rapport final, version 2, Porrentruy.

STANDS DE TIR

U.07.4



STANDS DE TIR

U.07.4

CONTEXTE

Les stands de tir relèvent d'activités militaires (exercices fédéraux) et d'activités de loisirs (tir sportif). Pour ce qui est du tir avec les armes d'ordonnance (fusil, pistolet et armes de sport à grand calibre), il existe 21 stands de tir en 2016, partagés entre 31 sociétés locales. Les stands de tir se distinguent en deux catégories :

- les stands de tirs locaux : ces installations peuvent bénéficier d'un soutien financier du fonds pour la promotion du sport (articles 22 et 23 de l'ordonnance portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport - RSJU 415.11) pour les projets d'aménagement en lien avec la pratique sportive ;
- les stands de tirs régionaux : ces installations à caractère régional et d'intérêt public peuvent bénéficier d'une subvention de la part de l'Etat au titre de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport (article 18 - RSJU 415.1).

Les installations doivent répondre aux prescriptions de la Confédération « Les exigences techniques des installations de tir pour le tir hors du service » et sont homologuées par des experts fédéraux.

En matière d'utilisation du sol, la pratique du tir doit répondre aux prescriptions dans les domaines suivants :

- protection contre le bruit ;
- protection des sols ;
- protection des eaux ;
- sites pollués et gestion des déchets ;
- sécurité et urbanisation.

ENJEUX

Exercices fédéraux et tir sportif

Les stands de tir existants suffisent aux besoins de l'armée. En parallèle, il est important de garantir des sites de qualité et accessibles aux tireurs sportifs.

Mise en conformité des stands de tir

L'exploitation et l'assainissement futur des installations de tir sont conditionnés par la pose de récupérateur de balles jusqu'au 1^{er} janvier 2020 au plus tard.

Actuellement, seul le stand de tir régional de Courroux-Courcelon présente un léger dépassement de valeurs limites d'immission selon l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB, RS 814.41) et nécessite la construction d'une digue anti-bruit. Certains stands en activité sont également classés comme « nécessitant un assainissement » au sens de l'ordonnance fédérale du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (OSites, RS 814.680), cependant il ne s'agit pas d'assainissements prioritaires (état au 1^{er} janvier 2016). Les sites présentant des risques notables pour les eaux souterraines ont déjà été assainis.

Limitation des impacts sur l'environnement

L'impact sur l'environnement, notamment le bruit, est plus ou moins équivalent selon la distance de tir. C'est davantage le nombre de tirs qui est susceptible d'avoir un effet important sur l'environnement. Or, le nombre de tirs dépend directement du nombre de cibles. Par le passé, l'étude d'impact sur l'environnement était obligatoire pour toutes les installations de tir de 300 m comportant 15 cibles. Cette exigence est désormais abrogée mais l'obligation de planifier à partir de 15 cibles est reprise ici. En effet, il est considéré que le non-assujettissement à l'étude d'impact sur l'environnement n'a pas pour conséquence de soustraire l'objet à l'obligation de planifier.

STANDS DE TIR

U.07.4

Régionalisation des stands de tir

Dans le futur, d'éventuels regroupements de sociétés de tir sont toujours possibles. La régionalisation des stands de tir telle que définie dans un concept global en 2001 déploiera ses effets d'ici quelques années. Dès cet instant, il y aura lieu de refaire une analyse.

AIRE POUR LES GENS DU VOYAGE

U.07.5

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Police cantonale
Service des infrastructures
Commune de Delémont
Commune de Fontenais
Commune de Porrentruy

OBJECTIF

- Mettre à disposition, pour les gens du voyage, une aire de passage et une aire de transit présentant les meilleures critères d'implantation (accessibilité depuis l'autoroute, absence de trafic dans les localités, disponibilité foncière, impact limité sur les terres agricoles, continuité bâtie).

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Une aire de passage, destinée aux gens du voyage de nationalité suisse, est réalisée à proximité de la jonction autoroutière de Porrentruy-Ouest.
2. Une aire de transit, destinée aux gens du voyage de nationalités étrangères, est réalisée, en collaboration avec la Confédération, à proximité de la jonction autoroutière de Delémont-Ouest, immédiatement au nord du Centre d'entretien de l'A16.
3. Des aménagements paysagers sont réalisés afin de protéger autant que possible les aires des nuisances de la route et d'assurer leur intégration paysagère.

VOIR AUSSI

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Service du développement territorial mène la procédure d'adoption du plan spécial cantonal, en collaboration avec les communes concernées ainsi qu'avec la Confédération pour l'aire de transit.

Le Service des infrastructures réalise l'aménagement, assure la mise à disposition et l'entretien des installations nécessaires aux aires pour les gens du voyage.

La Police cantonale :

- a) effectue les tâches de police administrative (notamment la perception des taxes) et assure la sécurité des aires pour les gens du voyage ;
- b) peut mandater une police municipale ou une entreprise privée pour effectuer les tâches de police administrative en rapport avec les aires pour les gens du voyage.

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

AIRE POUR LES GENS DU VOYAGE

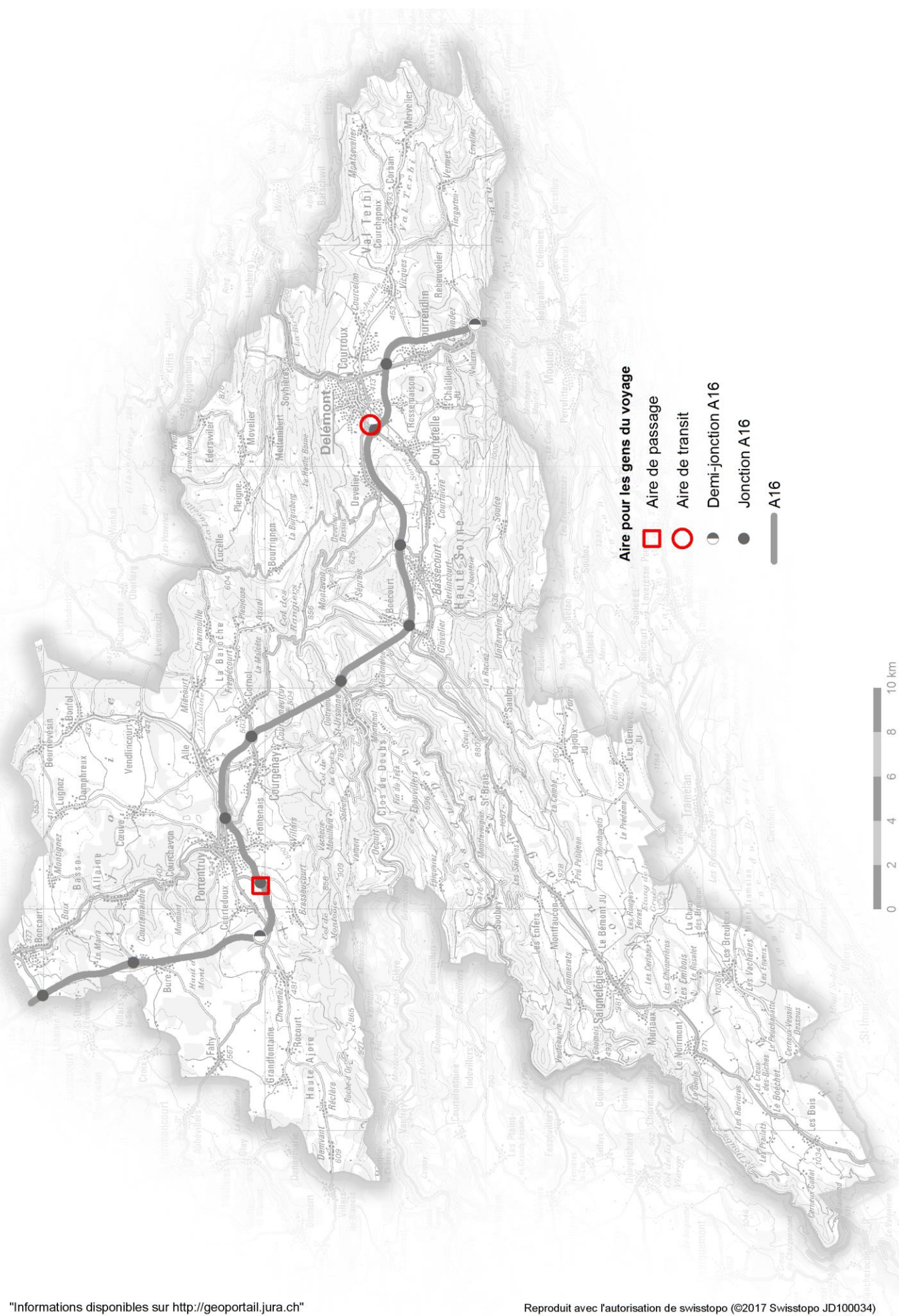
U.07.5

NIVEAU COMMUNAL

Les communes concernées sont associées à l'élaboration de la planification de détail et au suivi et à la gestion des aires pour les gens du voyage.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Fondation Assurer l'avenir des gens du voyage (2001), Gens du voyage et développement territorial, Berne.
 - Eigenmann Th., Eugster Rolf (2001), Fahrende und raumplanung. Gutachten, St. Gallen : Eingenman, Rey, Rietmann BSP/FSU.
-



AIRE POUR LES GENS DU VOYAGE

U.07.5

SITUATION ACTUELLE

Depuis le milieu des années 1990, le canton est confronté à la présence temporaire des gens du voyage de nationalité suisse et étrangère. Ceux-ci arrivent par groupes, en caravanes, sans connaître l'emplacement qui pourra leur être mis à disposition. Cette situation crée parfois des tensions avec la population locale.

Pendant près de quinze ans, une surface située en bordure de l'A16, à la hauteur de Bassecourt et destinée à l'aménagement d'une aire de repos, a servi d'emplacement provisoire. Depuis 2014, cet emplacement n'est plus utilisable en raison de la réalisation de l'aire de repos.

ENJEUX

Mise à disposition d'une aire de passage et une aire de transit pour les gens du voyage

Pour éviter d'éventuels conflits de cohabitation entre les gens du voyage de nationalité suisse et ceux de nationalité étrangère, il a été décidé de planifier deux aires distinctes.

Situés à proximité immédiate de jonctions autoroutières, les sites retenus permettent d'éviter le trafic de transit des gens du voyage à l'intérieur de localités jurassiennes. De propriété publique, ils répondent aux exigences légales notamment en matière d'accès, d'équipements, d'impact sur l'agriculture et sur l'environnement. Par ailleurs, le fait que les deux aires soient situées à l'écart de zones résidentielles est de nature à en renforcer l'acceptation par la population.

Les sites retenus ont un impact minime sur le territoire. Ils permettent de trouver une solution à un coût raisonnable (équipement en partie présent) et acceptable pour toutes les parties en matière d'accueil des gens du voyage. Ils constituent une alternative positive face aux occupations sauvages de terrains qui sont sources de conflits de propriété et de voisinage.

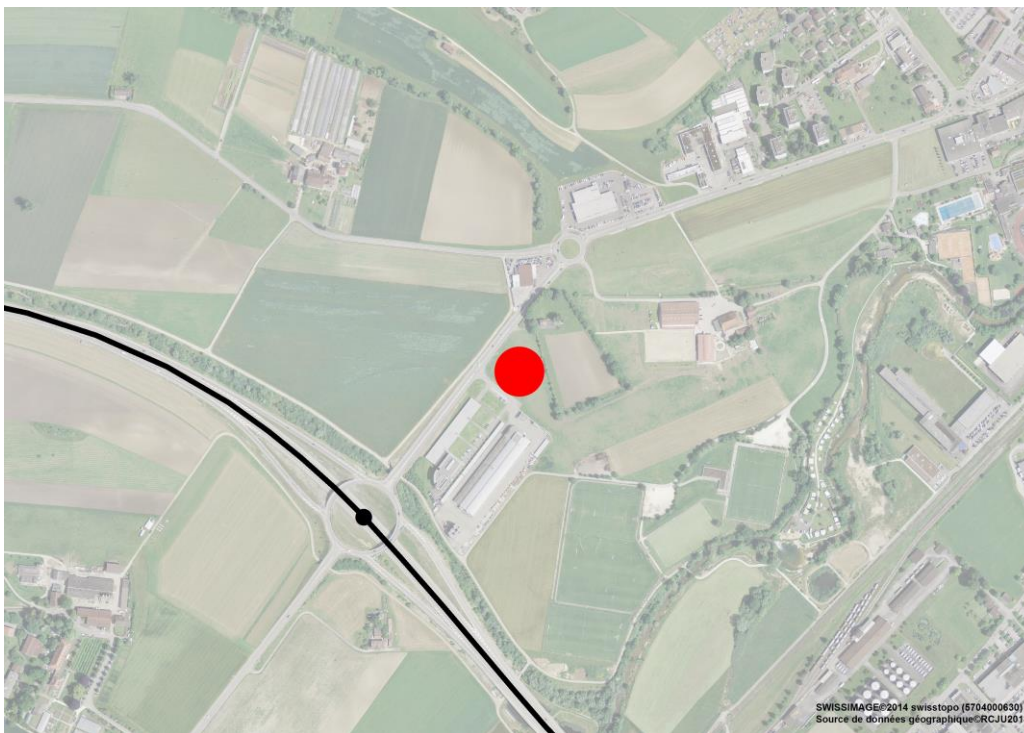
- Aire de passage : « Jonction autoroutière Porrentruy-Ouest »



AIRE POUR LES GENS DU VOYAGE

U.07.5

- Aire de transit : jonction autoroutière « Delémont-Ouest »



Accueil et gestion des gens du voyage étrangers

Un concept d'accueil et de gestion des gens du voyage étrangers a été élaboré par le Gouvernement jurassien et l'Association jurassienne des communes (AJC) en début d'année 2017. Ce concept vise à garantir la sécurité sanitaire et publique ainsi que la gestion efficace de l'aire de transit. Les principes développés dans ce concept découlent notamment des recommandations de la Conférence latine des Chefs de départements de justice et police (CLDJP). Les principaux principes sont les suivants :

- dimensionner l'aire pour une capacité de 30 caravanes ;
- garantir l'équipement de l'aire avec les commodités nécessaires (eau, électricité, bennes à déchets, WC, douches) ;
- prélever une taxe de stationnement ainsi qu'une caution pour couvrir d'éventuels frais de nettoyage ou de remise en état du site ;
- annoncer au préalable l'arrivée sur l'aire ;
- limiter la durée du séjour à sept jours consécutifs.

ZONE DE HAMEAU**U.08**

INSTANCE RESPONSABLE
Communes concernées

LIGNE DIRECTRICE
URB.4 Mettre en valeur le patrimoine bâti des hameaux et des territoires d'habitat traditionnellement dispersé

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Service du développement territorial
Office de la culture
Office de l'environnement
Service de l'économie rurale
Commission des paysages et des sites
Toutes les communes

OBJECTIFS

- Maintenir la présence d'une population non agricole résidant à l'année dans l'espace rural ;
- Favoriser le maintien des services à la population agricole et non agricole ;
- Permettre localement l'introduction d'activités autres qu'agricoles ;
- Permettre une meilleure utilisation de la substance bâtie existante ;
- Préserver et protéger de l'abandon des groupes de bâtiments culturellement intéressants.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT**VOIR
AUSSI**

1. Le hameau est une entité bâtie à part entière, formant une unité en soi, distante de la zone à bâtir d'au moins 300 m, dont l'origine remonte au moins à la fin du XIX^e siècle, composé de 5 à 20 bâtiments principaux habités à l'année (les maisons de vacances et autres résidences secondaires ne sont pas prises en compte). Les bâtiments sont situés à une distance de 30 à 50 m les uns des autres. La limite de la zone de hameau doit enserrer étroitement l'entité urbanisée à sauvegarder.
2. Les petites entités urbanisées suivantes sont affectées à la zone de hameau :
 - Commune de Clos du Doubs : La Motte, Monturban, Montvoie, Valbert
 - Commune de Develier : Develier-Dessus
 - Commune des Bois : Le Biaufond, Le Boéchet, Le Cerneux-Godat, Les Prailats
 - Commune de Montfaucon : Le Pré Petitjean
 - Commune de Saulcy : La Racine
3. Le statut des petites entités urbanisées suivantes est à réexaminer lors de la révision du plan d'aménagement local de la commune concernée :
 - Commune de Basse-Allaine : Grandgourt, Le Maira
 - Commune de Clos du Doubs : Essertfallon, Montmelon-Dessus, Ravines
 - Commune de Haute-Ajoie : Roche d'Or
 - Commune de Haute-Sorne : Sceut
 - Commune de La Baroche : La Touillère
 - Communes de La Baroche et Pleigne : Lucelle
 - Commune du Bémont : La Bosse
 - Commune du Noirmont : Le Peu Péquignot, Les Barrières
 - Commune des Bois : Le Peu-Claude
 - Commune des Genevez : Le Prédame, Les Vacheries
 - Commune de Montfaucon : Les Sairains, Montfavergier
 - Commune de Muriaux : Le Cerneux-Veuil-Dessous, Le Roselet

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

ZONE DE HAMEAU**U.08**

- Commune de Saignelégier : Les Cerlatez, Vautenaivre
- Commune de Soyhières : Les Riedes-Dessus

4. Les constructions et installations conformes à l'affectation de la zone agricole sont autorisées en zone de hameau. De nouvelles constructions ne sont admises dans la zone de hameau que si elles répondent aux exigences de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700).

5. Les changements d'affectation partiels ou totaux, les transformations, les agrandissements et les reconstructions de constructions ou installations préexistantes dans la zone sont considérés comme étant conformes à l'affectation de la zone de hameau. L'aspect extérieur, la structure et les abords des bâtiments demeurent, pour l'essentiel, inchangés suite aux travaux effectués. De nouvelles constructions ou installations ne sont autorisées qu'exceptionnellement. Il ne peut s'agir que de dépendances de bâtiments principaux (remises, garages, bûchers).

Les nouvelles affectations et constructions conservent et mettent en valeur l'aménagement des alentours, tels que jardins, vergers, clos à veaux ou à chapons, cours, murs de pierres sèches, petit mobilier urbain, etc. Elles n'entraînent pas de nuisances importantes du point de vue environnemental ou pour la population résidente, ne provoquent pas un trafic démesuré, ne portent pas atteinte à la structure du bâti ou à la qualité du site, au point que le hameau perde ses caractéristiques remarquables.

La construction de dépendances ou les agrandissements de bâtiments existants ne sont pas autorisés au-delà du périmètre de la zone de hameau délimité sur le plan de zones communal, exceptés les projets conformes à la zone agricole ou imposés par leur destination au sens de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700).

6. Les agrandissements de logements existants utilisés comme résidence secondaire sont autorisés même si la commune se trouve dans le champ d'application de la législation sur les résidences secondaires. Peu importe s'il en résulte de nouveaux logements. Il n'est toutefois pas possible de créer des logements utilisés comme résidence secondaire dans les bâtiments qui en étaient jusqu'alors dépourvus.

7. Une décision cantonale hors zone à bâtir au sens de l'article 25, alinéa 2 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700) doit être délivrée pour tout projet soumis à permis de construire en zone de hameau.

U.09

MANDATS DE PLANIFICATION**NIVEAU CANTONAL**

Le Service du développement territorial :

- a) vérifie la délimitation des zones de hameaux sur les plans de zones et l'inscription dans les règlements communaux sur les constructions des règles y applicables ;
- b) veille au respect des conditions applicables aux zones de hameau.

ZONE DE HAMEAU

U.08

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

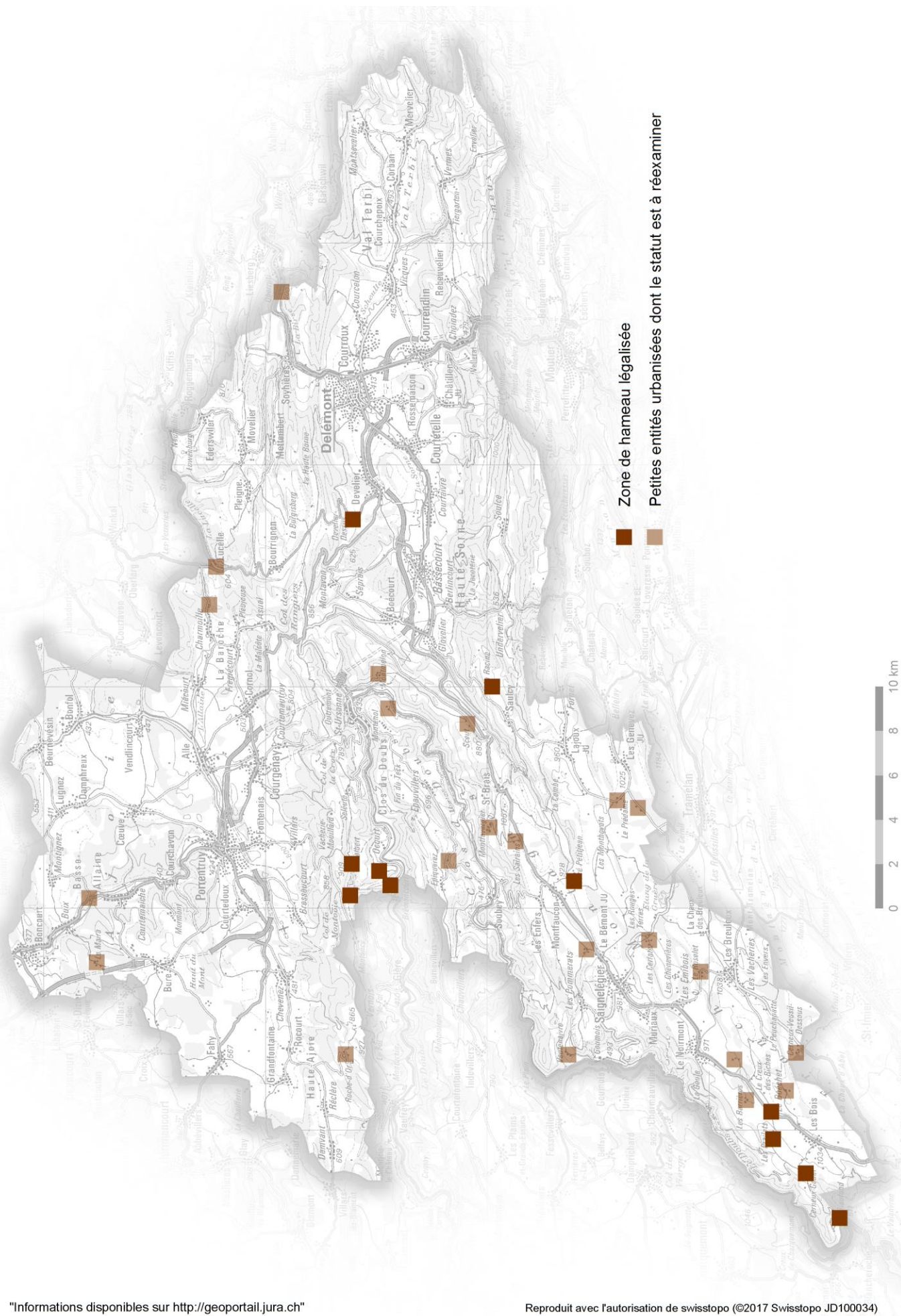
- a) s'informent préalablement auprès du Service du développement territorial des conditions et critères à respecter pour déterminer des zones de hameau ;
- b) examinent, lors de la révision de leur plan d'aménagement local, si les zones de hameau légalisées (cf. principe d'aménagement 2) répondent aux critères énoncés ci-dessus ;
- c) intègrent dans leur plan d'aménagement local les périmètres des zones de hameau et les dispositions réglementaires spécifiques, conformément aux critères ci-dessus.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Service de l'aménagement du territoire (1993), La protection des sites bâtis : application de l'ISOS. Document du Service de l'aménagement du territoire n°4, Delémont
- Service de l'aménagement du territoire (1994), Permis de construire hors de la zone à bâtir. Zone agricole et forêt. Document de l'aménagement du territoire n°6, Delémont
- Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN) (1999), Résoudre le problème épineux des hameaux, Berne
- Office fédéral du développement territorial (ODT) (2000), Nouveau droit de l'aménagement du territoire. Explications relatives à l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire et recommandations pour la mise en œuvre, Berne
- Office fédéral du développement territorial (ODT) (2000), « Critères permettant de juger si des constructions et installations sont dignes de protection au sens de l'article 24d LAT et de l'article 39 OAT », in Nouveau droit de l'aménagement du territoire, Berne : Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).
- Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) (2002), Guide pour l'aménagement du territoire rural dans l'Arc jurassien, Lausanne : cantons de Berne, Vaud, Neuchâtel et Jura
- Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN) (2014), Petites entités urbanisées hors zone à bâtir et petites zones à bâtir. Territoire et Environnement 4/2014, Berne

INDICATEUR DE SUIVI

- Evolution du milieu bâti en zone agricole
-



ZONE DE HAMEAU

U.08

CONTEXTE

Le canton du Jura est caractérisé par sa structure d'habitat relativement dispersée. Celle-ci se traduit par la présence de nombreux villages qui permettent une occupation décentralisée du territoire mais également de hameaux et fermes isolées. Ces derniers constituent une composante importante des paysages ruraux jurassiens. La forte présence de l'activité agricole y a joué un rôle primordial.

Depuis plusieurs années, les villages perdent de la population au profit, notamment, des pôles régionaux. Les hameaux subissent également cette déprise démographique. Ils sont aussi confrontés aux mutations de l'agriculture (réduction du nombre d'exploitations, inadaptations des bâtiments traditionnels aux besoins de l'agriculture moderne, etc.) qui conduisent à l'abandon progressif de nombreux bâtiments agricoles (fermes, granges, remises).

Actuellement, de nombreuses petites entités urbanisées ne sont pas affectées la zone de hameau. Cette notion apparue tardivement, ajout en 1989 de l'article 33 à l'ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire (OAT, RS 700.1), n'est pas prise en considération dans tous les plans d'aménagement local. Les petites entités urbanisées ont ainsi été affectées soit à la zone à bâtir soit à la zone agricole.

L'article 33 OAT offre aux cantons la possibilité de créer des zones spéciales (article 18 de la loi sur l'aménagement du territoire - LAT, RS 700) hors de la zone à bâtir ordinaire. La zone de hameau n'est pas une zone à bâtir, mais une zone spéciale au sein de la zone agricole dont l'adoption permet de considérer les travaux projetés comme imposés par leur destination. Il faut cependant que les hameaux en question possèdent des racines culturelles et historiques anciennes et qu'ils aient une importance dans le paysage. Une petite entité urbanisée peut être prise en compte pour la délimitation d'une zone de hameau seulement si l'activité agricole y est devenue secondaire. Dans le cas contraire, le territoire considéré doit rester dédié à l'agriculture (art.16 LAT).

Les zones de hameau sont à distinguer des fermes isolées, affectées à la zone agricole, et des petits villages, classés en zone à bâtir. Ainsi, une zone de hameau se caractérise par la présence minimale de 5 et maximale de 20 bâtiments, occupés à l'année. Par ailleurs, ces secteurs doivent être distinctement détachés du tissu bâti. Une distance de 300 m est fixée en deçà de laquelle la petite entité urbanisée doit être à classer en zone à bâtir. La zone de hameau se définit par une certaine cohérence, les bâtiments sont éloignés au maximum de 50 m, et le caractère historique du tissu bâti (son origine remonte à la fin du XIX^e siècle).

Lors de la précédente révision du plan directeur cantonal en 2005, le canton a fait usage de la possibilité de créer des zones de hameaux (article 57b de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire - LCAT, RSJU 701.1) et à déléguer l'application aux communes, mieux à même de tenir compte des caractéristiques locales.

ENJEUX

Maintien de la population dans l'espace rural

La délimitation d'une petite entité urbanisée hors de la zone à bâtir (zone de hameau) a pour objectif, dans des secteurs où la fonction agricole perd de son importance, de maintenir et réhabiliter des ensembles bâtis cohérents. Elle permet le maintien ou le renforcement de la vitalité de l'espace rural, en assurant la présence d'une population non agricole résidant à l'année.

En raison, notamment de leur isolement géographique, certains ensembles bâtis connaissent une désaffectation. Pour contrer ce phénomène, il est essentiel d'autoriser, à certaines conditions, leur transformation pour des occupations non agricoles ou pour une diversification des activités agricoles.

ZONE DE HAMEAU

U.08

Diversification des activités et maintien du patrimoine bâti

La délimitation de zones de hameau doit permettre localement l'introduction d'activités autres qu'agricoles. Pour ce faire, il est nécessaire de contrer la dynamique d'abandon en permettant la préservation et la réhabilitation du patrimoine bâti existant à travers une politique adaptée de leur affectation (résidence principale, résidence secondaire, petite hôtellerie de type gîtes ruraux ou chambres d'hôtes). Les changements d'affectation, ainsi qu'une meilleure utilisation de la substance bâtie existante permettent de préserver et protéger de l'abandon des groupes de bâtiments culturellement intéressants.

RESIDENCES SECONDAIRES

U.09

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

LIGNE DIRECTRICE
URB.3 Renforcer la vie sociale et économique des villages
pour maintenir la population

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Communes concernées

OBJECTIFS

- Maîtriser le développement des résidences secondaires ;
- Garantir la vitalité des villages en permettant le changement d'affectation et/ou la transformation en résidences secondaires des bâtiments situés dans les centres protégés.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les communes entrant dans le champ d'application de la législation sur les résidences secondaires ne peuvent autoriser de telles résidences que dans les limites imposées par celle-ci.
2. Dans les communes où la proportion de résidences secondaires est supérieure à 20 %, la création de nouveaux logements sans restriction d'utilisation dans des bâtiments situés en zone à bâtir peut être autorisée, en application de l'article 9 de la loi sur les résidences secondaires (LRS, RS 702), pour ceux qui remplissent au moins l'une des conditions suivantes :
 - a) mentionnés au répertoire des biens culturels (RBC) avec un intérêt national ou régional. Les bâtiments inscrits au RBC sont les bâtiments protégés au sens de la loi sur les résidences secondaires (LRS, RS 702) ;
 - b) les bâtiments caractéristiques du site définis selon la législation cantonale sur les résidences secondaires.
3. Afin de rétablir une certaine équité entre résident principal et résident secondaire, notamment par une participation de ces derniers au financement des dépenses publiques, les communes peuvent prélever une taxe annuelle sur les résidences secondaires.

VOIR AUSSI

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Le Canton :

- a) désigne le Service du développement territorial comme autorité chargée de surveiller l'exécution de la loi fédérale sur les résidences secondaires (LRS, RS 702) ;
- b) fixe la procédure permettant de déterminer les bâtiments caractéristiques du site dans la législation cantonale sur les résidences secondaires.

Le Service du développement territorial :

- a) vise à un développement équilibré s'agissant des résidences principales et des résidences secondaires ;

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

RESIDENCES SECONDAIRES

U.09

-
- b) identifie les régions pour lesquelles des mesures d'aménagement sont prises pour atteindre un rapport équilibré entre résidences principales et résidences secondaires.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes concernées :

- a) prennent les mesures d'aménagement nécessaires dans leur planification locale pour limiter le nombre de nouvelles résidences secondaires et d'améliorer le taux d'occupation de celles-ci ;
- b) peuvent étudier l'opportunité de prélever une taxe sur les résidences secondaires et, le cas échéant, fixent les modalités.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Office fédéral pour le développement territorial (2014), Forum du développement territorial : Quel avenir pour les résidences secondaires ?, Berne
- P.Gmür Conseil & Développement (2016), Logements et commerces abandonnés : étude de base de quatre communes-test - Analyse et proposition de mesures, Lausanne.

INDICATEUR DE SUIVI

- Proportion de résidences secondaires par commune
-

RESIDENCES SECONDAIRES

U.09

CONTEXTE

Le 11 mars 2012, le peuple suisse et les cantons ont accepté l'initiative « Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires » inscrivant dans la Constitution fédérale (article 75b, RS 101) une limitation de la part de résidences secondaires à 20% pour les communes. L'objectif visé est de contrer efficacement la prolifération de résidences secondaires, notamment dans les territoires à vocation touristique.

Les Franches-Montagnes, le Clos du Doubs, la Haute-Ajoie, la Baroche et la Vendline-Coeuvatte sont les régions qui concentrent la grande majorité des communes dont le taux de résidences secondaires est supérieur à 20%. Ces dernières sont mentionnées dans l'annexe de l'ordonnance sur les résidences secondaires (ORSec, RS 702.1). La gestion de ces résidences secondaires représente un élément essentiel pour le maintien de la vitalité des villages jurassiens.

ENJEUX

Préservation du patrimoine bâti et de la vitalité villageoise

La plupart des villages jurassiens connaissent depuis plusieurs années une déprise démographique. Cette perte de population entraîne de nombreuses conséquences sur le plan économique, social et patrimonial. Les centres villageois se vident de leur population, engendrant l'abandon progressif de bâtiments, notamment ceux à forte valeur patrimoniale, et la fermeture de bon nombre d'artisans et commerces locaux. L'enjeu pour ces communes est de pouvoir attirer une population supplémentaire, saisonnière ou de week-end, en encourageant la transformation des bâtiments existants, notamment en résidences secondaires, pour préserver le patrimoine bâti et faire vivre le commerce et l'artisanat local.

Équité entre les résidents principaux et les résidents secondaires

Les communes investissent d'importantes sommes dans l'entretien de leurs infrastructures ainsi que dans l'offre de services à leur population. Ces investissements sont en grande partie à la charge des habitants résidant toute l'année dans la commune. Néanmoins, les résidents secondaires profitent des infrastructures et des services de la commune lors de leur séjour. Les communes peuvent ainsi prélever une taxe sur les résidences secondaires afin de rétablir une certaine équité entre les résidents principaux et les résidents secondaires.

PLANIFICATIONS REGIONALES**U.10**

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

LIGNE DIRECTRICE
GOUV.3 Renforcer la planification régionale

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Délégué aux affaires communales
Service de l'économie rurale
Toutes les communes

OBJECTIFS

- Garantir un développement équilibré, cohérent et transversal à l'échelle des espaces fonctionnels ;
- Organiser, à un niveau intercommunal voire régional, l'utilisation du sol de manière rationnelle ;
- Mutualiser les ressources pour favoriser les économies d'échelle ;
- Permettre aux petites communes de disposer de moyens techniques, administratifs et financiers nécessaires à l'exécution des tâches qui leur incombent.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Les trois pôles régionaux de Delémont, Porrentruy et Saignelégier élaborent un plan directeur régional.

Le périmètre du pôle régional de Delémont reprend la délimitation spatiale du syndicat d'agglomération, conformément au principe d'aménagement 1 de la fiche U.10.1.

Concernant les pôles régionaux de Porrentruy et de Saignelégier, il revient aux communes de proposer une délimitation spatiale du pôle régional, d'en justifier les contours et de les proposer au canton, qui en vérifie le bien-fondé. Certaines communes, par leur fonctionnement, sont intimement liées au cœur de pôle. Dès lors, elles font partie du pôle régional. Il s'agit des communes suivantes :

- Pôle régional de Porrentruy :
 - Alle
 - Courgenay
 - Courtedoux
 - Fontenais
- Pôle régional de Saignelégier
 - Le Noirmont
 - Les Breuleux

D'autres communes peuvent également faire partie de ces deux pôles régionaux en raison de leur proximité géographique et du lien plus ou moins étroit qu'elles entretiennent avec le cœur de pôle.

2. Les villages et pôles industriels relais ont la possibilité de définir leur propre plan directeur régional. Le cas échéant, il revient aux communes concernées de proposer un territoire régional hors des pôles régionaux, d'en justifier les contours et de les proposer au canton, chargé d'en vérifier le bien-fondé.

**VOIR
AUSSI**

U.01

U.10.1

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

PLANIFICATIONS REGIONALES**U.10**

Ces communes ont également la possibilité d'intégrer le plan directeur régional d'un pôle régional dont la délimitation spatiale peut prendre en compte tout ou une partie du district.

3. Le plan directeur régional, conformément à l'article 75f de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT, RSJU 701.1), est structuré selon les cinq domaines que traite le plan directeur cantonal soit :
 - a) urbanisation et mise en valeur du milieu bâti
 - b) transports et communications
 - c) nature et paysage
 - d) environnement
 - e) approvisionnement et gestion des déchets

D'autres thèmes peuvent compléter le plan directeur régional (développement économique, tourisme, etc.).

Le périmètre d'action du plan directeur régional peut être évolutif en fonction des thématiques traitées.

4. Les perspectives démographiques et économiques de la région sont inscrites dans le plan directeur régional. Elles correspondent aux perspectives figurant à la fiche U.01. La répartition de la population et des emplois entre les communes concernées est précisée dans le plan directeur régional. L'accueil de nouveaux habitants et emplois s'oriente en priorité dans les zones à bâtir existantes.
5. Les répercussions en termes de développement territorial d'un équipement ou d'une installation publique dépassent bien souvent les limites communales. La répartition et la localisation de ces infrastructures au sein de la région sont réglées dans le plan directeur régional.
6. Le canton peut apporter un appui technique, méthodologique et financier à l'élaboration des plans directeurs régionaux.

U.01

U.07

MANDATS DE PLANIFICATION**NIVEAU CANTONAL**

Le Service du développement territorial :

- a) vérifie, avec le Délégué aux affaires communales, la pertinence du périmètre de la région ;
- b) accompagne l'élaboration des planifications régionales ainsi que leur mise en œuvre et assure la coordination avec les services cantonaux concernés ;
- c) collabore en tant que représentant de l'Etat au Comité de la région ;
- d) assure les liens entre la région et le canton et coordonne les intérêts en présence ;
- e) vérifie la conformité des planifications régionales avec les principes d'aménagement du plan directeur cantonal ;
- f) vérifie la conformité des projets d'aménagement local avec les principes des planifications régionales ;
- g) peut octroyer une subvention pour l'établissement des plans directeurs régionaux via le fonds cantonal de compensation basé sur l'article 5 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700).

PLANIFICATIONS REGIONALES

U.10

Le Délégué aux affaires communales vérifie, avec le Service du développement territorial, la pertinence du périmètre de la région.

NIVEAU REGIONAL

Les pôles régionaux de Delémont, Porrentruy et Saignelégier ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour disposer d'un plan directeur régional en vigueur.

Les orientations et prescriptions fixées par le concept cantonal de gestion des zones d'activités sont reprises dans les planifications régionales.

Les régions recourent à une planification agricole lorsque l'impact agricole est important (amélioration structurelle d'envergure, projet d'installations soumises à l'étude d'impact sur l'environnement (EIE), emprise sur la zone agricole supérieure à 3 ha et d'un seul tenant, etc.).

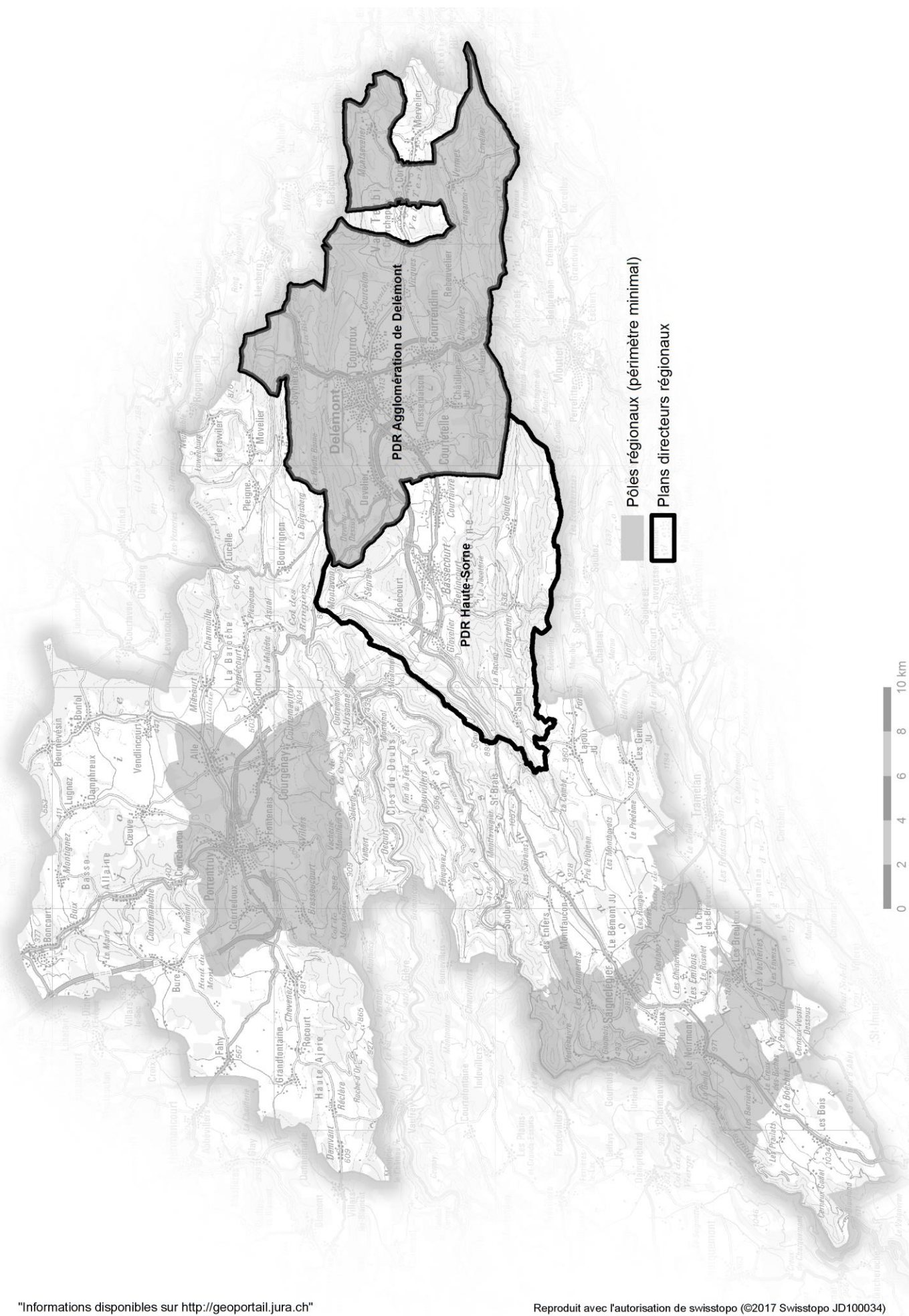
NIVEAU COMMUNAL

Les communes ne faisant pas partie d'un pôle régional sont encouragées à établir une collaboration régionale avec les communes proches, géographiquement et fonctionnellement (les zones à bâtir devant être coordonnées au-delà des frontières communales - article 15, alinéa 3 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire - LAT, RS 700). La constitution d'un bureau technique ou le recours à un mandataire qualifié contribue au développement de compétences professionnelles au sein de ces régions.

Les communes concernées s'engagent à traduire les planifications régionales dans leur plan d'aménagement local et à réaliser les projets d'action qu'elles contiennent.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN) (2012), La planification dans les espaces fonctionnels, Berne.
 - Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) (2012), La collaboration intercommunale : facteur décisif de succès de la mise en œuvre des plans régionaux et des schémas d'agglomération. Essai sur la pratique de la gouvernance territoriale en Suisse romande, Lausanne.
 - Office fédéral de la statistique (2014), L'espace à caractère urbain en Suisse en 2012 : Une nouvelle définition des agglomérations et d'autres catégories d'espace urbain, Neuchâtel.
-



PLANIFICATIONS REGIONALES

U.10

CONTEXTE

Le plan directeur cantonal de 2005 offrait la possibilité aux communes de se constituer en microrégion et d'établir un plan directeur régional à cette échelle. Le périmètre des microrégions était issu d'une analyse territoriale effectuée à partir de cinq critères : présence d'un centre, contiguïté, pendularité, taille démographique et puissance économique. De plus, les microrégions devaient présenter une cohésion géographique, culturelle et économique ou sociale. Le canton comptait alors 11 microrégions. Face aux défis actuels en matière de développement territorial (dissociation des territoires (habitat, travail, loisirs, achats), augmentation de la mobilité) et aux mutations que le canton a connu ces dernières années (concentration du développement dans les pôles régionaux, perte d'attractivité des villages périphériques, achèvement de l'A16 qui transforme les comportements en matière de localisation des lieux de travail et d'habitation), l'échelle des microrégions n'est aujourd'hui plus pertinente. Elle est trop petite pour répondre aux nouveaux enjeux du développement territorial et de la collaboration régionale.

L'élaboration de la conception directrice du développement territorial a permis d'identifier de nouveaux espaces fonctionnels. D'une part, les pôles régionaux, composés d'un cœur de pôle et de leurs communes satellites, réunissent la majorité des habitants et des emplois et jouent un rôle essentiel en tant que moteurs et catalyseurs du développement territorial. D'autre part, les communes les plus périphériques ont la possibilité de se regrouper en région cohérente géographiquement et fonctionnellement, notamment autour d'un pôle industriel relais. Il est également possible pour ces communes d'intégrer la planification d'un pôle régional.

ENJEUX

Avantages pour le territoire cantonal

La constitution de pôles régionaux, à l'instar de l'agglomération de Delémont, permet d'accroître la visibilité et le poids du canton dans le réseau des villes et agglomérations suisses au bénéfice de l'ensemble du territoire jurassien. La collaboration des pôles industriels relais et des villages, entre eux ou avec un pôle régional, participe au maintien d'une occupation décentralisée du territoire et offre une réponse efficace aux nouveaux défis du développement territorial.

Vision solidaire et concertée du développement souhaité

Soutenue par une vision de développement stratégique et transversale commune, la région voit son attractivité renforcée. Cette coopération permet de répartir les tâches, les obligations, les devoirs en matière de développement territorial à une échelle plus pertinente et selon une vision partagée de l'avenir. Elle permet également d'optimiser l'utilité des investissements ou du moins d'éviter des dépenses superflues et d'accélérer la procédure de réalisation de projets de détail. Cela minimise également les mesures d'aménagement prises « par le haut ».

Opportunités pour les petites communes

Face à la forte attractivité des agglomérations et des grands centres urbains, à l'interdépendance croissante des communes et au manque de moyens (techniques, administratifs et financiers) de la plupart des petites communes, la collaboration intercommunale constitue une excellente opportunité. En étant plus solidaires entre elles, les communes, organisées au niveau régional, ont un poids plus fort dans l'aménagement et le développement durable du territoire. La collaboration intercommunale permet particulièrement de réaliser des synergies, de mieux répartir les investissements et de disposer de professionnels au profit de l'ensemble de la collectivité.

AGGLOMERATION DE DELEMONT**U.10.1**

INSTANCE RESPONSABLE
Service du développement territorial

AUTRES INSTANCES CONCERNEES
Service des infrastructures
Service de l'économie rurale
Office de l'environnement
Office de la culture
Délégué aux affaires communales
Communes de Châtillon, Courrendlin, Courroux, Courtételle,
Delémont, Develier, Rebeuvelier, Rossemaison, Soyhières,
Val Terbi et Vellerat

LIGNES DIRECTRICES
URB.1 Ancrer le développement de l'urbanisation au sein
des pôles régionaux : Delémont, Porrentruy et
Saignelégier
GOUV.3 Renforcer la planification régionale

OBJECTIFS

- Renforcer l'attractivité économique de l'agglomération ;
- Valoriser le tissu urbain existant ;
- Préserver et valoriser la campagne d'agglomération ;
- Préserver et valoriser les grandes composantes paysagères et écologiques du territoire ;
- Développer la desserte en transports publics et accroître sa fréquentation ;
- Assurer une connexion de qualité de l'agglomération aux réseaux routiers et ferroviaires nationaux ;
- Maîtriser le trafic automobile au sein de l'agglomération et développer l'intermodalité ;
- Développer les infrastructures dédiées aux modes doux pour sécuriser et favoriser les déplacements piétons et cyclables ;
- Assurer une gestion durable des ressources.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

1. Le projet d'agglomération de Delémont est un outil de planification, de coordination et de pilotage des politiques publiques, notamment en matière de transports et d'urbanisation pour les communes concernées et le Syndicat d'agglomération.
2. Les ressources et les potentiels des communes de l'agglomération sont mis en commun en vue de préserver la qualité de vie au sein de l'agglomération, de promouvoir son développement, d'augmenter l'efficacité de sa gestion interne et de renforcer son attractivité vis-à-vis de l'extérieur, en conformité avec la stratégie d'agglomération définie dans le plan directeur régional et les projets d'agglomération.
3. Les synergies sont renforcées entre les communes et avec les agglomérations proches, en particulier avec Bâle. L'agglomération se positionne comme partenaire responsable et évite les concurrences néfastes en son sein.
4. Le périmètre de l'agglomération est défini selon le critère des relations fonctionnelles (en matière de transport, d'urbanisation et de paysage principalement) entre les territoires des communes. La délimitation spatiale de l'agglomération est évolutive, elle est modifiée au besoin. Le périmètre de l'agglomération comprend actuellement les communes de Châtillon, Courrendlin, Courroux, Courtételle, Delémont, Develier, Rebeuvelier, Rossemaison, Soyhières, Val Terbi, et Vellerat.

**VOIR
AUSSI**

Version			Adoption Gouvernement	Ratification Parlement	Approbation Conseil Fédéral
Nouvelle fiche	1	12.03.2018	25.04.2018		

AGGLOMERATION DE DELEMONT

U.10.1

5. Le développement de l'urbanisation dans l'agglomération de Delémont est hiérarchisé et structuré par des réseaux de transports efficaces favorisant l'intermodalité. Le développement de l'urbanisation est coordonné avec les réseaux de transports publics existants, les réseaux de mobilité douce sont améliorés et développés. Les connexions routières et ferroviaires intra et supra cantonales sont complétées. Le trafic automobile au sein des localités est maîtrisé, sécurisé et modéré.
6. Les conditions-cadres visant l'accroissement de l'offre de services, de commerces et d'équipements publics sont mises en place. Le territoire de confluence est le cœur du développement des équipements et des activités économiques à vocation régionale et cantonale de l'agglomération.
7. Le pôle régional de l'agglomération de Delémont est le point d'ancrage du canton au réseau des agglomérations et des grandes villes suisses. Dans une logique de complémentarité, de mise en réseau et de synergie, elle collabore avec les deux autres pôles régionaux du canton (Porrentruy et Saignelégier).
8. La campagne d'agglomération est reconnue comme un paysage structurant. Elle favorise les interactions positives entre les loisirs et l'activité agricole. Les espaces agricoles maintiennent leur fonction productive tout en répondant aux enjeux liés à la proximité avec les usages des habitants de l'agglomération (loisirs, vente directe, sensibilisation, etc.).
9. Le réseau des espaces publics est valorisé, le tissu bâti densifié. L'urbanisation est circonscrite et attentive à son contexte paysager.
10. Les espaces ouverts entre les entités bâties, élément de la qualité de vie, de la lisibilité des paysages jurassiens et constitutifs des identités locales, sont conservés. Les structures paysagères agricoles et forestières sont protégées et entretenues, ainsi que valorisées. Les milieux naturels, les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, de même que les espaces nécessaires à la revitalisation des cours d'eau et des zones humides, sont préservés. La présence de la nature en ville est valorisée et encouragée.
11. La planification énergétique fait l'objet d'une stratégie commune. Des collaborations sur le long terme sont mises en place dans le domaine des économies d'énergie ainsi que de la production et consommation d'énergies renouvelables. L'objectif est, en particulier, d'obtenir le label Cité de l'énergie à l'échelle de l'agglomération de Delémont et de bénéficier des avantages de l'adhésion à l'association Cité de l'énergie et du programme Région-Energie.
12. Le plan directeur régional et les projets d'agglomération assurent la planification régionale et favorisent les complémentarités au niveau régional.

AGGLOMERATION DE DELEMONT

U.10.1

MANDATS DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

Les Services et Offices cantonaux assurent la mise en œuvre des mesures fixées dans les projets d'agglomération lorsqu'ils représentent l'instance responsable.

Le Service du développement territorial :

- a) accompagne l'élaboration des projets d'agglomération et leur mise en œuvre ;
- b) vérifie la réalisation des mesures des projets d'agglomération ;
- c) assure la coordination avec le Syndicat d'agglomération, les services et offices cantonaux ainsi qu'avec la Confédération ;
- d) est l'instance responsable des projets d'agglomération envers la Confédération.

Le Service des infrastructures apporte son soutien au Service du développement territorial dans la définition des concepts en infrastructures routières et de mobilité douce.

NIVEAU REGIONAL

Le Syndicat d'agglomération :

- a) élabore le plan directeur régional et les projets d'agglomération ;
- b) assure l'exécution des tâches liées au plan directeur régional et nécessaires à la gestion et à la mise en œuvre des projets d'agglomération par le biais de son bureau technique ;
- c) suit et apporte son appui pour la mise en œuvre des mesures prévues avec les accords sur les prestations en collaboration avec l'instance responsable de la mesure concernée.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes de l'agglomération contribuent ou assurent (si elles représentent l'instance responsable) la mise en œuvre des mesures fixées dans les projets d'agglomération. Elles procèdent à la révision de leur plan d'aménagement local en temps opportun et intègrent les planifications régionale et cantonale.

REFERENCES/ETUDES DE BASE

- Agglomération de Delémont, République et Canton du Jura (2004), Projet d'agglomération de Delémont « Vivre la ville à la campagne », Analyse et enjeux d'agglomération, Delémont.
- Agglomération de Delémont, République et Canton du Jura (2007), Projet d'agglomération de Delémont « Vivre la ville à la campagne », Stratégie d'agglomération, Delémont.
- Agglomération de Delémont, République et Canton du Jura (2007), Projet d'agglomération de Delémont « Vivre la ville à la campagne », Charte d'agglomération, Delémont.
- Agglomération de Delémont, République et Canton du Jura (2012), Projet d'agglomération de 2^e génération et rapport technique, Delémont.
- Agglomération de Delémont, République et Canton du Jura (2016), Projet d'agglomération de 3^e génération, Delémont.
- Agglomération de Delémont (en cours), Plan directeur régional, Delémont.
- Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Gouvernement de la République et Canton du Jura, Conseil d'agglomération de Delémont (2011), Accord sur les prestations entre la Confédération suisse, la République et Canton du Jura

AGGLOMERATION DE DELEMONT

U.10.1

et le Syndicat d'agglomération de Delémont concernant le projet d'agglomération de Delémont partie transports et urbanisation 1^e génération 2007, Berne et Delémont.

- Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Gouvernement de la République et Canton du Jura, Conseil d'agglomération de Delémont (2015-2016), Accord sur les prestations entre la Confédération suisse, la République et Canton du Jura et le Syndicat d'agglomération de Delémont concernant le projet d'agglomération de Delémont partie transports et urbanisation 2^e génération 2011/2012, Berne et Delémont.
-

AGGLOMERATION DE DELEMONT

U.10.1

CONTEXTE

Les programmes de législature du Gouvernement 2003-2006 et 2007-2010 exprimaient la volonté « de soutenir, respectivement d'encourager, la constitution d'une agglomération de Delémont ». Le programme de législature 2011-2015 reconnaissait un statut prioritaire au projet d'agglomération de Delémont. Quant au programme de législature 2016-2020, il souhaite renforcer l'attractivité du canton du Jura et accroître le bien-être de sa population, notamment en ancrant le développement cantonal sur le pôle régional fort que constitue l'agglomération de Delémont. Le canton du Jura entend en effet « valoriser son positionnement stratégique au centre d'un espace géographique dynamique, constitué par la métropole bâloise, les pôles urbains du Plateau, la Chaux-de-Fonds et Belfort-Montbéliard, au cœur d'un savoir-faire industriel de renommée mondiale et au croisement de voies de communication performantes » (Conception directrice du développement territorial, 2016). Delémont et son agglomération ont un rôle tout particulier à jouer à cet égard, en tant que « locomotive du développement cantonal ». Du fait de sa position d'ouverture pour toute la région jurassienne en direction du plateau suisse et de la métropole bâloise - dont il est une composante à part entière selon le Projet de territoire suisse - le pôle régional de Delémont constitue le point d'ancrage du canton du Jura au réseau des métropoles et agglomérations suisses et françaises.

L'agglomération de Delémont englobait initialement les communes de Soyhières, Courroux, Vicques, Courrendlin, Rossemaison, Develier et Delémont, auxquelles se sont associées les communes de Courtételle, Châtillon, Rebeuvelier et Vellerat. Elle s'est institutionnalisée en 2012 sous la forme du Syndicat d'agglomération de Delémont. Au 1^{er} janvier 2013, le périmètre s'est étendu avec la fusion des communes de Vicques, Montsevelier et Vermes au sein de la nouvelle commune de Val Terbi. Ces deux dernières ont été ainsi rattachées à l'agglomération. Au 1^{er} janvier 2018, Corban intégrera la commune de Val Terbi. En janvier 2016, l'agglomération de Delémont compte 11 communes et 27'230 habitants.

Les projets d'agglomération constituent un axe central de la politique des agglomérations de la Confédération et du développement territorial durable de la Suisse. Ils visent une planification coordonnée de l'urbanisation, du paysage et des transports dans les espaces urbains (y.c. la coordination entre transports publics, transports individuels motorisés et déplacements à pied et à vélo). Un projet d'agglomération définit une vision d'ensemble de l'agglomération et de son développement qui se fonde sur une perspective à long terme largement acceptée et soutenue par tous les partenaires.

Le projet d'agglomération constitue, pour les collectivités territoriales et les structures de coopération concernées, un outil de planification, de coordination et de pilotage des politiques publiques des transports et de l'urbanisation. Il est le moyen par lequel les « organismes responsables » (le Canton du Jura pour le projet d'agglomération de Delémont) soumettent à la Confédération les demandes de subventionnement de leurs infrastructures de transport.

Le contenu du projet d'agglomération de 3^e génération (PA3), déposé fin 2016 à la Confédération, présente une vue d'ensemble des stratégies et objectifs en matière de transport, d'urbanisation et de paysage. Il s'inscrit dans la continuité des projets d'agglomération de 1^e et 2^e génération (PA1 et PA2) et apporte des réponses aux faiblesses constatées dans la mise en œuvre du dernier programme d'agglomération. Il définit les besoins d'action sous forme d'un catalogue de mesures (priorisées) élaborées en étroite collaboration avec les communes du Syndicat d'agglomération et les services de l'Etat. Les mesures principales du PA3 sont des mesures liées aux transports (liaisons cyclables, liaisons routières, mobilité douce, réaménagement de passage sous-voies, etc.).

Lorsque les projets d'agglomération satisfont aux exigences et que leur efficacité est jugée suffisante, la Confédération conclut des « accords sur les prestations » avec les cantons. Ces accords règlent le versement des contributions fédérales ainsi que la mise en œuvre des mesures. Les accords sur les prestations sont signés entre les trois partenaires, la Confédération, le Canton et le Syndicat

AGGLOMERATION DE DELEMONT

U.10.1

d'agglomération. Les accords sur les prestations pour les projets d'agglomération de 1^e et de 2^e génération ont été signés respectivement en 2011 et en 2016.

ENJEUX

Visibilité de l'agglomération de Delémont au niveau national

Le statut d'agglomération (une des 49 agglomérations de Suisse) permet à Delémont et à sa couronne, de même qu'à l'ensemble du canton du Jura de bénéficier d'une visibilité accrue et de contribuer à un meilleur positionnement territorial dans le réseau urbain national.

Rôle de l'agglomération de Delémont

L'agglomération de Delémont, par son poids démographique et économique, constitue la pierre angulaire de l'armature urbaine du canton et le point d'articulation avec le réseau des villes et agglomérations suisses et françaises.

Coordination de l'urbanisation, des transports et du paysage à l'échelle d'un espace fonctionnel

L'institutionnalisation d'un Syndicat d'agglomération permet aux communes-membres de traiter les thématiques territoriales (urbanisation et transports en particulier) à l'échelle pertinente d'un espace fonctionnel. Le renforcement de la coordination entre transport et urbanisation-paysage permet également une meilleure maîtrise du développement territorial et une amélioration sensible de la qualité de vie et de l'attractivité de l'agglomération de Delémont

Un projet de territoire fédérateur d'envergure (l'agglomération de Delémont) doublé d'une structure institutionnelle ad hoc (le Syndicat d'agglomération) génère également une dynamique de réflexion et d'action régionale vectrice de développement.

Politique fédérale des agglomérations

Formellement, le fait d'être constitué en agglomération permet également de prétendre à un co-financement des mesures d'infrastructures présentées dans les programmes d'agglomération par la Confédération.